

**MOYEN-ORIENT — ISRAËL MENACE
D'ANNEXER GAZA EXPOSITION —
LE CARAVAGE : RETOUR EN GRÂCE**



**NOTRE HORS-SÉRIE
LE NOUVEL ÂGE
DES EMPIRES**
en vente chez votre
marchand de journaux



**Courrier
international**

N° 1795 du 27 mars au 2 avril 2025
courrierinternational.com
France : 5,20 €

Allemagne 6,50 €, Andorre 6,20 €,
Canada 9,25 \$CAN, DOM 5,50 €,
Espagne 5,80 €, Grande-Bretagne
5,85 £, Grèce 6 €, Italie 5,80 €,
Japon 1300 Y, Maroc 50 DH,
Pays-Bas 6,20 €, Portugal 5,80 €,
Sénégal 3400 FCFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 11 D.,
Afrique CFA autres 3700 FCFA.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT TOUT REINVENTER

La fermeture brutale de l'USAID par l'administration Trump oblige à repenser le modèle de l'aide internationale. L'occasion, en Afrique notamment, de s'affranchir d'une trop grande dépendance envers les pays donateurs ? La presse étrangère s'interroge.



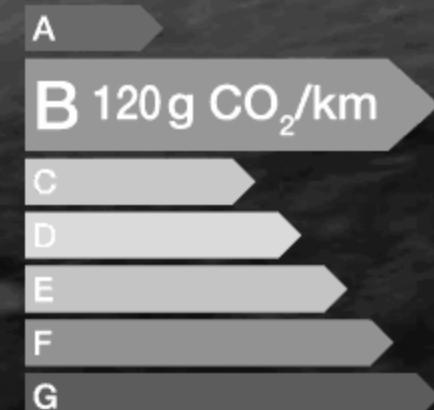
NOUVEAU CITROËN C3 AIRCROSS

IMPOSSIBLE DE RÉSISTER AU CONFORT



À PARTIR DE
19 700€⁽¹⁾

jusqu'à
8 ans de
garantie
Citroën, We Care



Modèle présenté : Nouveau C3 Aircross Hybride 136ch MAX, boîte automatique avec option teinte Vert Montana et toit bi-ton Blanc Opale (**28 500€**). (1) Exemple pour l'achat d'un Nouveau C3 Aircross YOU Turbo 100ch neuf à partir de **19 700€**, hors option. Montants exprimés TTC. Offre valable jusqu'au **31/03/25** réservée aux personnes physiques, pour un usage privé, dans le réseau Citroën participant. Citroën We Care : détails sur [citroen.fr](#).



CITROËN

Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer



**LES CHOIX
DE "COURRIER"**
CLAIRE CARRARD

Aide au développement : tout réinventer

Des malades atteints de tuberculose privés de traitement au Kenya, l'eau potable devenue hors de prix dans les camps de réfugiés en Syrie, les dernières écoles encore ouvertes aux filles sur le point de fermer en Afghanistan, le processus de paix menacé en Colombie, le déminage suspendu au Cambodge, l'épidémie de mpox qui pourrait repartir en République démocratique du Congo... Depuis l'annonce brutale du gel des financements de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) par l'administration Trump, puis la suspension de l'essentiel de ses activités, l'onde de choc se ressent partout, dans les pays

d'Afrique subsaharienne comme en Amérique latine, en Asie ou encore en Ukraine. La liste des programmes touchés est sans fin : santé, éducation, médias... En Afrique du Sud, la Fondation Desmond-Tutu estime que la disparition des fonds de l'USAID pourrait entraîner 500 000 morts supplémentaires du VIH dans les dix années à venir, rapportait récemment le site sud-africain **News24**. C'est dire l'ampleur du bouleversement en cours, et c'est ce que nous avons choisi de décrypter en profondeur dans notre dossier cette semaine. La décision américaine portera-t-elle un coup fatal au modèle d'aide internationale mis en place après la Seconde Guerre mondiale ? Certainement, estime le **Financial Times**, qui veut voir malgré tout dans ce revirement l'occasion de repenser enfin le modèle de l'aide au développement, qui a largement montré ses limites. Dans l'article très documenté qui ouvre notre dossier, David

Pilling interroge de nombreux chercheurs, économistes et experts sur les conséquences de ce désengagement. Un retrait qui a commencé dès les années 1960. « La Corée du Sud, qui constitue aujourd'hui une des économies les plus développées du monde, était [vue comme] un 'trou à rats', un 'puits sans fond' engloutissant les aides internationales », selon un rapport de l'USAID à l'époque. Une rhétorique qui n'est pas sans rappeler celle utilisée aujourd'hui par l'administration américaine. Mais d'une certaine façon, « tout le chaos que sème Trump nous poussera peut-être à revoir notre conception de l'aide internationale », estime Ylva Lindberg, vice-présidente exécutive du fonds norvégien d'investissement destiné aux pays en développement Norfund, citée dans l'article. Que ce soit en matière d'organisation ou de financement. « Depuis toujours, l'aide internationale, rappelle encore le *Financial Times*, est un équilibre entre trois éléments : l'aide humanitaire,

le développement à long terme et l'influence. » C'est cet équilibre qui est rompu. L'aide, loin de participer au développement, a trop souvent accentué la dépendance envers les pays donateurs. En cela, le lâchage américain pourrait être, à terme, « un déclic pour l'Afrique », estime Taf Mhaka sur le site d'**Al-Jazeera**. Pour le chroniqueur zimbabwéen, qui cite l'exemple de l'Afrique du Sud, la dépendance à l'aide internationale cache d'autres problèmes, bien plus graves : une corruption endémique et une mauvaise gouvernance. Il n'est pas le seul à exprimer cette opinion. « Cette coupure brutale oblige Haïti à se confronter à une réalité souvent étudiée : la nécessité de repenser son modèle de développement », écrit l'écrivain haïtien Patrick Prézeau Stephenson sur le média participatif haïtien **Rezonodwes**. Et de citer plusieurs effets pervers des programmes américains : « sabotage de l'agriculture locale », « érosion de la souveraineté », « projets de développement ratés »...

Une prise de conscience qui peut être positive sur le long terme mais, dans l'immédiat, « les pays concernés ne pourront pas s'adapter en un claquement de doigts », nuance le *Financial Times*, qui cite encore Jeffrey Sachs. Pour l'économiste, le problème de l'aide internationale n'est pas qu'il y en a trop, mais pas assez : les pays pauvres reçoivent « des aides au compte-gouttes, si minimes qu'elles ne peuvent pas véritablement faire décoller leur économie ». Au Brésil, les Émirats arabes unis ont investi récemment des milliards de dollars dans la rénovation de deux favelas à Rio, raconte **Die Welt**. Une démarche qui n'a rien de philanthropique, les bienfaiteurs émiratis escomptant un retour sur investissement rapide. Mais qui peut être l'esquisse d'un nouveau modèle.

En couverture :

Illustration de **Yarek Waszul**,
États-Unis/Theispot



Sommaire



RUSSIE p.10

Cessons d'être par principe antiaméricains !

La Russie doit prendre acte de la bonne volonté témoignée par l'administration Trump. Et repenser ses relations avec les États-Unis, estime un chroniqueur russe.

FRANCE p.19

La Champagne sonnée par la guerre des taxes

La menace d'une taxe douanière de 200 % évoquée par le président américain fait trembler toute la région, relate **The New York Times**.

TURQUIE p.6

Un coup d'État du pouvoir

L'arrestation du maire d'Istanbul, qui devait être le principal candidat de l'opposition face à Erdogan, prouve la fébrilité du régime, estime le quotidien **Birgun**.

NICK NEWMAN, ROYAUME-UNI © NEWS LICENSING

ISRAËL-GAZA p.14

L'annexion n'est plus taboue

FOCUS Le gouvernement israélien, qui bombarde à nouveau Gaza, menace de l'annexer si le Hamas ne libère pas les derniers otages. La terreur règne de nouveau dans l'enclave, alors qu'en Israël la colère gronde.



LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Birgun Istanbul, quotidien. **Financial Times** Londres, quotidien. **Folha de São Paulo** São Paulo, quotidien. **Frontier Myanmar** (frontiermyanmar.net/en) en exil, en ligne. **Al-Jazeera English** (aljazeera.com) Doha, en ligne. **Libertatea** Bucarest, quotidien. **La Maison des reporters** (lamaisondesreporters.sn) Dakar, en ligne. **Nawaat** (nawaat.org) Tunis, en ligne. **Neue Zürcher Zeitung** Zurich, quotidien. **New Lines Magazine** (newlinesmag.com) Washington, en ligne. **The New York Times** New York, quotidien. **Nezavissimaya Gazeta** Moscou, quotidien. **L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Radio Free Europe/Radio Liberty** (rferl.org) Prague, en ligne. **La Repubblica** Rome, quotidien. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Die Welt** Berlin, quotidien.



SOMMAIRE

- 7 jours dans le monde**
- 6. Turquie.** Un coup d'État du pouvoir
- 8. France.** Procès Le Pen : "une sentence imprévisible"
- D'un continent à l'autre**
- 10. Russie.** Cessons d'être par principe antiaméricains !
- 13. Roumanie.** L'esprit de revanche n'a pas disparu
- 14. Israël-Gaza.** L'annexion n'est plus taboue
- 17. États-Unis.** L'économie selon Trump
- 19. France.** La Champagne sonnée par la guerre des taxes
- 20. Immigration.** Ces "harraga" dont ni Paris ni Alger ne veulent
- 22. Sénégal.** "J'avais l'impression d'être une proie face à des animaux affamés"
- 24. Birmanie.** Un saccage de la création artistique
- À la une**
- 26. Réinventer l'aide internationale**
- Transversales**
- 34. Économie.** Gabès se révolte contre l'hydrogène vert
- 36. Environnement.** Comment rafraîchir la ville
- 37. Signaux.** Les mercenaires s'en vont en guerre
- 360°**
- 38. Peinture.** Le Caravage
- 42. Voyage.** Marajó, en suspens entre Amazone et océan
- 44. Culture.** La pop africaine à la conquête du monde
- 46. Histoire.** Les doléances révolutionnaires des paysans allemands



Ukraine. Qu'attendre de la "coalition des volontaires" ?

Un nouveau sommet des alliés de l'Ukraine se tiendra ce 27 mars à Paris. L'objectif annoncé par Emmanuel Macron : "Finaliser les travaux de soutien à court terme de l'armée ukrainienne [et] les garanties de sécurité que peuvent apporter les armées européennes." À suivre sur notre site.

La France vue de l'étranger. Le cinéma, une "passion indéfectible"

Le Covid-19 et le streaming ont failli venir à bout du cinéma. Mais, en 2025, il est toujours aussi populaire chez les Français, qui ont une relation "presque mystique" avec leurs salles obscures, observe **The New York Times**.

Courrier Week-end. Dans la communauté des ramasseurs de bâtons

Les bouts de bois ramassés en bord de chemin sont source d'émerveillement pour les petits et les grands enfants. Des forums leur sont même consacrés, où les glaneurs partagent leurs trouvailles. Un récit du **Guardian** à retrouver dès samedi dans notre édition Week-end.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.

NOUVEAU HORS-SÉRIE

Comment les États-Unis, la Russie et la Chine se partagent le monde et le rendent plus dangereux. Les analyses de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier
international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO25BO01

Je m'abonne pour :

- 1 AN** (52 numéros) au prix de **139 €** au lieu de **237,20 €***
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **175 €** au lieu de **290,60 €***

Monsieur Madame

NOM.....

PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/ours>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.

Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles-et-efficacite-a-notre-delegue-a-la-protection-des-donnees> au 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@courrierinternational.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonements@sai.ppm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépot légal Mars 2025. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0)1 46 46 16 00 Fax général 33 (0)1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0)1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel courrier@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coisplet, Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport, Ophélie Négros, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17/48) EUROPE Gerry Fehely (chef de service, 16/95), Laurence Habay (cheffe de service adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse-Alémanique), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Benjamino Morante (Italie), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavou (Hongrie), Guillaume Nargues (République tchèque, Slovaquie), Kika Čurović (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotlevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 16/93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16/14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16/57), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgane Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Gaumane (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16/39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandik (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagisita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julian Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaya (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16/47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16/15), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bécel (chef des informations, 17/32), Hugo Florent, Ouméma Nechi HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Liffshitz (16/96)

SITE INTERNET Clém Pomarès, Nicolas Coisplet, Mélanie Chenouard (chef de direction), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEURS Etienne Bianchi, Paul Blondel, Antoine Cury-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16/51), Jean-Luc Majouret (16/42)

TRADUCTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffshitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabella Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minadier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17/35), Solal Abelès, Françoise Hérod, Julie Martin, Jean-Daniel Mougeot, Anne Romefort

DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersson MAQUETTE Cécile Chemel (premier maquetteur), Denis Scudellari, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichto (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet CONGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17/37), Diane Perpère (16/08), Alizée Marchal (17/38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45/5) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malestherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Ainley, Carole Audren, Anne Baron, Jean-Baptiste Bor, Étienne Bouche, Maxime Bourdier, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Émilie Cochard-Kaminski, Geneviève Deschamps, Corinne Duqueyriox, Éloïse Duval, Dorian Gallais, Yousse Larbi Alami, Léa Maillard, Florian Mattern, Anne Mattler, Camille Miloua Giraudeau, Valentine Morizot, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Maddalena de Vio, Aruzhan Yeralyeva

PUBLICITÉ MP publicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Cladelles (elisabeth.cladelles@mppublicite.fr, 39 68) Directeur de la publicité David Delannoy Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@mppublicite.fr) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steeve.dablin@mppublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16/06) Gestion Mathilde Bannier (16/26) Droits Blandine Mosnat (16/52) Comptabilité 01 48 84 551

DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directrice des ventes Sabin Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévot, Véronique Saudemont Responsables du numérique Kévin Jolivet (chef de service), Louise Dugeau, Camille Lefaux, Mynn-May Vang Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 TÉL. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS number 9-465, is published weekly 52 times per year (Triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International/PO Box 8275, Avenue Marco Polo, Montreal, QC H2T 7A1, Canada.

Origine du papier : Alemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC.

Europhotisation : Prot- 0,003 g/kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

www.pefc-france.org

Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

Europhotisation : Prot- 0,003 g/kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

www.pefc-france.org

Origine du papier : Alemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC.

Europhotisation : Prot- 0,003 g/kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

www.pefc-france.org

Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

Europhotisation : Prot- 0,003 g/kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

www.pefc-france.org

Origine du papier : Alemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC.

Europhotisation : Prot- 0,003 g/kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

www.pefc-france.org

Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

Europhotisation : Prot- 0,003 g/kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

UN ENFANT MEURT DE FAIM TOUTES LES 11 SECONDES.

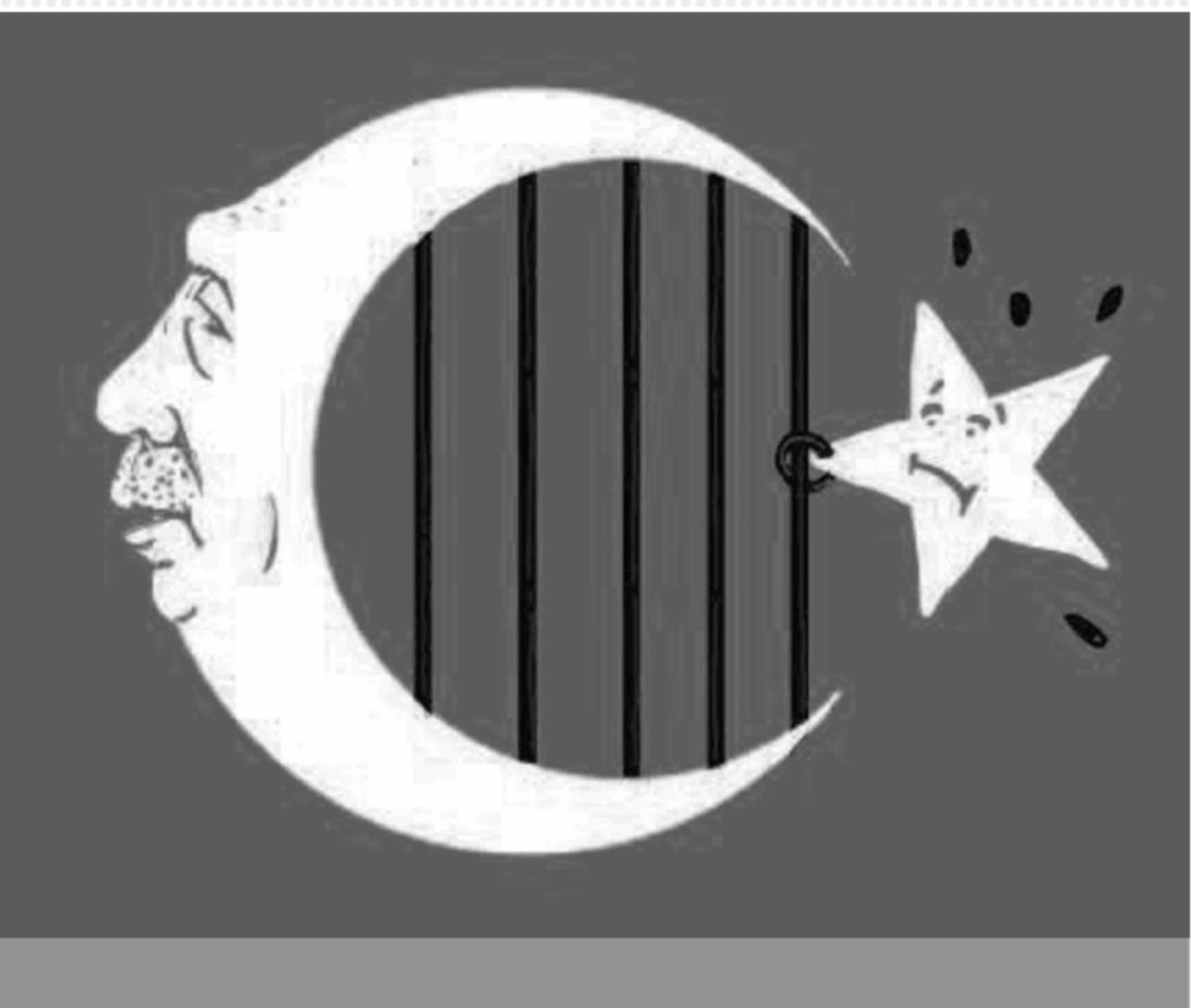
**NUTRITION FOR GROWTH, UN SOMMET DÉCISIF POUR VAINCRE
LA MALNUTRITION, MAIS OÙ SONT NOS DIRIGEANT·ES ?**



Face à cette situation critique, un véritable leadership politique est indispensable. Les 27 et 28 mars, la France accueille à Paris le Sommet N4G - Nutrition For Growth, l'équivalent de la "COP contre la faim". Cette édition 2025 est un moment historique car c'est l'un des premiers sommets sur la solidarité internationale depuis le début de la crise des financements américains. Il n'est pas trop tard pour "*mettre fin à la faim*". Pour en savoir plus sur le sommet N4G, scannez le QR code.

Turquie. Un coup d'État du pouvoir

L'arrestation du maire d'Istanbul, qui devait être le principal candidat de l'opposition face à Erdogan, prouve la fébrilité du régime, qui a verrouillé communications et manifestations, estime ce quotidien de gauche.



—**Birgün (Istanbul)**

Nous nous sommes réveillés ce [19 mars] avec l'annonce de l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu [accusé de fraudes et de "terrorisme" alors qu'il devait être désigné le 23 mars comme le candidat du principal parti d'opposition à l'élection présidentielle], et de ses camarades. Est-ce une surprise? Pas vraiment. Il ne s'agit au bout du compte que de l'aboutissement d'un processus annoncé depuis plusieurs jours par la presse proche du pouvoir. Pour autant, la prévisibilité de cette arrestation la rend-elle normale? En aucun cas. Il faut le dire sans tourner autour du pot : il s'agit d'une sorte de coup d'État fomenté par le pouvoir lui-même.

Le président Erdogan est déterminé à préserver son régime et à écarter tous les obstacles qui se dressent face à son éventuelle réélection. Ceux qui détiennent le pouvoir viennent de montrer qu'ils sont prêts à tout pour le conserver. Il ne s'agit pas là d'une opération de police ou de justice ordinaire, mais de l'exécution d'un



ÉDITO

plan détaillé dont toutes les étapes ont été pensées, le rôle de chacun, journalistes ou politiques, étant soigneusement établi. Au moment même où les arrestations avaient lieu, l'accès à Internet a été restreint et celui aux réseaux sociaux rendu impossible. Le préfet d'Istanbul a décrété une interdiction de manifester à Istanbul pendant quatre jours, tandis que des stations de métro et des routes étaient fermées par les autorités [pour éviter que les manifestants ne se rassemblent]. Istanbul était soudainement placé sous une loi martiale qui ne dit pas son nom, car ils ont pleinement conscience que ces arrestations n'ont rien de légal.

Ayant perdu le soutien des électeurs et s'étant éloigné du peuple, le pouvoir tente désormais de mettre au pas la société en recourant à la force et à la répression. En cas d'élections libres, ces dirigeants savent qu'ils n'auraient plus aucune chance de les remporter, ni même d'atteindre les 30 %.

Erdogan et son régime organisé autour du palais présidentiel sont les gardiens d'une minorité privilégiée dont ils défendent les intérêts. Ils cherchent à vider de leur sens

✓ Recep Tayyip Erdogan.
Dessin de Hassan Bleibel,
Liban.

Décryptage

Protestations dans la rue

●●● Ekrem Imamoglu a été arrêté le 19 mars alors qu'il s'apprétait à être désigné officiellement candidat à l'élection présidentielle de 2028 du CHP (Parti républicain du peuple), le principal parti d'opposition. Le 23 mars, il a décidé de maintenir sa primaire, appelant les Turcs non membres du parti à y participer en signe de solidarité. Les bureaux de vote, établis dans les permanences du CHP à travers le pays, ont recueilli près de 15 millions de signatures, se réjouit le quotidien d'opposition

Sözcü. Après l'arrestation de l'éidle, une foule immense s'est massée devant la mairie d'Istanbul, malgré la répression policière. "J'ai mal, arrêtez, par pitié", implorait ainsi une manifestante filmée par un journaliste de la version turque du média allemand **Deutsche Welle**. "Qu'est-ce que tu fais dehors, c'est une manifestation illégale!" lui répondait un policier.

Plus de 1000 manifestants ont été arrêtés dans les premiers jours. Le 24 mars, 11 journalistes ont été interpellés à leur domicile, rapporte le média en ligne **Bianet**.

Les protestations sont particulièrement nourries dans les rues d'Istanbul, mais elles concernent l'ensemble du pays, y compris les zones les plus conservatrices comme la région de la mer Noire et même Rize, ville d'où le président Erdogan est originaire, souligne la chaîne d'opposition **Halk TV**. À Istanbul, mais aussi à Ankara et à Izmir, les trois plus grandes villes de Turquie, les autorités ont interdit tout rassemblement. Ce qui n'a pas empêché les étudiants de battre le pavé. Le président du CHP, Özgür Özel, a appelé le 24 mars au boycott des médias

progouvernementaux et des produits vendus par les grandes marques et les holdings proches du pouvoir. Juste après cet appel, remarque le quotidien de centre gauche **Cumhuriyet**, la chaîne privée NTV a diffusé des images des manifestations alors qu'elle se l'était jusqu'alors interdit.

les élections et la volonté populaire, à instaurer un système où ils seraient intouchables et où l'opposition serait réduite à faire de la figuration. L'opération contre la mairie d'Istanbul et Ekrem Imamoglu est un élément du nouveau régime qu'en-tend construire le pouvoir.

Le régime va donc poursuivre sa répression jusqu'à obtenir de l'opposition un candidat qu'Erdogan serait susceptible de battre dans les urnes. Il reproduit ce que font tous les régimes qui craignent leur

Ce régime ne peut plus rester en place par le jeu politique normal, même en comptant sur les alliances qu'il a forgées.

propre peuple – les poubelles de l'histoire débordent d'expériences similaires mises en œuvre par des régimes de ce type.

Ce pouvoir n'a plus rien à offrir au pays. Il ne peut plus rester en place par le jeu politique normal, même en comptant sur les alliances qu'il a forgées [le président Erdogan a fait le choix depuis 2018 de former une coalition avec l'extrême droite]. Il n'est plus en mesure de trouver la force de se relever, de se remettre en marche et encore moins de redonner espoir à la population. Tous les opposants pourraient être arrêtés, emprisonnés, l'impasse dans laquelle il se trouve demeurerait la même.

Ce que le pouvoir peine à comprendre, c'est qu'il mène une guerre contre la majorité de la population qui le désavoue ouvertement. Son temps est donc compté. Dans ces conditions, il n'est désormais plus possible de parler de lois, de Constitution ou d'élections libres. Mais nous savons une chose, le courage est au moins aussi contagieux que la peur. Le bien triomphera du mal, la démocratie de la brutalité, et le peuple du régime d'un homme unique.

—**Yasar Aydin**, publié le 19 mars

SOURCE

BIRGÜN
Istanbul, Turquie
Quotidien
birgun.net

"Un jour" a été lancé en 2004 grâce à des fonds réunis par un groupe d'intellectuels turcs. Situé clairement à gauche, le quotidien tient une ligne laïque parfois qualifiée de "socialiste" ou d'"écosocialiste". Son site Internet est très consulté, avec près de 15 millions de visites mensuelles en moyenne.

Une femme à la tête du CIO



ZIMBABWE — “Il aura fallu attendre cent trente et un ans pour que le CIO soit dirigé par une femme, et c'est une des nôtres”, s'enthousiasme le 21 mars **H-Metro**. La veille, Kirsty Coventry, double championne olympique de natation et ministre des Sports du Zimbabwe, a été élue à la tête du Comité international olympique, succédant à huit Européens et à un Américain. Ce qui fait dire au quotidien de Harare, dans un jeu de mots osé : “Kirstorique”.

Une fuite bien embarrassante

ÉTATS-UNIS — “Cela va demander quelques explications”, euphémise Jeffrey Goldberg. Le rédacteur en chef de **The Atlantic** a révélé, dans un article publié le 24 mars, comment l'administration Trump lui a “accidentellement envoyé ses plans de guerre” sur la messagerie Signal. Selon le magazine, le conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz, a organisé début mars une conversation textuelle avec de hauts responsables américains, dont le vice-président, J. D. Vance, le ministre de la Défense, Pete Hegseth, et le secrétaire d'État, Marco Rubio,

afin de discuter des frappes à mener contre les houthistes au Yémen, qui menacent la navigation internationale en mer Rouge. La Maison-Blanche a admis la fuite. **Axios** rappelle que le gouvernement américain n'autorise pas l'utilisation de Signal pour transmettre des informations classifiées. **The New York Times** évoque quant à lui une “faille de sécurité sans précédent”.

L'armée étend sa toile



INDONÉSIE — “Un seul commandement, une seule loyauté”, titre **Tempo** à la une de son édition du 24 mars sur un dessin du président Prabowo Subianto jouant aux petits soldats sur les institutions publiques. En cause : la validation par le Parlement d'une révision de la loi sur les forces armées indonésiennes (TNI), qui élargit le nombre de fonctions civiles accessibles aux militaires en exercice. Pour l'hebdomadaire, cette réforme controversée marque le retour du double rôle de l'armée (*dwifungsi*), en vigueur sous la dictature du président Suharto (1967-1998), et confirme l'intention de Prabowo Subianto d'imposer son idéal de “politique de commandement”, inspiré d'un gouvernement dirigiste à la chinoise.

665

MILLIONS DE DOLLARS, tel est le montant que Greenpeace devra verser en dommages et intérêts à l'exploitant d'un oléoduc aux États-Unis. La décision a été rendue le 19 mars par un jury du Dakota du Nord. “*Energy Transfer avait lancé des poursuites contre l'ONG en 2019, l'accusant d'avoir orchestré une vaste conspiration contre [son Dakota Access Pipeline, long de 1800 kilomètres] en organisant des manifestations dans la réserve sioux de Standing Rock en 2016 et 2017*”, explique le site **Grist**. Greenpeace, qui dénonce une procédure abusive visant à la faire taire, a annoncé qu'elle ferait appel.

CHINE

Un robot pour sectionner les câbles sous-marins

Les ingénieurs chinois ont développé un engin capable de s'attaquer aux câbles assurant, au fond des océans, la transmission des données d'un continent à l'autre.

Pékin a désormais le pouvoir de perturber gravement les communications mondiales, a révélé le **South China Morning Post** le 22 mars. Selon le quotidien de Hong Kong, les ingénieurs du Centre chinois de recherche navale (CSSRC) ont conçu un robot capable de mettre hors service les câbles installés au fond des océans qui transmettent l'essentiel des données échangées d'un continent à l'autre. “C'est la première fois qu'un pays révèle officiellement qu'il dispose d'un tel outil capable de porter atteinte aux

réseaux sous-marins critiques”, souligne le journal.

Développé à l'origine pour l'exploitation minière sous-marine et le renflouement d'équipements civils, ce robot serait en mesure de s'attaquer aux câbles les mieux sécurisés jusqu'à 4 000 mètres de profondeur. Le robot coupe-câble s'intègre à l'équipement des bathyscaphe chinois *Fendouze* et *Haidou*, le premier étant capable de descendre jusqu'à 10 000 mètres de profondeur. Le *South China Morning Post* rappelle que Pékin dispose de la flotte de submersibles la plus importante du monde. Des engins guidés ou non par un équipage et susceptibles d'atteindre n'importe quelle région sous-marine du globe.

Durant les deux premiers mois de 2025, indique pour sa part le quotidien singapourien **Lianhe Zaobao**, des câbles sous-marins au large des côtes de Taïwan ont été sectionnés par “des cargos qui remontaient leur ancre”. Or “ces navires ont tous appartenu par le passé à des sociétés de Chine continentale”. Si l'hypothèse d'un acte délibéré n'a pu être démontrée, les responsables taïwanais pensent qu'il s'agissait d’“attaques de guerre hybride” menées par Pékin.

— **Courrier international**

SÉMINAIRE POPULAIRE

Quand la crise climatique accentue les injustices sociales : quelle solidarité mettre en œuvre ?



LE 23 AVRIL 2025 À 18 HEURES
À L'AUDITORIUM
DU GROUPE LE MONDE,
PARIS XIII^e

Courrier international
CONTENU PARTENAIRE

FRANCE

Procès Le Pen : “une sentence imprévisible”

Correspondant du *Tages-Anzeiger* suisse et de la *Süddeutsche Zeitung* allemande, Oliver Meiler décortique les enjeux du procès de la députée du RN, dont le verdict est attendu pour le 31 mars.

Depuis le 30 septembre, Marine Le Pen ainsi que 24 autres personnes comparaissent devant le tribunal correctionnel de Paris dans le cadre de l'affaire des assistants parlementaires européens du Front national (FN). Les 25 accusés sont soupçonnés d'avoir organisé, entre 2004 et 2016, un “*système de détournement*” d'argent public européen – à hauteur de 7 millions d'euros – pour financer le parti d'extrême droite, devenu depuis le Rassemblement national (RN).

COURRIER INTERNATIONAL : Le verdict du procès des assistants parlementaires européens du FN doit être rendu le 31 mars. Que peut-on en attendre ?

OLIVER MEILER : En suivant le déroulement de ce procès, on a l'impression que les éléments dont dispose la justice pèsent assez lourd. Le rôle joué par Marine Le Pen et ses coaccusés est devenu de plus en plus limpide, et il est peu probable qu'ils s'en sortent indemnes. Au-delà des peines d'emprisonnement, la potentielle peine d'inéligibilité de cinq ans est, pour Marine Le Pen, la plus importante. Mais cette sentence est absolument imprévisible, a fortiori avec la clause d'exécution provisoire à la discréption des magistrats.

De nombreuses personnalités politiques ont dénoncé les réquisitions du parquet concernant l'exécution provisoire de la peine d'inéligibilité. Qu'en pensez-vous ?

Cet élément juridique est loin d'être un détail, c'est la loi ! C'est une réaction corporatiste du monde politique français, où chacun craint que ça puisse lui

arriver un jour. C'est pitoyable ! La France est un État de droit, la justice tient un procès qui s'appuie sur plus de dix ans d'enquête.

Politiser les procédures judiciaires pose un vrai problème. Il se passe la même chose avec l'affaire Sarkozy-Kadhafi. Entendre des politiques de haut rang remettre en question la séparation des pouvoirs est inquiétant.

Cela fait écho aux critiques de Berlusconi contre les “*toges rouges*” ou même de Trump aujourd'hui à l'égard de la justice fédérale américaine. Le schéma est le même. Cela met en danger la démocratie et réduit la confiance du peuple dans ses institutions.

Une personnalité politique suisse ou allemande sous le coup de telles accusations pourrait-elle se présenter à des élections ?

Non. Il y a des carrières politiques qui se sont terminées pour une affaire de *frequent flyer miles* en 2002. Plusieurs hommes politiques avaient été contraints de démissionner pour avoir utilisé ces points du programme de fidélisation de la Lufthansa, obtenus lors de déplacements professionnels, pour des vols privés.

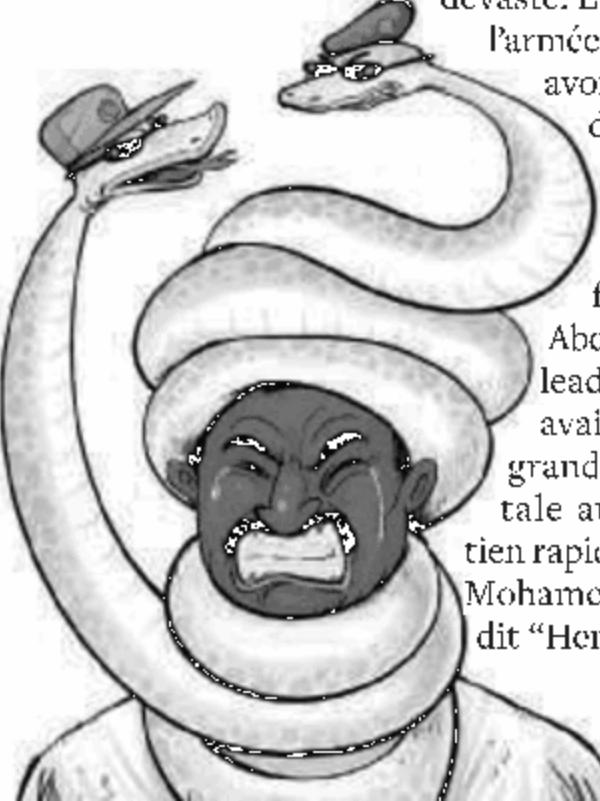
En France et en Italie, il semble qu'il y a une certaine culture politique d'inspiration catholique qui permet aux politiciens d'avoir une deuxième, une troisième, parfois même une quatrième chance. En Italie, rien ne peut te tuer politiquement. Dans les pays de culture plutôt protestante, comme la Suisse et l'Allemagne, c'est un peu plus difficile de revenir. Le facteur culturel et pseudo-religieux, la culture du pardon jouent peut-être un rôle.

— Propos recueillis par Courrier international



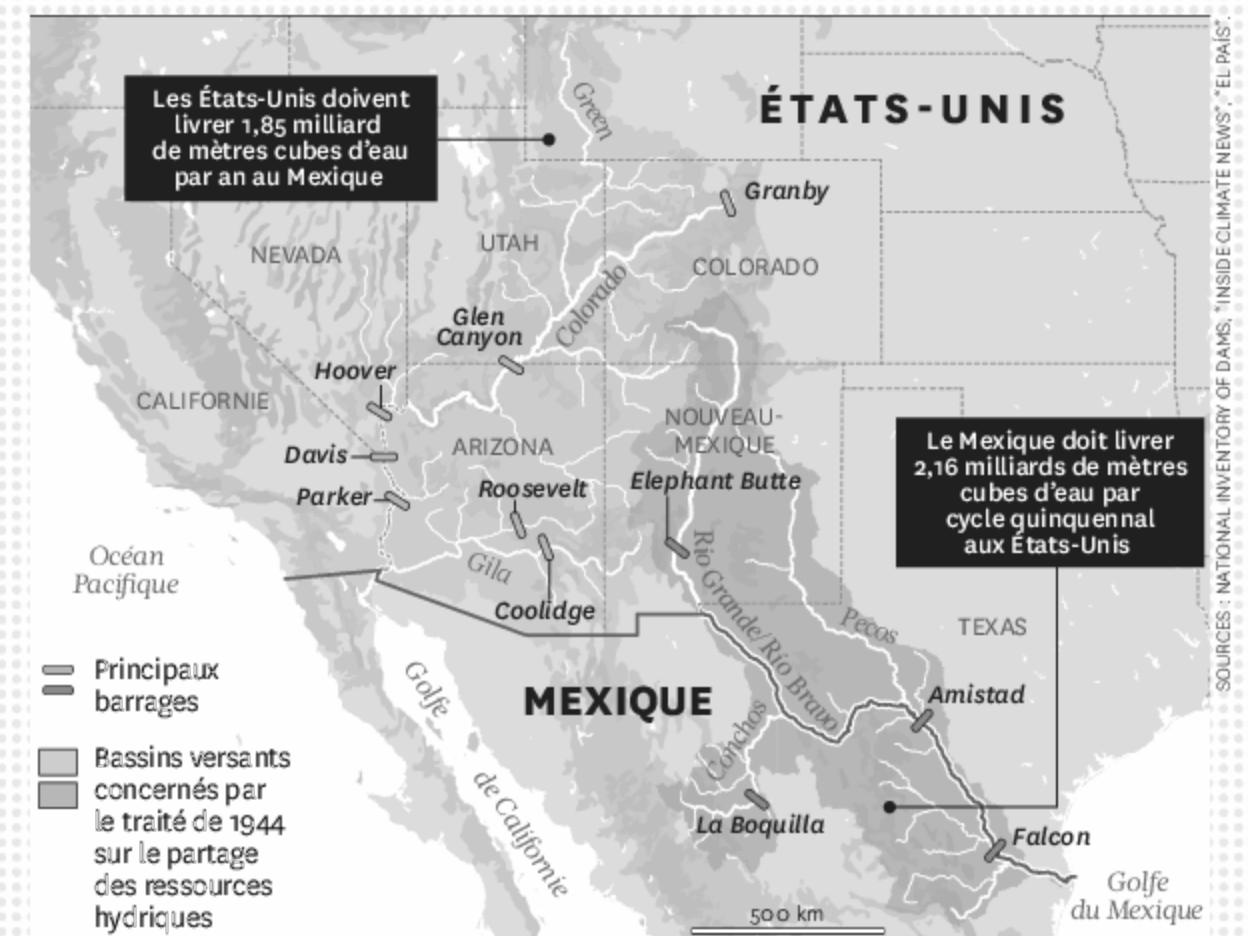
INTERVIEW

↓ Dessin
de Rahma
Cartoons,
Turquie.



LA CARTE DE LA SEMAINE

Guerre de l'eau



ÉTATS-UNIS-MEXIQUE — Pour la première fois depuis 1944 et la signature d'un traité encadrant le partage des ressources hydrauliques entre les deux voisins, les États-Unis ont refusé, le 20 mars, une demande exceptionnelle en eau de la part de Tijuana, en proie à une pénurie, rapporte **El Economista**. Washington a justifié son refus par les manquements du Mexique à honorer ses livraisons, ce qui participe à “la paralysie de l'agriculture américaine”. Au-delà des enjeux hydrauliques et économiques, les États-Unis ouvrent ainsi un nouveau front contre leur voisin après les droits de douane et l'immigration clandestine.

Soudan. Un tournant, vraiment ?

Des vidéos, abondamment partagées sur les réseaux sociaux, montrent des soldats exultant sur les marches d'un édifice colonial dévasté. Le 21 mars au matin, l'armée régulière a annoncé avoir repris le contrôle du palais présidentiel de Khartoum. Au début du conflit, en avril 2023, les forces du général Abdel Fattah Al-Burhan, leader de facto du pays, avaient abandonné une grande partie de la capitale aux Forces de soutien rapide (RSF) du général Mohamed Hamdane Daglo, dit “Hemeti”.

“Après deux ans d'affrontements”, commente le média anglophone **Sudan Tribune**, il s'agit d'un “exploit militaire qui ne doit pas être sous-estimé”.

Radio Dabanga y voit même “un tournant dans la lutte de l'armée contre les forces paramilitaires”. “Pour les RSF, qui ont subi des pertes dans le centre de Khartoum, c'est un coup dur”, souligne le site de la radio soudanaise.

S'il décrit une “victoire hautement symbolique pour l'armée soudanaise”, **The New York Times** note que les spécialistes demeurent sceptiques quant à une issue rapide au conflit. Le Soudan est devenu le théâtre d'une guerre par procuration où de nombreuses puissances régionales apportent leur soutien à l'un ou à l'autre des belligérants, rappelle le quotidien américain.

“La victoire de l'armée ne signifie pas pour autant que la fin de la guerre est proche, renchérit **The Guardian**. Les RSF ont renforcé leur mainmise sur le Darfour occidental et ont durci les lignes du front, précise le quotidien britannique. Ce qui nous amène plutôt vers une partition de facto du pays.”

— Courrier international

✓ Owen Cooper, qui joue Jamie Miller dans la série.
Photo Netflix



Série. “Adolescence” secoue les Britanniques

Le succès de la minisérie provoque une onde de choc outre-Manche, où plusieurs meurtres sexistes ont eu lieu ces derniers mois. Lutter contre la misogynie ambiante apparaît urgent.

Prostré sur le lit vide de son fils, Eddie Miller sanglote. “Je suis désolé”, souffle-t-il. Désolé de n’avoir rien vu. De s’être défilé dans les moments importants. Quelques mois plus tôt Jamie, 13 ans, a été arrêté puis inculpé pour le meurtre de Katie, sa camarade de classe, lardée de coups de couteau dans un parking de leur ville du nord de l’Angleterre. Les parents auraient-ils pu faire mieux? Ont-ils manqué les signes avant-coureurs?

Depuis sa mise en ligne le 13 mars sur Netflix, *Adolescence* provoque un tourbillon de réactions passionnées outre-Manche. Autant pour les prouesses techniques et la performance poignante des acteurs qu’en raison des thèmes abordés au fil des quatre épisodes d’une heure, chacun filmé en un seul plan-séquence époustouflant. “C’est une histoire qui parle de nous tous et du rôle que nous jouons au sein de la société pour élever un enfant, que nous soyons parent ou non”, résume **The Yorkshire Post**, journal du comté anglais où se déroule l’intrigue.

Dans la presse, à la télévision, sur les réseaux sociaux, les critiques “ne sont pas tant positives que dithyrambiques”, souligne l’hebdomadaire **The Spectator**. Le 19 mars, le sujet s’est même frayé un chemin jusqu’à Westminster : en pleine séance parlementaire, le Premier ministre, Keir Starmer, a confié s’être lancé dans le visionnage de la minisérie avec ses deux enfants. “Cette histoire d’un jeune garçon qui commet des violences contre les femmes sous l’influence des réseaux sociaux provoque

un débat dans l’ensemble du Royaume-Uni”, salut **The Observer**.

Car le ressentiment extrême de Jamie à l’égard de Katie s’est construit, pour partie, à l’insu des parents et des professeurs. Dans le monde virtuel. Celui des influenceurs misogynes, à l’instar d’Andrew Tate, cité dans le deuxième épisode. Celui des concepts masculinistes (Jamie est qualifié d’“incel”, soit “célibataire involontaire”), qui façonnent de plus en plus la construction des rapports garçons-filles. “Qui élève vraiment les garçons du xxie siècle?

La guerre fait rage sur la question en ce moment, prévient le quotidien conservateur **The Times**. Si vous êtes père, songez à l’influence que vous devez avoir sur votre fils pour contrer les discours d’Andrew Tate. Votre fils peut accéder à celui-ci 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Tate poste vingt fois par jour. Il passe en revue toutes les doléances et les confusions de votre fils, et fournit une solution.”

La sortie d’*Adolescence* fait d’ailleurs écho de façon “troublante”, selon le terme de *The Observer*, à plusieurs affaires récentes au fort retentissement médiatique. Le 11 mars, un homme âgé de 26 ans a été condamné à la prison à vie pour le viol et le meurtre de son ex-petite amie. “Juste avant de passer

“C’est une histoire qui parle de nous et du rôle que nous jouons au sein de la société pour élever un enfant.”

THE YORKSHIRE POST

à l’acte, il a cherché sur son ordinateur un épisode du podcast animé par Andrew Tate”, glisse le journal de gauche. En juillet dernier, un adolescent de Southport, dans le nord-ouest de l’Angleterre, a poignardé à mort trois fillettes lors d’un cours de danse. L’année précédente, en 2023, une écolière de 16 ans a été attirée dans un guet-apens fatal tendu par un garçon et une fille de son âge. “Sa mère demande désormais que l’accès aux réseaux sociaux soit interdit aux ados de moins de 16 ans”, indique **The Guardian**.

Le créateur de la minisérie, Jack Thorne, va même plus loin : pas de téléphone du tout avant cet âge-là. “[Les smartphones] ne sont pas un ingrédient essentiel, tempère le site d’opinion **Reaction**, mais ils peuvent permettre au diable de glisser ses condiments dans la potion déjà puissante de la sorcière.” La presse conservatrice, **The Daily Telegraph** en tête, attribue plutôt les causes du malaise à “la négativité qui entoure les jeunes hommes”. Pour preuve : les œuvres historiques, au théâtre et dans la littérature, qui seraient “constamment réorganisées pour devenir des méditations sur la masculinité toxique. Si la culture qui vous entoure vous décrit comme une merde,

vers où vous tournez-vous? Je pense que nous connaissons la réponse.”

“La série fait écho à l’opinion très à la mode actuellement selon laquelle les garçons subissent une pression intolérable pour être à la hauteur des messages contradictoires concernant la masculinité”, confirme le **Spectator**. En réponse, “il faut que nous laissions les jeunes hommes tranquilles – et que nous les aidions”, insiste le **Daily Telegraph**. Dès cette année, le programme scolaire du primaire et du secondaire pourrait s’étoffer de leçons “visant à contrer la misogynie”, informe **The Sunday Times**. Le Premier ministre travailliste, lui, serait favorable à la projection de la minisérie dans les écoles du pays.

Figure progressiste respectée en Angleterre, l’ancien sélectionneur de l’équipe nationale de football Gareth Southgate s’est lui aussi exprimé sur la question, le 19 mars, dans le cadre d’une conférence annuelle diffusée par la BBC. Il a déclaré qu’une mère lui avait récemment confié : “L’une des choses les plus efficaces que nous puissions faire pour les femmes, c’est de nous efforcer d’améliorer les jeunes hommes.”

— Courrier international



REVUE
DE PRESSE

**LE FESTIVAL
DE DÉCRYPTAGE
DES MÉDIAS
DANS LES BIBLIOTHÈQUES**

EN QUÊTE D'INFO

29 MARS
- 12 AVRIL
2025

ENTRÉE LIBRE

DÉBATS,
RENCONTRES,
ATELIERS,
SPECTACLES...

Production: bibliocité • Bibliothèque publique d'information Centre Pompidou • radiofrance • Courrier International • TC • BIBLIOTHEQUES.PARIS.FR

d'un continent à l'autre.

europe



Russie. Cessons d'être par principe antiaméricains!

Moscou doit prendre acte de la bonne volonté témoignée par l'administration Trump et repenser ses relations avec Washington, estime ce chroniqueur de *Nezavissimaïa Gazeta*, un journal russe modéré proche de l'intelligentsia moscovite.

—Nezavissimaïa Gazeta,
extraits (Moscou)

Lors d'une réunion récente du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, le président, Vladimir Poutine, a souligné la nécessité de rétablir des relations normales avec les États-Unis. La diplomatie russe doit toutefois composer avec des oppositions aussi bien à l'étranger que dans le pays.

En Russie, on parle beaucoup de la russophobie des États-Unis. Il y a certainement des raisons à cela. Une grande partie de l'élite américaine éprouve une haine irrationnelle envers la Russie et les Russes. La guerre froide et la féroce propagande antirusse ont laissé des cicatrices profondes sur l'image de la Russie outre-Atlantique. La russophobie demeure un sentiment dominant même quand la politique de la Russie est loyale envers les États-Unis.

Les allégations de russophobie américaine sont devenues un truisme en Russie. En revanche, on ne prête pas du tout attention au phénomène analogue

dans la Fédération de Russie. L'antiaméricanisme est bien ancré dans l'imaginaire collectif russe. Les préjugés sur les États-Unis sont très répandus chez les hommes politiques, les journalistes et les intellectuels russes. Les États-Unis sont considérés comme l'adversaire existentiel perpétuel. Les partisans de cette théorie sont convaincus que, quels que soient les change-

Dans un monde multipolaire, c'est l'intérêt national qui doit nous guider

ments qui surviennent dans le monde, y compris aux États-Unis, la Russie doit cultiver son antiaméricanisme de manière indéfectible. C'est pourquoi les visages de nos hommes politiques sont si sévères lorsqu'ils réagissent aux initiatives positives de Donald Trump à l'égard de la Russie, et que les analystes de la télévision russe sont si ironiques.

Trump a supprimé les finan-

Moyen-Orient	14
Amériques	17
France	19
Afrique	22
Asie	24

dogmatique. Rapidité d'analyse et capacité à réagir instantanément sont les qualités intrinsèques d'un bon politicien. La situation change vite, aussi un politicien se doit de réagir de manière sensible à ces évolutions, en particulier sur des questions de géopolitique internationale comme la formation d'un monde multipolaire.

Nos gourous télévisuels adorent parler de l'ordre mondial multipolaire qui approche – ils n'ont même pas remarqué qu'il était déjà arrivé. Or Trump vit déjà dans ce monde et nous, nous continuons de nous y préparer... Le slogan du président américain, "Make America great again" ["Rendre sa grandeur à l'Amérique"], n'a pas pour objectif de maintenir la domination exclusive des États-Unis, mais plutôt de reconnaître qu'il existe d'autres grandes puissances dans le monde, parmi lesquelles et en coopération avec lesquelles l'Amérique devrait être la première.

↓ Donald Trump. Sur le socle : Héros de l'État russe. Dessin de Nick Newman paru dans *The Sunday Times*, Londres.

Un monde multipolaire est plus complexe qu'un monde unipolaire. Pour comprendre, il faut tourner la tête à 360 degrés et ne pas garder le regard bêtement fixé sur l'adversaire d'hier.

Les phobies nuisent à l'intérêt national. Je vous rappelle la citation de lord Palmerston, Premier ministre britannique de l'époque victorienne : "L'Angleterre n'a pas d'ennemis perpétuels, elle n'a pas d'alliés éternels. Ses intérêts, eux, sont éternels et perpétuels." Dans un monde multipolaire, c'est l'intérêt national qui doit nous guider, et non des "principes", qui sont en fait des préjugés dépassés.



Pour étayer la thèse de l'hostilité "éternelle" entre la Russie et les États-Unis, on prend des exemples historiques, comme l'échec de la détente ou le désastre de la perestroïka. Mais dans l'histoire des relations américano-russes, il y a eu des périodes de coopération étroite, voire d'alliance. Les fluctuations des relations entre la Russie et les États-Unis doivent impérativement être replacées dans un contexte historique et politique concret. Les périodes d'unipolarité ou de bipolarité, au cours desquelles les deux puissances s'affrontaient pour l'hégémonie mondiale, ont été marquées par des phases aiguës. Or, dans le cadre d'un ordre multipolaire, nos pays avaient tendance à coopérer.

Il ne s'agit pas de se jeter naïvement dans les bras d'un nouvel "*ami*" comme à l'époque de Gorbatchev, mais il ne faut pas non plus que nous restions butés quand



OPINION

les États-Unis font des propositions favorables à la Russie. Ce qu'il faut, c'est construire une nouvelle architecture des relations avec les Américains et non raviver d'anciennes phobies dans l'esprit des gens. La politique étrangère russe est menée par des professionnels expérimentés qui reconnaissent clairement les intérêts du pays. Ils ne prendront pas de décisions préjudiciables à la Fédération de Russie. Dans le même temps, l'antiaméricanisme de la classe politique russe empêche une évaluation pertinente des changements dans la politique étrangère des États-Unis et crée un contexte défavorable aux efforts de la diplomatie russe pour améliorer les relations entre les deux pays. Bien entendu, la fragilité de la nouvelle politique étrangère américaine doit être prise en compte. L'équipe de Trump ressemble à un commando d'assaut qui a pénétré le camp des opposants et se retrouve encerclé par des ennemis. Elle est confrontée à une bataille difficile et dangereuse contre les russophobes aux États-Unis et ailleurs. Et elle n'a pas l'avantage numérique. Mais, pour l'instant, la politique du président américain est favorable à la Russie. Trump est prêt à faire des concessions majeures à la Russie sans exiger de contreparties. La Fédération de Russie n'a pas bougé d'un iota par rapport à sa position initiale sur la crise ukrainienne. Nos élites devraient changer d'expression faciale et au moins faire un sourire à Trump. L'antiaméricanisme doit faire place au pragmatisme.

— Mikhaïl Emelyanov,
publié le 19 mars



SOURCE



NEZAVISSIMAÏA GAZETA

Moscou, Russie

Quotidien

ng.ru

Le "Journal indépendant" a vu le jour en décembre 1990, un an avant la chute de l'URSS. Proche de l'intelligentsia moscovite, il a été repris en 2005 par Konstantin Remtchoukov, ancien député conservateur à l'Assemblée nationale russe.

© NEWS LICENSING

Contexte

À Riyad, "le début d'un long chemin"

La presse russe se demande dans quelle mesure les intérêts de Moscou seront pris en compte après la reprise des pourparlers avec les Américains le 24 mars.

La Russie et les États-Unis se sont retrouvés lundi 24 mars à l'hôtel Ritz-Carlton de Riyad, en Arabie saoudite, pour des négociations en vue d'instaurer une trêve partielle en Ukraine. La porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, avait préalablement fait savoir auprès de l'agence de presse officielle Tass que le ministère des Affaires étrangères ne serait pas représenté sur place. Cette fois, la délégation venue de Moscou est composée de Grigori Karassine, "un diplomate de carrière" et de Sergueï Bessedra, un cadre du FSB (les services de sécurité) "qui a supervisé l'Ukraine pendant plusieurs années", précise

Nezavissimaïa Gazeta. Le journal relève que les deux hommes sont visés par des sanctions occidentales. "Cette seule circonstance indique que le président américain, Donald Trump, est prêt à s'écartier de l'ancienne politique américaine à l'égard de la Russie", écrit-il, mentionnant le fait que le profil des interlocuteurs américains n'a pas été dévoilé. Nezavissimaïa Gazeta rapporte que le diplomate Iouri Ouchakov, présent à Riyad le 18 février, a présenté cette nouvelle rencontre comme une "consultation d'experts". Le journal économique Vedomosti, évoque les sujets qui devraient y être abordés : les détails techniques relatifs à la mise en œuvre d'un cessez-le-feu de trente jours sur les infrastructures énergétiques et une possible extension de cette mesure en mer Noire. Nouvelle étape dans les relations russo-américaines, cette

session de pourparlers saoudiens est toutefois relativisée dans les médias russes. "Ce sont des négociations qui se déroulent à huis clos. Bien entendu, nous ne devons pas en attendre des avancées décisives, mais comprendre que le travail se poursuit dans plusieurs directions", a insisté Maria Zakharova depuis Moscou, citée par Tass. Pour Izvestia, ces discussions ne sont que "le début d'un long chemin". "Même en cas d'accord sur les détails de l'initiative de la mer Noire [référence à l'accord sur les céréales ukrainiennes], la question clé est l'attitude de l'Ukraine : est-elle prête à cesser ses provocations et à respecter les conditions ?" s'interroge ce journal proche du Kremlin. Izvestia redoute que les États-Unis, "oscillant entre pragmatisme et pression sur les parties du conflit, ne s'enlisent dans d'interminables cycles de négociations".

À la une



UN ÉLÉPHANT DANS LA PIÈCE

Un Vladimir Poutine en costume qui mène par le bout de la trompe un Donald Trump grimé en éléphant, symbole du Parti républicain. L'hebdomadaire polonais Wprost l'affirmait sans détour, dans son numéro du 10 mars : le président américain se fait avoir par son homologue russe, avec lequel il tente de négocier depuis plusieurs semaines

une cessation des hostilités en Ukraine. La publication conservatrice pourfend l'attitude de Donald Trump, qui a misé sur Vladimir Poutine, seul responsable de l'agression en Ukraine, plutôt que sur le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. L'hebdomadaire souligne que "la Russie n'est aucunement intéressée par une trêve". Mais alors pourquoi Trump s'obstine-t-il à jouer les colombe? L'auteur de l'éditorial émet une hypothèse. Obnubilé par un éventuel prix Nobel de la paix, Donald Trump pourrait bien s'obstiner à jouer les anges du Kremlin, refusant d'appliquer un revirement "décisif et dur envers la Russie", seul susceptible de mettre fin à la guerre.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Négocier avec la Russie?
Demandez donc aux Lituaniens! Ancienne république soviétique, la Lituanie vit depuis son indépendance dans l'ombre du voisin russe. Politiques et diplomates ont confié à la radiotélévision publique LRT leurs souvenirs de discussions avec le Kremlin. "De manière générale, les Russes adoptent une attitude maximaliste jusqu'à ce qu'ils butent sur une position ferme. Dans ce cas, ils minimisent leur rhétorique précédente." Un article à retrouver sur notre site.



“Vorskla”, le petit journal qui brave les bombes russes

Sur la frontière, cet hebdomadaire ukrainien est la seule source d'information à l'ombre des antennes détruites. Son rédacteur en chef risque sa vie afin de livrer la parution aux habitants.

— Radio Free Europe/
Radio Liberty, extraits
(Prague)

Tous les vendredis, une voiture blanche déglinguée s'élançait d'Akhtyrka, dans la région de Soumy, pour se rendre jusqu'à la frontière russe. Le véhicule est conduit par Oleksii Pasiuha, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Vorskla*. Il livre le journal aux abonnés qui, en raison de la proximité du front et du danger, n'osent pas recourir à la poste nationale ou aux services de livraison de colis.

Fondé à l'époque stalinienne sous le nom de *Drapeau rouge*, le journal ne fournissait que des informations locales aux habitants de Soumy et de Poltava. Après la chute de l'Union soviétique, il a été rebaptisé *Vorskla*, nom de la rivière traversant les deux régions. Le journal compte 900 abonnés et écoute 600 exemplaires supplémentaires chaque semaine.

Radio russe. Le lendemain de l'impression du dernier numéro à Vinnytsia, dans l'ouest de l'Ukraine, Oleksii remplit le coffre de sa voiture de journaux et part rencontrer ses lecteurs pour leur apporter les dernières nouvelles. La destination : Velyka Pyssarivka, village d'autrefois 4000 habitants sur la frontière russe. Aujourd'hui, il n'y a plus ni électricité ni Internet. Les antennes-relais ont été bombardées. La seule source d'information reste la radio russe diffusant de la musique et de la propagande jour et nuit. Il y a trois ans, les chars russes ont traversé le village lors de l'invasion, mais n'ont pas pu prendre Akhtyrka. Après

avoir méthodiquement détruit les infrastructures, ils se sont alors repliés vers la frontière, laissant les habitants dans l'obscurité et privés d'informations.

Vorskla n'a pas pu être imprimé pendant un mois. La rédaction était trop proche de la frontière russe, à moins de 5 kilomètres à vol d'oiseau. Les gens mouraient de faim. Deux des cinq membres de la rédaction ont fui. Un journaliste s'est engagé au combat. Le premier journal imprimé après l'invasion a été distribué à des personnes qui, jusqu'alors, ne recevaient que les informations de la radio de propagande russe. “Certains ont appris de cette manière que les Russes n'avaient pas occupé Kiev. Ils ont pleuré en apprenant la nouvelle”, raconte Oleksii.

La couverture de l'édition du 14 février présente un soldat du village voisin, qui s'est remis

jouxtant une station-service défoncée. Il y laisse cinq journaux. Un peu plus loin, il stoppe son véhicule près d'un vieil homme à vélo, à qui il tend le dernier numéro en désignant des bâtiments détruits. “Là, c'était la poste. Et là, l'école. Elle a été touchée par une KAB [bombe à air guidée]”, affirme Oleksii. Du musée d'histoire locale, il ne reste que deux murs et une porte. Mais les habitants l'ont repeint et ont installé une mini-exposition au milieu des ruines.

À un carrefour, un homme sort d'entre les arbres et lui crie de s'arrêter. Il lui montre la route. La tête d'un missile perforant de la dimension d'un œuf d'autruche gît sur l'asphalte, déposée par un drone pour exploser si une voiture la percute. Oleksii fait un détour par la dernière pharmacie en activité, qui a déjà dû déménager deux fois car les Russes ne cessent de tirer sur les commerces. Oleksii remet les journaux

des abonnés et prend le temps de parler avec un couple d'âge moyen rencontré devant la boutique. “Pour nous, le *Vorskla* est comme un monument. Nous le lisons depuis l'enfance, nous y sommes abonnés”, indique Natalia, exerçant à Akhtyrka comme infirmière. Au moment de prendre congé, elle prévient le rédacteur en chef de ne pas rester plus d'une heure durant l'après-midi, car c'est à ce moment-là que les drones russes survolent le village.



➤ Dessin de Ramsès,
Cuba.



COURRIER INTERNATIONAL

le bruit des tirs s'intensifie, ils retournent vers Akhtyrka. “Avant, nous allions chercher de l'essence en Russie et ils venaient acheter de la nourriture sur notre marché”, raconte Oleksii, en évoquant les villages russes de l'autre côté de la frontière. “Lorsque l'invasion a éclaté, nous recevions encore des appels de là-bas. On nous disait de faire attention, qu'ils allaient bientôt commencer à nous bombarder. Peu à peu, les appels ont cessé. Ils se mettaient à nous appeler ‘ukrainais’, ‘bandéristes’ [mot dérivé de Stepan Bandera, cofondateur d'une organisation nationaliste et antisémite créée en 1929].”

Oleksii voit qu'il a des visiteurs russes sur son site web. “Vous inventez tout”, écrivent ces lecteurs à propos des nouvelles de la guerre. Jusqu'en 2014, le journal publiait des articles en ukrainien et en russe. L'auteur décidait de la langue. La situation a progressivement changé après l'occupation de la Crimée et des territoires de l'Est ukrainien. Désormais, les articles sont uniquement en ukrainien.

— Boldizsár Györi,
publié le 13 mars

SOURCE

RADIO FREE EUROPE/ RADIO LIBERTY

Prague,
République tchèque
rferl.org

Ce média emblématique de la guerre froide et financé par le Congrès américain pour promouvoir la liberté de l'autre côté du mur de Berlin est, depuis 1989, établi à Prague.

ROUMANIE

L'esprit de revanche n'a pas disparu

L'exclusion du candidat d'extrême droite Calin Georgescu n'a pas calmé le pays, selon cet écrivain : la population est toujours radicalisée.



—Libertatea, extraits
(Bucarest)

Mais pourquoi les Roumains sont-ils toujours mécontents? Espérons que nous ne perdrons pas la tête d'ici à la présidentielle de mai 2025. La confiance dans les institutions de l'État est à un minimum historique, tout ce qui émane des autorités est remis en question. La plupart des décisions et le cirque des mandats d'arrêt paraissent également douteux et parfois ridicules. Or les décisions importantes à ce niveau devraient être expliquées de telle manière que même les commères du marché puissent les comprendre. Sous peine d'obtenir la réaction inverse à celle souhaitée.

La presse et les ONG suscitent tout autant la méfiance. Même les institutions européennes n'ont plus le soutien sans faille

de la population. Pourquoi? Les dernières décisions politiques ont détruit le peu de confiance qui restait. Ce n'est pas Calin Georgescu, le problème, mais les causes qui ont engendré le "phénomène Georgescu". Est-ce que ce ne sont pas les décisions des grands partis et des institutions de l'État qui ont fait grimper ses chiffres de 10 % à 40 % lors de l'élection annulée de 2024? Pourquoi les gens votent comme ils votent? L'électorat n'a pas le cerveau si "lavé" qu'on le croit, il a le droit de voter comme bon lui semble.

En fait, de quoi est composé l'électorat du "phénomène Georgescu"? Et surtout, quelles sont les causes qui lui ont donné naissance? Parce qu'il est beaucoup plus diversifié qu'il n'y paraît à première



OPINION

vue: il rassemble des gens abandonnés, des gens non représentés et des gens en colère à cause de toutes sortes de raisons. Certaines causes ont des racines très profondes. Et ces griefs ne peuvent pas être apaisés par des sermons intellectuels et journalistiques moralistes et abstraits.

Aux yeux de la grande majorité de la population, l'élite de la presse, les ONG, les intellectuels font partie du pouvoir, même s'ils veulent son bien. Il y a certes beaucoup de propagande nocive, mais ce n'est pas elle qui est à la base de la réaction populaire. Par conséquent, la mise à l'écart de Georgescu ne résout pas le problème : elle ne fait que le reporter tout en l'exaspérant. Nous sommes entrés dans une ère de politique revancharde – et cela n'est pas de bon augure. Or nous parlons là de près de la moitié de l'électorat de ce pays – je crains même que ce ne soit encore plus. Quelles sont les raisons fondamentales de sa colère?

Sentiment d'abandon. Si je devais énumérer les principales causes, elles seraient les suivantes : une trop grande partie de la population s'estime perdante. Cette impression d'abandon politique, social et économique remonte aux années 1990. Et, au fil du temps, ce sentiment s'est amplifié. D'où un désir de vengeance contre ceux que cette portion de l'électorat considère comme les responsables et les coupables : l'élite politique officielle. Il existe aussi un vaste électorat endormi qui se sent lui aussi mal représenté. Après être resté passif pendant des années, en partant du principe que personne ne se souciait de ses aspirations, il votera pour le premier candidat excentrique qui fera mine de s'intéresser à lui.

Plus généralement, un public assez large, affecté sur le plan social et économique, attribue la grande injustice des inégalités sociales à l'establishment politique. Les causes économiques jouent un rôle essentiel dans cette affaire. À cela s'ajoute un public instruit, qui dispose de moyens financiers relatifs, mais qui est indigné : il a le sentiment

d'avoir trop longtemps payé un prix trop élevé pour ce qu'il a obtenu en retour. Et lui aussi tient à avoir sa revanche. Enfin, il y a un jeune public très insatisfait. La plupart de ces facteurs sont liés à des causes économiques : la misère, la mauvaise répartition des richesses, les inégalités, trop de gens qui ont trop peu.

Il existe un vaste électorat endormi qui se sent lui aussi mal représenté.

Pour être dignes, les gens ont besoin d'une position sociale, économique et politique minimale : ils veulent être respectés. Un tant soit peu. Et attention, à tout cela viennent encore s'ajouter la crise pandémique et la guerre en Ukraine. Les gens n'ont pas oublié la période du Covid, au cours de laquelle le pouvoir, la presse, les ONG et les élites ont montré un visage plutôt sans merci – que les gens ont vu comme une force autoritaire, injuste et abusive.

Quant à la guerre, elle est perçue avec une grande crainte, et la tendance est d'adhérer au "parti de la paix" et non à celui de l'armement. Cela peut se vérifier par les chiffres des sondages. On retrouve la même tendance dans toute l'Europe. Et, ultime facteur, les États-Unis, qui, avec leur nouvelle politique, sont très proches de ce tournant conservateur. Tout cela ne peut que laisser des traces. Mais alors, que faire? Je dirais qu'il faut commencer par nous attaquer aux causes.

—Vasile Ernu**,
publié le 17 mars

* Selon le site d'enquête Snoop, l'Agence nationale de l'administration fiscale a découvert que les libéraux au pouvoir avaient financé une campagne de promotion massive de Georgescu sur TikTok, dans le but de contrer l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR), un autre parti d'extrême droite.

** Écrivain, analyste politique et éditeur roumain, Vasile Ernu est né en 1971 dans ce qui était alors la République socialiste soviétique d'Ukraine. Son premier livre, *Nascut în URSS* ("Né en URSS"), une œuvre autobiographique, a été traduit en plusieurs langues, mais reste inédit en français.

✓ Dessin d'Ajubel paru dans *El Mundo*, Madrid.

L'extrême droite toujours favorite

●●● Le Bureau électoral central (BEC) de Bucarest a rejeté le 9 mars la candidature à la présidentielle de mai prochain du candidat souverainiste Calin Georgescu. Arrivé en tête du premier tour de l'élection de novembre, finalement annulée, Georgescu, maintenu en résidence surveillée, fait l'objet d'une enquête du parquet pour avoir créé une organisation aux "caractéristiques fascistes, racistes ou xénophobes". Il serait également soupçonné d'une tentative d'"incitation à des actions contre l'ordre constitutionnel". Plusieurs dizaines de personnes et associations proches de Georgescu sont aussi sous le coup d'une enquête. Malgré l'exclusion du candidat, accusé de sympathies prorusses, l'extrême droite a toujours le vent en poupe. Selon un sondage effectué le 22 mars, cité par *Romania libera*, parmi les onze candidats validés, George Simion, le dirigeant de l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR), un autre parti d'extrême droite, est donné comme favori, devant Crin Antonescu, le candidat de la coalition centriste au pouvoir. Simion, qui soutenait la candidature de Georgescu fin 2024, a d'ailleurs qualifié la décision de la BEC de "nouvel épisode du coup d'État de décembre 2024", en référence à l'annulation de la présidentielle, relata *Romania libera*.



SOURCE

LIBERTATEA
Bucarest, Roumanie

Quotidien
libertatea.ro

Le quotidien "La Liberté" a été créé en 1989. Il a été le premier quotidien libre après la disparition du communisme. Il appartient au groupe Ringier. C'est son ancien responsable éditorial Catalin Tolontan qui a axé le journal sur les enquêtes et les reportages.



Israël-Gaza. L'annexion n'est plus taboue



FOCUS Le gouvernement de Benyamin Nétanyahou, qui a ordonné de bombarder à nouveau l'enclave, menace explicitement de l'annexer et de la vider de sa population si le Hamas ne libère pas les derniers otages. La terreur règne à Gaza, où les habitants étaient revenus et reprenaient espoir, alors que dans la rue, en Israël, la colère gronde.

—**L'Orient-Le Jour**, extraits (Beyrouth)

Sans sourciller, il a prononcé le mot. Il n'est pas sorti de la bouche de Bezalel Smotrich ou d'Itamar Ben Gvir [respectivement ministre des Finances, chargé de la Cisjordanie, et ministre de la Sécurité nationale, représentant l'aile d'extrême droite du gouvernement israélien], qui, officiellement, ne représentent pas la ligne de Benyamin Nétanyahou. Mais de celle du ministre de la Défense, Israël Katz, membre éminent de son gouvernement et du Likoud [le parti du Premier ministre israélien]. Avant lui, aucun officiel israélien n'était allé aussi loin concernant Gaza. On avait menacé de la détruire, de la dépeupler, de l'occuper – ce qui a été fait –, mais jamais de l'annexer. Le tabou est tombé : Gaza sera israélienne ou ne sera pas.

Le ministre a beau jeu de préciser que c'est une tactique pour contraindre le Hamas à libérer les 60 otages encore détenus depuis le 7 octobre 2023. Peut-être est-il sincère. Peut-être qu'Israël n'annexera pas Gaza. Mais il n'est plus permis de douter des plans de Benyamin Nétanyahou. À l'issue de cette guerre, même si le Hamas est totalement vaincu,

même si l'enclave est totalement démilitarisée, même si les blocus égyptien et israélien sont maintenus, Gaza sera sous l'autorité directe ou indirecte d'Israël. Ou bien vidée de sa population.

Benyamin Nétanyahou n'ayant aucune limite, tout dépendra donc de Donald Trump et des pays arabes. De la capacité [ou de la] volonté du premier de tordre le bras de ses alliés pour qu'ils accueillent les rescapés ou de la capacité [ou de la] volonté de proposer un plan alternatif acceptable aux yeux d'Israël. Seul compte ici le rapport de force.

Plus les mois passent et plus il devient difficile d'écrire sur Gaza. Nous sommes condamnés à l'indignation permanente. À devoir décrypter, analyser, commenter le projet de Trump de transformer l'enclave en une "seconde Riviera"

ou celui du duo américano-israélien de "relocaliser" les Gazaouis en Afrique de l'Est. Tout cela participe d'un même logiciel.

Il est également à l'œuvre en Cisjordanie, où les colons et l'armée, avec le feu vert américain, imposent une nouvelle réalité sur le terrain dans le but de préparer la future annexion.

Voilà des décennies qu'Israël cherche à effacer les Palestiniens sur le plan politique. Il veut désormais le faire au sens littéral.



ÉDITO



Nettoyer le territoire de ce peuple qui conteste son droit divin à dominer chaque recoin de cette terre. Avec l'aval américain, il peut enfin parvenir à ses fins.

Et l'hubris israélienne ne s'arrêtera ni à Gaza ni en Cisjordanie. Parce qu'il est le plus fort, parce qu'il est soutenu par le plus fort, il peut agir comme bon lui semble dans toute la région.

Il est de coutume, à ce moment-là de l'éditorial, d'entrevoir des possibilités d'actions pour renverser la tendance. D'appeler les Européens et les pays arabes à s'unir et à agir, au moins pour leurs propres intérêts, car cela finira par leur retomber dessus. Mais cette fois, nous nous en passerons. Même les voeux pieux sont de trop.

—**Anthony Samrani**, publié le 21 mars

SOURCE

L'ORIENT-LE JOUR

Beyrouth, Liban

Quotidien

lorientlejour.com

Quotidien francophone libanais né en 1971 d'une fusion entre *L'Orient* et *Le Jour*, c'est l'un des journaux en langue étrangère les plus lus dans le pays et au sein de la diaspora libanaise.

trop bien : Israël bombardait (de nouveau) la bande de Gaza.

Mon mari a pris Banias dans ses bras pour tenter de la calmer.

J'ai couru trouver mon téléphone pour scruter les fils de groupes de journalistes d'ici. "Qu'est-ce qui se passe ?" : la question était partout. Quelques minutes se sont écoulées avant que des informations n'arrivent. Une maison visée à Deir Al-Balah (centre de la bande de Gaza), une frappe sur des logements à Nousseirat (centre). Des tentes abritant des déplacés bombardées à Al-Mawasi, à Khan Younès (dans le sud de la bande de Gaza), et des tirs d'artillerie à Rafah (pointe sud de l'enclave).

Tout un immeuble résidentiel touché à Jabaliya, dans le Nord, des frappes aussi dans le quartier d'Al-Karama. Une ceinture de feu tombait sur le centre de Gaza.

Les premiers appels désespérés sont tombés : "Une famille est

"En un instant, nos vies ont basculé"

Le bruit des frappes aériennes, les images de corps déchiquetés et la peur sont de retour dans l'enclave palestinienne. Cette journaliste raconte la nuit où sa famille a de nouveau vécu l'horreur.

—**Al-Jazeera English**, extraits (Doha)

Ce n'était pas un cauchemar. C'était réel. La guerre était de retour, comme ça, sans préavis. La montre indiquait 2 h 10 quand nous avons été réveillés en sursaut par le fracas assourdissant et terrifiant des frappes aériennes. Tout tremblait autour de nous.

Ma fille Banias s'est réveillée en hurlant de peur : "Baba ! Maman ! Qu'est-ce que c'est ?" Elle était là à côté de moi, en larmes, et je ne pouvais rien faire pour la rassurer.

Dans ma tête, la confusion était totale. Des bombardements ? Qu'est-ce qui se passe ? Qui nous attaque ? J'ai eu un instant de déni : des missiles yéménites envoyés sur Israël, qui tomberaient sur nous ? Mon Dieu ! Les explosions se sont intensifiées, le bruit était reconnaissable entre mille, nous ne le connaissons que

✓ Dessin de Tjeerd Royaards,
Pays-Bas.

coincée sous les décombres", "Un immeuble a été rasé", "Nous avons besoin d'ambulances".

Des gens appelaient à l'aide, demandaient le secours d'équipes de la défense civile.

Et les bombardements qui continuaient, sans faiblir, sans s'arrêter.

Des photos et des vidéos ont afflué : corps en miettes, martyrs, blessés qui s'entassent dans le moindre centre médical encore opérationnel dans la bande de Gaza. Des scènes tout juste éloignées de nos mémoires, et qui revenaient déjà.

Bientôt, Israël a annoncé officiellement la fin du cessez-le-feu et la reprise de la guerre contre Gaza. Nous étions assommés. "Qu'est-ce que ça veut dire?" a hurlé ma soeur, venue passer quelques jours avec moi. "Mais non, mon Dieu, non! Pas la guerre, pas encore. Nous n'en voulons plus, ni des bombes, ni de la peur."

Nous étions hypnotisés par les nouvelles, les yeux écarquillés, choqués. "Ça suffit, ça suffit..."

Agrippée à mon téléphone, j'ai continué de faire défiler : des images de nourrissons tués dans les frappes aériennes, des tentes en feu, des quartiers résidentiels entiers en ruine. Les mêmes images, les mêmes souffrances, le même cauchemar.

La guerre reprenait exactement là où elle s'était interrompue : sans fioriture, sans faux-semblant, sans aucun tact. Des morts, des bombes, l'extermination, et des flots de sang, encore et toujours.

Autour de moi, mes proches s'interrogeaient : "Et le Nord alors? Est-ce qu'ils vont à nouveau fermer la route entre le Nord et le Sud?" Nous étions pris au piège.

État d'alerte permanent. Hier soir précisément, j'avais invité mon père et mes sœurs, des jumelles d'une vingtaine d'années, à venir rompre le jeûne du ramadan chez nous, à Zawaida, près de Deir Al-Balah, dans le centre de la bande de Gaza. C'était une petite réunion de famille, et je les ai convaincus de rester dormir chez nous – nous partirions tous ensemble pour le Nord le lendemain.

Nous avions prévu d'aller voir des proches à l'occasion du ramadan, et de faire quelques courses, notamment pour acheter des vêtements aux enfants en

vue de l'Aïd, et de l'été. De beaux projets, partis en fumée. En un instant, nos vies ont basculé. La guerre est de retour.

Faire des projets est devenu un crime. Prévoir sa journée, si banale soit-elle, envisager d'aller faire des courses ou de voir sa famille, tout cela est un luxe impardonnable. Ici, s'attendre à une vie normale est criminel, nous sommes condamnés à vivre dans un état d'alerte permanent – chaque seconde, chaque minute, chaque heure, chaque jour, chaque année.

Ma soeur, qui travaille pour une organisation humanitaire, s'est tout à coup exclamée : "Oh non! Je n'ai rien emporté, même

pas mon ordinateur. Je fais quoi maintenant?" Je me sens tellement coupable – c'est moi qui les ai convaincus de rester, c'est ma faute.

Et s'ils fermaient les routes ? À quoi va ressembler cette nouvelle phase de la guerre ? Va-t-elle s'étendre au nord ? À moins qu'ils n'envahissent le centre ? Il n'y a plus que Deir Al-Balah. Mais qu'est-ce que c'est que ce piège ?

Des morts, des bombes, l'extermination, et des flots de sang, encore et toujours.

J'étais assaillie de pensées. Allions-nous devoir enfiler de nouveau nos gilets "Presse"? Repartir travailler depuis des hôpitaux ? Nous avions démonté le chapiteau de nos bureaux de fortune. Les journalistes étaient repartis, certains au nord d'autres au sud, et tentaient de reprendre leur vie.

Mais, et l'école de Banias ? Je venais tout juste de l'inscrire, la semaine dernière. Pour rien, sans doute, maintenant. Puisque nous sommes de nouveau en guerre. J'avais le cœur brisé.

Depuis le cessez-le-feu [conclu le 19 janvier], il y a eu une forme de soulagement pour nous, mais nous ne nous sentions pas en sécurité, ça non. La peur, l'incertitude, la confusion nous collaient toujours à la peau. Nous ne savions pas par où commencer, nous n'osions pas faire de projet.

Il y a deux jours, mon mari et moi sommes allés faire un peu

de shopping. Pour la première fois, j'ai osé acheter un tapis, une table et des chaises, des assiettes et des cuillères, quelques indispensables pour la cuisine. Depuis notre arrivée ici, nous n'avions que quatre matelas, quatre couvertures, quatre assiettes, quatre cuillères et une petite casserole.

Tant que la guerre était là, il n'était pas question d'avoir d'autres affaires. Nos vêtements étaient rangés en piles sur un drap à même le sol dans une pièce, avec une zone pour chacun de nous. C'était toujours un peu le bazar, garder nos vêtements à peu près organisés par terre était un combat quotidien. "On a besoin d'une armoire", disait mon mari chaque fois qu'il entrait dans la pièce.

Une armoire ? Un luxe délirant. Il nous a fallu un cessez-le-feu pour ne serait-ce qu'envisager un tel achat, même si nous ne savions pas trop si nous allions rester dans le Sud ou nous installer dans le Nord. Nous voulions toujours pouvoir voyager léger, pouvoir fuir rapidement.

Mais hier matin, j'ai rangé nos vêtements d'été et j'ai dit à mon mari : "Allez, on va s'acheter une armoire?"

Cette nuit, j'ai eu ma réponse. Avec la reprise des bombardements, adieu l'armoire, bonjour le chaos. Chaos dans ma tête, ruines sur mes projets, un quotidien sens dessus dessous, sur lequel je n'ai aucune prise – et ce n'est pas faute d'essayer.

Comme si les destructions et les ruines autour de nous n'étaient pas assez, nous savons aussi que nous ne pouvons plus ni rêver ni nous projeter, sans parler de nous réjouir ou d'espérer quoi que ce soit. Nous n'avons plus qu'un seul désir : survivre.

—Maram Humaid,
publié le 18 mars

SOURCE

AL-JAZEERA ENGLISH

aljazeera.com
En 2006, Al-Jazeera English, une déclinaison anglophone de la chaîne panarabe Al-Jazeera est lancée. Elle est destinée à un public non arabophone. Son site publie les informations et émissions diffusées sur la chaîne.

Décryptage

Israël pousse à l'"émigration volontaire" des Gazaouis

●●● Le cabinet de sécurité israélien a approuvé, le week-end des 22 et 23 mars, la création d'une nouvelle administration chargée de faciliter l'"émigration volontaire" des habitants de la bande de Gaza. Cette administration, qui relèvera du ministère de la Défense, aura pour mission de "préparer et permettre le passage sûr et contrôlé" des Gazaouis souhaitant quitter l'enclave dévastée "par voie terrestre, maritime et aérienne" à destination de "pays tiers". Et ce "conformément au droit israélien et international, et en accord avec la vision du président américain, Donald Trump", précise le bureau du ministre de la Défense israélien, Israël Katz.

Comme le souligne le quotidien israélien Ha'aretz, "le départ des Palestiniens de Gaza", tel que les autorités israéliennes et le président américain l'ont présenté, "a suscité des accusations de nettoyage

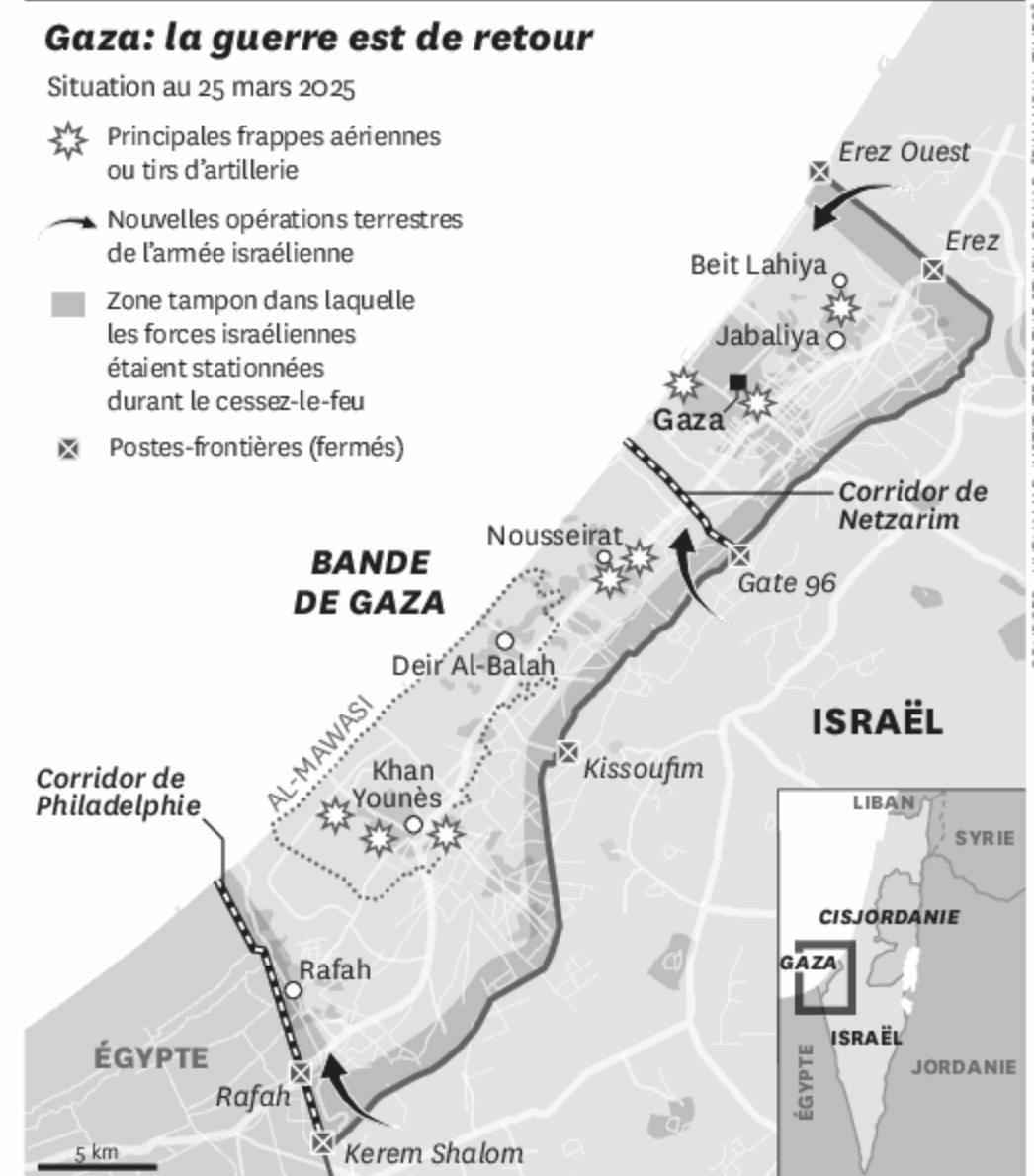
ethnique". Israël et les États-Unis auraient approché le Soudan, la Somalie et le Somaliland pour qu'ils accueillent des habitants de Gaza. Mais le premier aurait rejeté l'offre, tandis que le troisième dit ne pas avoir été contacté. Depuis quelques jours, les regards se sont à nouveau tournés vers l'Égypte. Selon des informations du quotidien libanais Al-Akhbar, proche du Hezbollah pro-iranien, le pays serait prêt à accueillir "de façon temporaire un demi-million de Palestiniens de Gaza" dans un campement de la péninsule du Sinaï, pour "faciliter l'opération de reconstruction de la bande de Gaza". Des informations relayées par la presse régionale et israélienne... Ce qui a obligé Le Caire à démentir ces informations : l'Égypte a réitéré son "refus définitif et catégorique" de tout projet de déplacement de la population de Gaza.

—Courrier international

Gaza : la guerre est de retour

Situation au 25 mars 2025

- ★ Principales frappes aériennes ou tirs d'artillerie
- Nouvelles opérations terrestres de l'armée israélienne
- Zone tampon dans laquelle les forces israéliennes étaient stationnées durant le cessez-le-feu
- ✖ Postes-frontières (fermés)



SOURCES : LIVELAMAP, INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR, FINANCIAL TIMES*



La rue gronde contre Nétanyahou

La reprise de la guerre à Gaza, le renvoi du chef des renseignements et le limogeage de la procureure générale alimentent la colère contre le Premier ministre, accusé de vouloir "détruire la démocratie".

Les images en preuve d'Israël depuis plusieurs jours ne sont pas sans rappeler les manifestations monstres en 2023 contre la "réforme judiciaire", dénoncée à l'époque comme une dérive dictatoriale par une partie de la société israélienne. La mobilisation avait alors réussi à freiner, ne serait-ce que partiellement, la réforme controversée.

Désormais, le conflit est relancé, après seize mois d'une guerre dévastatrice et deux mois d'un cessez-le-feu subitement rompu, alors qu'une cinquantaine d'otages sont encore aux mains du Hamas. Profitant du contexte de guerre et d'un sentiment de toute-puissance, sans doute renforcé par le feu vert américain, le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, mène une purge en interne qui risque de porter un coup aux derniers gardes-fous de la démocratie israélienne. La colère est donc double. Contre la guerre. Et contre une nouvelle tentative de museler les voix dissonantes au sein de l'establishment et de jeter les fondements d'un système autoritaire.

Le 22 mars, ils étaient ainsi des dizaines de milliers à battre le pavé dans plusieurs villes d'Israël pour réclamer la libération des otages et pour manifester contre le gouvernement de Nétanyahou. "Les manifestations clôturent une semaine d'intenses contestations alors qu'Israël a repris le conflit contre le Hamas à Gaza et que le cessez-le-feu a été rompu", résumait alors **Ha'aretz**. Le gouvernement a

démis de ses fonctions le chef du Shin Bet, Ronen Bar – une décision pour l'heure bloquée par la Cour suprême –, et a voté à l'unanimité, le 23 mars, une motion de défiance inédite contre la procureure générale, Gali Baharav-Miara, première étape d'un processus visant à la destituer.

"Rien n'est plus important que les otages", a insisté Yaïr Lapid, le chef de l'opposition. "Mais nous sommes aussi venus pour dire à Gali Baharav-Miara et à Ronen Bar : vous n'êtes pas seuls", a-t-il ajouté. Yaïr Lapid a également menacé le pays d'une "révolte fiscale" si le gouvernement s'attaquait à la démocratie, raconte

Ha'aretz. "La grève! Maintenant!" a scandé la foule.

À Tel-Aviv, sur la place des Otages, baptisée ainsi après le 7 octobre 2023, Doron Steinbrecher, libérée le 19 janvier, s'est exprimée en public pour la première fois, rapporte **The Jerusalem Post**. "Nous, les otages libérés, n'arriverons pas à nous réhabiliter tant que tout le monde ne sera pas de retour. Et la nation non plus", a-t-elle déclaré.

Amit Nimrodi, adolescente de 15 ans dont le frère, Tamir, est toujours détenu à Gaza, a demandé au gouvernement de "cesser les combats et de poursuivre le processus prévu par l'accord. Qu'attendez-vous? Ramenez tout le monde!"

Le samedi 22 mars, Nétanyahou a promis aux Israéliens "des révélations qui vont [les] secourir" pour justifier sa décision de renvoyer le chef du Shin Bet. Une partie des médias le soupçonne de vouloir se débarrasser du patron du renseignement intérieur en raison de ses enquêtes compromettantes concernant l'entourage du Premier ministre, voire Nétanyahou lui-même. "Il n'y aura pas de guerre civile et Israël restera un

État démocratique", a-t-il clamé en réponse aux critiques.

Ses arguments n'ont visiblement pas convaincu l'auteur d'une tribune de **Ynet**. "Les masques sont tombés : Nétanyahou est en rébellion contre la loi", proclame-t-il, s'étonnant que le Premier ministre dise avoir perdu confiance en Ronen Bar dès le 7 Octobre, mais qu'il ait attendu un an et demi pour le renvoyer. "Ce n'est qu'après l'ouverture de l'enquête sur le Qatargate [des transferts suspects de fonds entre le Qatar et le Hamas dans lesquels certains proches de

Nétanyahou auraient touché des commissions] et la découverte par Nétanyahou d'une enquête du Shin Bet sur les événements du 7 Octobre mettant en lumière les défaillances de la classe politique, que Nétanyahou s'est soudainement rendu compte qu'il n'avait aucune confiance en lui et a exigé sa démission", ironise le journaliste

Quant à la procureure générale, Gali Baharav-Miara, elle est dans la ligne de mire du Premier ministre pour ses avis juridiques et pour l'avoir recadré publiquement à plusieurs reprises. Surtout, elle a tenu tête à une réforme voulue depuis deux ans par la coalition de droite et d'extrême droite, qui vise à accorder plus de poids au pouvoir exécutif au détriment du pouvoir judiciaire.

La motion de défiance adoptée dimanche contre elle risque de faire sauter le dernier rempart et de constituer ainsi le début d'une série noire, s'inquiète le journaliste Avi Bar-Elidans **The Marker**.

"Ce vote sans précédent marque le début d'une semaine cruciale pour la pérennité d'Israël en tant que pays démocratique", estime-t-il, en faisant allusion au vote prévu par la Knesset d'un budget controversé (qui accorde des fonds supplémentaires à la communauté ultraorthodoxe) et surtout d'une série de lois relative à la "réforme judiciaire". "D'ici à la fin de la semaine, Israël ne sera plus le même", dit-il craindre, accusant Nétanyahou de "détruire la démocratie".

— **Courrier international**

✓ Benyamin Nétanyahou. Dessin de **Kichka** paru dans **124News**, Tel Aviv.

À la une



"DÉFIANCE"

Dans son édition du 23 mars, **Yediot Aharonot** renvoyait dos à dos Benyamin Nétanyahou et Gali Baharav-Miara. Si le limogeage de la procureure générale devenait effectif, il ferait "basculer tout le système démocratique israélien dans une autre dimension", écrivait le quotidien.

Repères

NÉTANYAHOU VEUT DESTITUER LA PROCUREURE GÉNÉRALE

Trois jours après avoir décidé de limoger le chef du Shin Bet, Ronen Bar, le gouvernement israélien, accusé par ses détracteurs de vouloir concentrer tous les pouvoirs, a voté le 23 mars une motion de défiance contre la procureure générale Gali Baharav-Miara, en vue d'une destitution qui serait inédite. Il reproche à celle qui officie également comme conseillère juridique du gouvernement "sa conduite inappropriée et des désaccords importants et prolongés", notamment sur le projet de refonte judiciaire, à nouveau sur les rails, qui avait divisé l'Etat hébreu en 2023 avant les attaques du 7 Octobre. Il l'accuse également d'avoir été "le bras armé des opposants au gouvernement, prêt à tout pour s'opposer à la volonté des électeurs". Un écho aux propos de Nétanyahou, qui, dans une vidéo publiée la semaine dernière, a accusé "l'Etat profond de gauche" d'utiliser "le système judiciaire pour contrecarrer la volonté du peuple".





États-Unis. L'économie selon Trump

Aussi audacieuse qu'illisible, la stratégie du président effraie les Américains et les marchés. Lui-même n'exclut pas une récession.

—The Washington Post,
extraits (Washington)

Donald Trump le reconnaît : son programme économique engendre à court terme des difficultés pour le pays, en route vers un nouvel "âge d'or". Mais à quoi ressemblera-t-il, et combien de temps faudra-t-il pour l'atteindre ? Là-dessus, le président et son équipe se montrent nettement moins clairs.

Alors que les investisseurs donnent des signes de fébrilité, le gouvernement Trump assure vouloir aider l'Américain moyen, et non Wall Street. Reste que, pour l'heure, la cacophonie gouvernementale ne satisfait pas plus l'opinion que la Bourse. Les annonces erratiques de ce second mandat commencent à menacer la stabilité de l'économie dont Trump avait hérité : les perspectives de croissance flétrissent, et les Américains ont le moral dans les chaussettes.

À la mi-mars, l'indice de confiance des consommateurs est tombé à son niveau le plus bas depuis novembre 2022, une époque où l'inflation battait des records jamais vus depuis quarante ans. Pendant ce temps, les marchés financiers accusent une sérieuse chute.

Le président américain décrit ses objectifs en déployant tout l'éventail de superlatifs d'un VRP. Son projet offrira "la qualité de vie la plus élevée" et fera des États-Unis le pays "le plus riche et le plus dynamique" du monde, a-t-il déclaré devant le Congrès.

Trump laisse à ses conseillers, notamment au ministre des Finances, Scott Bessent, le soin de préciser les détails

de cette grande refonte de l'économie. L'ancien cadre de fonds spéculatif a expliqué que le gouvernement stimulerait l'activité en assouplissant les réglementations des banques et en repensant la politique commerciale et le partage du fardeau de la défense.

Si le gouvernement réussit, c'est toute l'économie américaine qui sera remaniée. Alors que les États-Unis sont déjà moins dépendants du reste du monde que la plupart des autres grands pays, ils pourraient encore accroître leur autonomie en couvrant, plus qu'ils ne l'ont jamais fait, leurs besoins en énergie, en bois de construction, en acier et en puces électroniques.

Solutions irréalistes. Le secteur industriel prendrait la relève de la financiarisation en créant des millions d'emplois de "cols bleus". Et les dépenses publiques, qui représentent plus d'un tiers de l'économie américaine, seraient réduites – relevant peut-être à leur niveau de 2000, autour de 29 % du PIB.

"C'est une toute nouvelle façon de penser. C'est un nouveau modèle économique", affirme Steve Bannon, l'ancien stratège en chef de la Maison-Blanche.

Ce projet de refonte de l'économie cible des problèmes bien réels : un déséqui-

libre chronique des échanges internationaux [avec un déficit commercial record des États-Unis] et des dépenses publiques insoutenables. Le gouvernement Biden a laissé un déficit budgétaire particulièrement élevé, à plus de 6 % du PIB.

Les solutions que propose Trump, notamment la mise en place de droits de douane jamais vus depuis près d'un siècle, sont audacieuses, pour ne pas dire irréalistes, selon certains économistes. Leur mise en œuvre se révèle chaotique, le président faisant des annonces avant de les annuler quelques heures plus tard.

On se demande comment le retour des droits de douane pourrait permettre d'atteindre toute une série d'objectifs différents,

"Je pense qu'on assiste à de la pure incompétence."

Michael Strain,
ÉCONOMISTE

qu'il s'agisse de décourager les achats de produits étrangers, de rapatrier les usines, d'imposer sa volonté à des gouvernements étrangers ou d'augmenter les recettes pour compenser les allégements fiscaux voulus par le président. Tout comme on voit mal de quelle façon il réduira le déficit budgétaire en baissant les impôts.

"Qu'essaient-ils de faire ? Ils n'ont pas de stratégie, pas de but clair pour leurs mesures, déplore Michael Strain, économiste à l'American Enterprise Institute, un think tank de droite situé à Washington. Je pense qu'on assiste à de la pure incompétence."

Une récente newsletter du cabinet d'analyse High Frequency Economics était intitulée : "Les marchés mondiaux se préparent pour une nouvelle journée de chaos à Washington".

↓ Sur le ballon : Guerre commerciale - Sur le gros caillou : Réalité. Dessin de Niels Bo Bojesen paru dans Jyllands-Posten, Danemark.

mis en place, même s'il devait provoquer une récession.

Les premières réactions de l'opinion publique sont toutefois négatives. Selon un récent sondage de CNN, 56 % des personnes interrogées désapprouvent sa gestion de l'économie. Un niveau de mécontentement jamais atteint durant le premier mandat de Trump.

Pas d'opposition audible. Ce dernier ne semble toutefois pas prêt à changer de cap. Peut-être parce que ses décisions risquées ne suscitent guère d'opposition audible.

Contrairement à son équipe de premier mandat, qui était partagée entre républicains traditionnels et authentiques populistes, les conseillers de Trump font aujourd'hui bloc autour de lui.

"Le Trump 2.0 est très différent du Trump 1.0", résume une figure du Parti républicain qui s'exprime sous le couvert de l'anonymat pour ne pas s'attirer les foudres du président. "Toutes les personnes occupant un poste à responsabilités ont été génétiquement sélectionnées pour ne pas empêcher le président de faire ce qu'il veut."

Même les PDG des plus grandes entreprises américaines évitent d'exprimer leurs craintes tout haut.

La semaine dernière, Trump a rencontré des chefs d'entreprise réunis par le lobby Business Roundtable [le lobby des grands patrons américains]. Nombre d'entre eux doutent qu'il soit possible, ou même souhaitable, de démanteler rapidement les chaînes d'approvisionnement internationales mises en place au fil des années. La discussion à huis clos n'a toutefois pas fait d'étincelles. "Ils ne veulent pas subir le même traitement que Zelensky", résume le républicain, qui a assisté à la réunion, en référence à l'humiliation publique infligée au président ukrainien dans le Bureau ovale.

Certains misent sur le temps qui passe pour survivre à la révolution économique de Trump. "Le président ne va pas rester éternellement en place, murmure un chef d'entreprise républicain. Dans quatre ans, nous aurons un nouveau gouvernement."

—David Lynch,
publié le 17 mars



MEXIQUE

Avec les oubliés du fentanyl

Alors que le gouvernement mexicain nie le problème de la dépendance au fentanyl dans le pays, la première salle de consommation supervisée du continent vient d'ouvrir à Mexicali.



—**El País América,**
extraits (Mexico)

La balle a eu pitié de lui. Ils l'ont mis à genoux, le canon contre la tempe. "Pan! Pan! Pan!" : les détonations ont déchiré le silence matinal de la laguna Salada, dans le désert solitaire et immense qui entoure Mexicali [capitale de l'État mexicain de la Basse-Californie]. "Je n'ai rien senti, sauf une sensation de chaleur. Quand il m'a tiré dessus, tout s'est obscurci et je me suis évanoui."

La balle a effleuré son front, mais ne s'est pas logée dans son crâne. Il s'en sortait bien : il était dans le viseur de quelqu'un à qui personne ne veut avoir affaire. Quand il a repris conscience, il y avait deux corps à côté de lui. "J'ai essayé de leur parler, mais

ils étaient morts." Du sang lui coulait du front jusque sur les yeux. Il s'est essuyé comme il pouvait, s'est traîné sur le sable jusqu'à la rue et a commandé un chauffeur jusqu'à Mexicali.

Une fois à l'hôpital, il a entendu le médecin appeler la police et a pris ses jambes à son cou. Il s'est rendu chez un ami, a nettoyé sa plaie et lui a emprunté un peu d'argent. Le jour même, mort de peur, il montait dans un camion direction Ciudad Juárez. La balle a eu plus de compassion que ses dealers, mais c'est peut-être la seule fois où Ismael Olvera a eu

Ismael Olvera cligne des yeux, tapote les veines de son bras et pousse un soupir de soulagement.

de la chance. Cette nuit du début des années 2000 est loin d'être la seule fois où Ismael Olvera a frôlé la mort : le fait qu'il ait soufflé ses 50 bougies relève du miracle. C'est un survivant de la frontière mexicaine, un parmi tant d'autres à passer sous le radar des statistiques.

Il fait partie d'une population méprisée par les chiffres officiels, qui servent à justifier la bataille chimérique menée sur les deux rives du Rio Bravo : celle que Richard Nixon [président des États-Unis de 1969 à 1974] a appelée "*guerre contre la drogue*" et dont Donald Trump vient d'hériter pour partir en croisade contre le fentanyl.

C'est ce même opioïde, 750 fois plus puissant que l'héroïne, qu'Ismael Olvera s'injecte dans les veines en cet après-midi de mars, en repensant à ses flirts avec la mort tandis qu'il plante la seringue dans son poignet droit. Ismael Olvera cligne des yeux, tapote les veines de son bras et pousse un soupir de soulagement. Il essaie de finir sa phrase mais ses yeux se ferment, il oublie ce qu'il était en train de dire et plonge dans un paradis artificiel. Tout cela depuis Verter, la première salle du continent à permettre la consommation de la drogue dans un endroit sûr, sous la surveillance du personnel médical.

Aujourd'hui, personne n'ignore que les États-Unis (le premier pays consommateur de drogues au monde) sont accros au fentanyl. Cet opioïde a détruit des centaines de milliers de vies ces dernières années. Mais on ignore tout ou presque des personnes dépendantes comme Ismael Olvera, qui a eu le malheur de naître de l'autre côté de la frontière.

Selon la présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, le fentanyl ne sévit pas dans le pays car les familles sont très unies. C'est à cause de ces arguments creux que le pays ne dispose pas de données chiffrées et n'a pas mis en place de politique publique au-delà des campagnes de prévention qui, comme le signale à juste titre Lourdes Angulo, directrice de Verter, sont "*criminalisantes*" pour les consommateurs de drogues.

Aux yeux d'Andrés Manuel López Obrador [l'ancien

président du Mexique], de Claudia Sheinbaum et de Donald Trump, Ismael Olvera n'existe pas.

Ismael Olvera a eu la même trajectoire que la dizaine d'autres consommateurs que nous avons pu interviewer. Il a suivi le chemin tout tracé de ceux qui ont grandi dans un environnement violent et précaire. Il a commencé à fumer

Un couple américain vient presque toutes les semaines, réserve un hôtel, se drogue et retourne à Calexico.

du cannabis à 12 ans. Encore adolescent, il a commencé à prendre de la méthamphétamine, puis l'héroïne a été la suite logique.

À 15 ans, elle faisait déjà partie de son quotidien ; d'abord fumée, puis injectée pour augmenter le rush. "La première fois, tu vomis, ce n'est pas terrible, mais dès la deuxième prise, tu commences à aimer ça. Tu ressens une paix intérieure et tu es parcouru par un petit frisson agréable, le rachazo." L'euphorie du rachazo se dissipe rapidement, et, avec l'accoutumance, il faut chaque fois un peu plus d'héroïne. Ou alors il faut l'associer à d'autres substances : "J'y ajoutais de la coke pour faire un speed-ball", explique-t-il. Ismael Olvera a finalement dû quitter sa maison, à l'image des quelque 500 personnes qui vivent dans les rues de Mexicali.

Seringues propres. Les années ont passé, jusqu'à ce qu'il se retrouve agenouillé avec un pistolet braqué sur la tempe. Une fois arrivé à Ciudad Juárez, il a vécu dans des campements de fortune, a lavé des voitures et fait le ramassage des ordures, mais il n'a jamais lâché l'héroïne. "Et quand on me tenait pour mort, j'ai rappelé mes proches pour la première fois en quatre ans. Ma mère a répondu, elle ne croyait pas que c'était moi." Une fois rentré, il est allé en centre de désintoxication, s'est marié et a fondé une famille. Un jour, les choses se sont gâtées et il a rechuté, à un détail près : la poudre brune était maintenant coupée avec un autre opioïde, plus abordable, plus puissant et plus mortel : le fentanyl.

Le centre Verter est situé dans le quartier chinois de Mexicali, quelque peu délabré après avoir

✓ Dessin de Michael Mullan,
États-Unis.

été pendant des décennies le terrain de jeu des gringos venus faire la fête en terres mexicaines. De l'autre côté de la frontière, à 200 mètres de là, on peut apercevoir Calexico, l'autre côté de la médaille.

C'est l'archétype de la banlieue pavillonnaire américaine : tout est propre et bien entretenu. Certains enfants mexicains y vont à l'école, et de nombreuses personnes passent quotidiennement la frontière pour y travailler. Dans l'autre sens, les citoyens américains viennent acheter des médicaments à bas prix et sans ordonnance dans les pharmacies mexicaines. D'autres viennent à Verter car il n'y a rien de tel de l'autre côté du mur : il n'y a personne pour leur offrir des seringues propres, tester leurs doses gratuitement et confirmer que le fentanyl est bien du fentanyl.

C'est le cas d'un couple américain qui vient presque toutes les semaines, réserve un hôtel pour quelques jours, se drogue et retourne à Calexico. Lorsqu'il se présente au centre, c'est un homme bien coiffé, veste en cuir et masque sanitaire sur le visage. Il dépose une poignée de seringues usagées, en récupère de nouvelles, refuse poliment notre proposition d'interview et disparaît dans les rues du quartier chinois.

Les profils qui se succèdent à Verter ont presque tous en commun d'être tombés dans les opioïdes à l'adolescence. Ils sont souvent issus de quartiers livrés à eux-mêmes. Verter prend en charge près de 400 personnes dépendantes de la drogue, dont 80 % d'hommes. Pourtant, ce sont les femmes qui en meurent le plus.

—**Alejandro Santos Cid,**
publié le 15 mars



SOURCE

EL PAÍS AMÉRICA

Mexico, Mexique

elpais.com/america

C'est depuis sa rédaction de Mexico que le plus grand quotidien espagnol, qui se veut "global", alimente ce site d'information consacré aux Amériques. Il s'appuie sur des correspondants installés dans la quasi-totalité des pays d'Amérique latine, mais aussi aux États-Unis.



Commerce. La Champagne sonnée par la guerre des taxes

Alors que les États-Unis sont le premier marché d'export de champagne, la menace d'une taxe douanière de 200 % évoquée par le président américain fait trembler toute la région.



—The New York Times
(New York)

Chaque année, les producteurs de champagne français font presque 1 milliard de chiffre d'affaires avec les États-Unis. Mais ce 14 mars à Épernay, capitale mondiale du champagne, c'est un tout autre nombre qui met la ville en ébullition. Deux cents pour cent de droit de douane sur le champagne et tout vin ou alcool européen exporté aux États-Unis. C'est la dernière menace en date du président Trump dans la guerre commerciale qui a éclaté la semaine du lundi 10 mars : après qu'il a

annoncé des taxes douanières sur l'acier et l'aluminium, l'Union européenne a riposté en déclarant taxer les produits américains.

Cette menace à trois chiffres a eu l'effet d'un coup de tonnerre à Épernay. Dans les vignes, les petits villages environnants ou les grandes maisons prestigieuses le long de l'avenue de Champagne – rue principale d'Épernay, classée au patrimoine mondial de l'Unesco –, vignerons et négociants sont en proie à l'incertitude.

“Une taxe à 200 %, c'est vouloir barrer l'entrée du champagne aux États-Unis”, explique Calvin Boucher, manager chez Michel Gonet, une maison de l'avenue

vieille de 225 ans. Comme 20 % à 30 % de leurs 200 000 bouteilles annuelles sont destinées aux négociants et restaurateurs américains, “c'en serait fini de ce marché-là”, regrette-t-il, avant d'ajouter qu'une bouteille à 125 dollars verrait son prix plus que tripler du jour au lendemain.

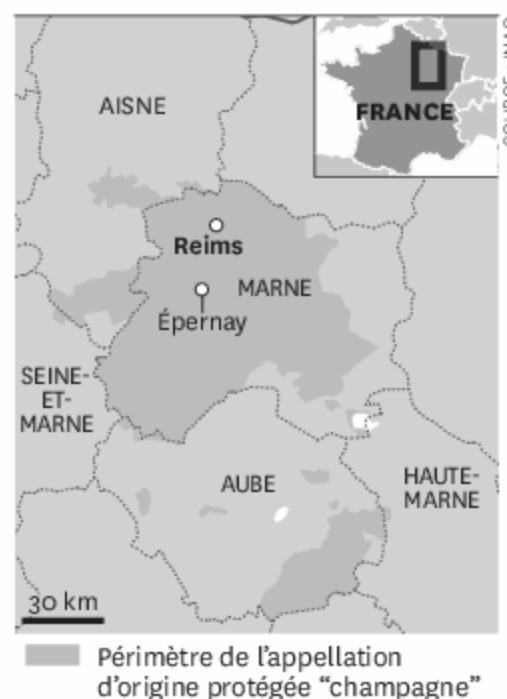
Épernay est au cœur d'une région qui produit le meilleur vin mousseux de toute la planète. Son premier marché étranger est les États-Unis, avec 27 millions de bouteilles exportées en 2023 pour environ 810 millions d'euros.

Les céps de chardonnay, de pinot noir et de pinot meunier couvrent les collines vallonnées de la Champagne sur plus de 330 kilomètres carrés, de la ville de Reims à la rivière de l'Aube. Cette région est répertoriée dans le système strict des appellations d'origine contrôlée, qui garantit que le vin pétillant est élaboré selon des méthodes de vinification bien précises et peut légalement être appelé “champagne”.

Année difficile. Avec plus de 4 000 vignerons indépendants et 370 maisons de champagne, la région produit 300 millions de bouteilles par an et en fait vieillir 1 milliard en cave. Les plus fameux établissements – dont Veuve Clicquot, Dom Pérignon et Moët & Chandon, propriété du conglomérat du luxe LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton – dominent autant la production que l'exportation, et représentent un tiers des ventes totales.

Des chiffres impressionnantes qui ne suffisent pourtant pas à conjurer l'angoisse que suscite la menace de Trump. À deux pas de l'avenue, Nathalie Doucet, présidente de Besserat de Bellefon, une maison de champagne qui exporte 10 % du meilleur de sa production vers les États-Unis, admet que la guerre commerciale l'inquiète : “Nous attendons de voir ce qui va se passer, mais ce n'est pas une bonne nouvelle”, confie-t-elle. Le champagne de sa maison est élaboré selon une méthode à basse pression, qui lui confère une mousse soyeuse et une fraîcheur acidulée.

La Champagne traversait déjà une année difficile, puisque le mauvais temps a réduit la récolte. Et comme les jeunes générations se tournent vers les cocktails et la bière artisanale, la consommation



les commerçants pourraient être forcés d'annuler les investissements qu'ils prévoient, ajoute-t-il.

S'il fallait retourner le couteau dans la plaie, des taxes douanières sur le début de la chaîne d'approvisionnement peuvent avoir un effet multiplicateur, à mesure que chaque maillon le répercute sur ses tarifs, explique Michael Reiss. “Même une taxe à 25 % peut entraîner une augmentation de 40 % voire 60 % du prix.” Une barrière douanière de 200 % “empêcherait tout bonnement les gens d'acheter ce qui leur fait plaisir dans la vie”, déplore-t-il.

Même dans le musée du Vin de Champagne, qui trône en bonne place sur l'avenue, les taxes de Trump occupent les conversations. Sacha Raynaud, dont la famille possède une petite maison de champagne, y a emmené une amie pour qu'elle en apprenne plus sur l'histoire de ce vin. “Les

“Beaucoup de nos amis sont de petits producteurs, ils vont en subir les effets de plein fouet.”

Léa Razzouki,
HABITANTE D'ÉPERNAY

Français commencent à comprendre ce qui se passe aux États-Unis et envisagent de boycotter les produits américains”, prévient-elle.

Des angoisses qui sont également partagées dans les vignes. À l'ouest d'Épernay, dans la lumière du soleil matinal, une douzaine de vigneronnes, les pieds dans la terre fraîchement retournée, attachent les céps bruns aux câbles de palissage en prévision de la poussée, non loin de la commune de Rueil, elle aussi productrice de champagne.

Même ces emplois sont en danger, explique Patrick Andrade, patron d'une petite entreprise qui entretient les vignobles champenois. Les 12 hectares sur lesquels ils travaillent appartiennent à une petite maison qui fait de l'export vers les États-Unis, dit-il.

Si les ventes venaient à s'effondrer, les producteurs auraient besoin de moins de main-d'œuvre, et les conducteurs de tracteur, bouchonniers et fabricants de bouteilles auraient moins de travail. Pire encore, ajoute-t-il, les exploitants pourraient envisager d'arracher leurs pieds. → 20

✓ Dessin de Bénédicte
paru dans 24 Heures,
Lausanne.

IMMIGRATION

19 ← Vendredi 14 mars, le ministre de l'Économie Éric Lombard a qualifié cette guerre commerciale d'"idiote" et a annoncé se rendre à Washington d'ici peu. "Nous devons parler avec les Américains pour faire redescendre la tension", a-t-il déclaré à la télévision française.

Les géants français du champagne gardent le silence et s'abs-

Malgré tout, une rumeur court selon laquelle les grandes maisons s'attendent à ce que le vent tourne.

tiennent de tout commentaire, en attendant de voir si Trump va mettre sa menace à exécution ou si les responsables européens vont réussir à l'en décourager. Parmi eux, LVMH, qui exporte 35 % de ses vins et spiritueux aux États-Unis. L'entreprise n'a pas répondu aux sollicitations des journalistes. Devant la luxueuse maison de LVMH sur l'avenue de Champagne, un groupe d'Américains se prend en selfie devant une statue de Dom Pérignon, le moine qui a inventé le champagne.

Malgré tout, les riverains font courir la rumeur selon laquelle les grandes maisons s'inquiètent des barrières douanières, mais qu'elles s'attendent à ce que le vent tourne.

Après tout, à en croire certains, Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France et chef de l'empire LVMH, qui domine la production de champagne, connaît le président américain depuis de nombreuses années et a même été invité à la cérémonie d'investiture. Peut-être que l'amitié entre les deux hommes finira par prendre le dessus, disent-ils.

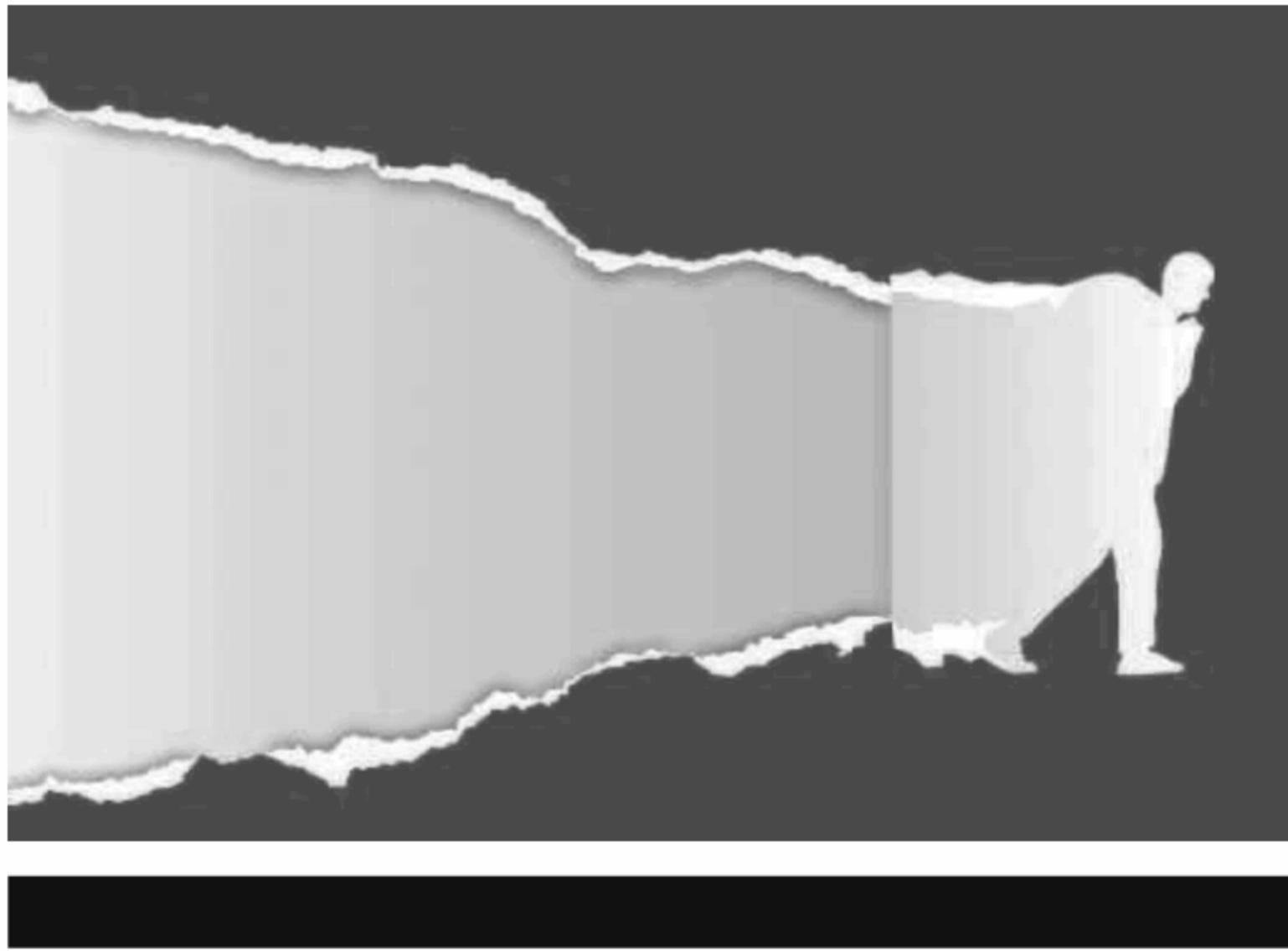
Mais ce ne sont pour l'instant que des spéculations. Dans la réalité, rien n'est écrit – à part qu'incertitudes et affaires ne font pas bon ménage.

De retour à la maison de champagne Michel Gonet, Calvin Boucher nous montre un ensemble de cuvées prisées par ses clients américains. "La situation est stressante parce qu'on ne sait même pas si ces taxes vont voir le jour, soupire-t-il. Ça ne profite à personne."

Liz Alderman,
publié le 15 mars

Ces "harraga" dont ni Paris ni Alger ne veulent

Des dizaines de milliers d'Algériens vivent en France sans autorisation de séjour. Or quand Paris cherche à les expulser, Alger refuse de les accueillir. Ils se retrouvent alors coincés entre deux pays qui ne veulent plus d'eux.



— Neue Zürcher Zeitung,
extraits (Zurich)

Sous le ciel maussade de la porte de Clignancourt, dans le nord de Paris, Imad, 26 ans, sirote un café dans un gobelet en carton. Le jeune Algérien, casquette noire vissée sur la tête et veste de survêtement, a les yeux vitreux. Il a déjà avalé plusieurs cachets de Lyrica depuis le début de la journée, un puissant antidouleur à base de prégalbazine. [Délivré uniquement sur ordonnance], ce médicament aux effets anxiolytiques et – à haute dose – euphorisants se vend sous le manteau dans son quartier, pour 2,50 euros le comprimé.

Imad est un *harrag*, un immigré maghrébin arrivé clandestinement en Europe. Ce surnom, qui signifie littéralement "ceux qui brûlent" [dans sa forme plurielle *harraga*], est une référence aux jeunes hommes qui vont jusqu'à détruire leurs propres papiers pour dissimuler leurs origines.

Il y a trois ans, Imad a décidé de quitter son pays pour mener la belle vie en France. Il avait vu sur Facebook et Instagram des vidéos de jeunes Algériens comme lui prenant la pose, une fille au bras, devant des voitures de luxe. Une vision fantasmée à mille lieues de son quotidien parisien.

Imad est accro aux antalgiques et vivote en vendant des cigarettes de contrebande. Il dort dans des squats ou des centres d'hébergement d'urgence. Un jour, une bande rivale de vendeurs à la sauvette lui est tombée dessus : il est resté un mois dans le coma avec une commotion cérébrale, et a dû recevoir un implant crânien. Si on lui proposait d'émigrer aujourd'hui, le jeune homme ne s'aventurerait pas une nouvelle fois sur un bateau de fortune pour traverser la Méditerranée.

Comme plusieurs milliers de ses compatriotes, Imad fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Il aurait dû quitter l'Hexagone

et rentrer dans son pays natal il y a longtemps déjà, mais depuis plusieurs mois, l'Algérie refuse catégoriquement de laisser entrer sur son territoire la plupart de ses citoyens expulsés par Paris.

Alger refoule en particulier ceux qui ont commis des actes de délinquance ou se sont radicalisés en Europe, considérés comme une menace potentielle pour la sécurité.

Alger refoule en particulier ceux qui ont commis des actes de délinquance ou se sont radicalisés.

rité nationale. Et lorsque le retour n'est pas effectué de façon volontaire mais imposé, les autorités algériennes se montrent encore moins coopératives, dénonçant une humiliation "néocoloniale".

Sur les près de 60000 Algériens sommés de quitter le territoire français entre 2019 et 2022, seuls quelque 2500 ont été accueillis

✓ Dessin de Falco,
Cuba.

dans leur pays d'origine, d'après un rapport de la Cour des comptes. Mais tous ne sont pas arrivés en France dans des conditions aussi précaires que les *harraga*. De nombreux immigrés algériens franchissent la frontière avec un visa, de façon parfaitement légale, et restent clandestinement dans le pays après son expiration. Beaucoup d'entre eux sont d'ailleurs bien intégrés dans la vie sociale et économique locale. Toutes les personnes visées par une OQTF ne sont donc pas nécessairement des criminels.

Non-respect des accords. Ces expulsions contrariées et les sensibilités historiques qui les accompagnent commencent toutefois à faire perdre patience au gouvernement français. A fortiori depuis l'attentat islamiste de Mulhouse, dont l'auteur était justement sous le coup d'une OQTF. Le 22 février, cet Algérien de 37 ans a blessé plusieurs policiers au couteau et tué un Portugais qui tentait de s'interposer. L'homme avait déjà été condamné par la justice française à [six mois] de prison pour apologie du terrorisme, et Paris avait demandé à 14 reprises aux autorités algériennes de fournir les documents nécessaires à son expulsion, en vain.

Le Premier ministre, François Bayrou, a eu des mots très forts envers Alger à la suite de l'attentat. Le drame aurait pu être évité, selon lui, si les autorités algériennes avaient accepté de coopérer. L'attitude d'Alger vient également remettre en cause les accords bilatéraux entre les deux pays, a-t-il affirmé, appelant à un réexamen des textes. Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, est allé encore plus loin et a réclamé l'abolition immédiate de l'accord historique de 1968. En janvier, le républicain avait déjà fait entendre sa colère après l'expulsion ratée d'un influent algérien qui avait appelé à la violence sur Tik Tok.

La fin de cet accord viendrait sonner le glas de l'entente – déjà dégradée – entre les deux pays. En l'état actuel, le texte prévoit un régime spécifique, plus souple, pour les immigrés en provenance d'Algérie lors de l'entrée sur le territoire, pour l'accès à l'emploi et le regroupement familial. Pour Alger, cet accord est quasi sacré : le gouvernement y voit une forme de

responsabilité historique de l'ancienne puissance coloniale, et une importante source de revenus, principalement grâce à l'argent envoyé au pays par les membres de la diaspora. Il faut dire qu'avec quelque 2,5 millions de ressortissants, d'après les estimations, les Algériens sont la plus grosse communauté immigrée en France.

Pendant longtemps, cet accord a également profité aux Français qui, dans les années 1960, avaient un besoin impératif de main-d'œuvre bon marché et souhaitaient se réconcilier au plus vite avec leur ancienne colonie, après la terrible guerre d'indépendance. Mais aujourd'hui, ses détracteurs lui reprochent de peser de manière disproportionnée sur la France. La droite [et l'extrême droite], notamment, y voient les vestiges d'une politique migratoire longtemps trop généreuse.

Les deux pays sont toutefois trop intimement liés pour que leurs relations pâtissent profondément de la crise actuelle, nuance Mehdi, journaliste algérien lui aussi installé dans le nord de Paris. Ce critique du régime, qui souhaite garder en partie l'anonymat par peur des représailles pour sa famille, ne croit pas à l'abrogation de l'accord de 1968. Ce qui ne l'empêche pas d'envisager une escalade des tensions : "Le gouvernement algérien sait pertinemment que les migrants lui donnent un moyen de pression."

Grands perdants. Si les autorités algériennes en veulent autant aux Français, c'est avant tout en raison du revirement de l'Élysée sur la question du Sahara occidental, analyse le journaliste. En juin 2024, Emmanuel Macron a officiellement reconnu la souveraineté du Maroc sur ce territoire disputé. Cette annonce a fait l'effet d'une gifle au gouvernement algérien, qui soutient les rebelles sahraouis du Front Polisario [un mouvement indépendantiste qui revendique la souveraineté sur ce territoire]. Depuis, Alger se venge

en refusant de reprendre même les criminels, estime Mehdi. Et les *harraga* font certainement partie de l'équation eux aussi.

Car bien qu'Alger dispose de l'un [des services] de gardes-côtes les mieux équipés du monde, plusieurs centaines d'embarcations parviennent régulièrement à quitter les ports algériens. Mehdi n'a donc aucun mal à imaginer que les autorités locales puissent fermer les yeux sur les activités des passeurs. "Pourquoi le régime irait-il empêcher ces centaines de jeunes au chômage de partir en Europe, alors que cela lui permet de résoudre un problème de société?"

Les grands perdants de cette stratégie sont Imad et les autres. Le jeune homme a abandonné tout espoir de mener une vie normale à Paris. Il rêvait pourtant de rendre fiers ses parents et de leur envoyer régulièrement de l'argent. Mais les fils de petits paysans comme lui n'intéressent pas les employeurs, et il est encore régulièrement handicapé par des douleurs, séquelles de son passage à tabac. Ce qu'il voudrait aujourd'hui, c'est rentrer auprès de sa famille. Mais ce serait un aveu d'échec.

"La tragédie des *harraga*, c'est qu'ils sont coincés entre deux pays qui ne veulent pas d'eux, conclut Mehdi. Ils sont tout aussi méprisés en France qu'en Algérie."

— Daniel Steinvorth,
publié le 5 mars

SOURCE



NEUE ZÜRCHER ZEITUNG
Zurich, Suisse
Quotidien
nzz.ch
Fondé en 1780, c'est un titre de référence, à tendance centriste et libérale. Toutefois, depuis l'arrivée d'Eric Gujer au poste de rédacteur en chef en 2015, certains déplorent une dérive droitière du journal, notamment sur les questions d'immigration.

Contexte

Bras de fer autour des OQTF

●●● Les OQTF (obligations de quitter le territoire français) sont l'un des principaux litiges qui cristallisent depuis des mois les tensions entre la France et l'Algérie. Depuis le 9 janvier, quand Alger a refusé d'admettre sur son sol l'influenceur Doualemn expulsé par la France pour avoir appelé sur TikTok à infliger "une punition sévère" à un opposant du régime algérien, la question ne cesse d'exacerber la crise. De son vrai nom Boualem Namam, l'homme a de nouveau été placé en détention près de l'aéroport de Roissy, le 21 mars. Et il est de nouveau expulsable depuis le 12 mars.

Mais il n'est pas le seul à braquer les projecteurs sur la question. Le 22 février, à Mulhouse, un Algérien – également sous OQTF – a tué à l'arme blanche une personne et en a blessé d'autres. "Voilà qui ne va pas améliorer les relations, déjà très tendues, entre la France et l'Algérie", avait alors commenté **Le Soir**. Bruno Retailleau avait déjà plaidé pour des sanctions contre l'Algérie, rappelle le journal belge, estimant que le pays refuse de délivrer les laissez-passer consulaires indispensables aux expulsions. Le ministre de l'Intérieur français est allé loin dans le choix de ses mots : "Nous ne voulons pas la guerre avec l'Algérie,

c'est l'Algérie qui nous agresse", a-t-il déclaré le 19 mars. Alger venait alors d'opposer une fin de non-recevoir à la liste d'une soixantaine de ressortissants expulsables fournie par Paris, réitérant son "rejet catégorique des menaces et des velléités d'intimidation, ainsi que des injonctions et des ultimatums" venant de France. Du côté algérien, **Tout sur l'Algérie (TSA)** note que les relations entre Paris et Alger "ne vont pas s'apaiser de sitôt".

Colonisation criminelle

●●● Il l'avait promis depuis plusieurs semaines et voilà qu'il l'officialise. Le président de l'Assemblée algérienne, Ibrahim Boughali, a créé le 23 mars une commission chargée de préparer une loi criminalisant le colonialisme, rapporte le site d'information TSA. L'idée n'est pas nouvelle mais, à chaque fois, les projets n'étaient pas allés jusqu'au bout. Cette fois, le dossier réapparaît alors que les relations entre la France, ancien colonisateur, et l'Algérie n'ont jamais été aussi tendues. Qualifiée de "rente mémorielle" par certains, la question du colonialisme revient souvent dans la rhétorique du président Tebboune, qui avait déclaré que le dossier "restera au cœur de nos préoccupations jusqu'à ce qu'il soit traité de manière objective et équitable envers la vérité historique". TSA souligne que la date du 23 mars, jour de l'intronisation de la commission, correspond à l'anniversaire de la mort "sous la torture", en 1957, du militant Ali Boumendjel, un crime nié pendant longtemps, puis reconnu par la France en 2021. Dans son allocution à l'occasion

de l'instauration de cette nouvelle commission, composée de sept députés issus de différents groupes parlementaires, Ibrahim Boughali a indiqué que cette démarche n'était pas "un instrument de pression et de marchandage" contre la France, mais bien un "devoir moral et historique de faire éclater la vérité et d'arracher la reconnaissance des crimes commis". Le site d'information panarabe **Asharq** note pour sa part que, pour les autorités algériennes, le colonialisme français serait à l'origine de plus 5,6 millions de morts depuis 1832, sans compter les séquelles dues aux essais nucléaires réalisés dans la région de Reggane, dans la wilaya d'Adrar.

Verbatim

●●● "Pour ne pas tomber dans le brouhaha ni le capharnaüm politique là-bas [en France], je dirais seulement trois mots : nous, on garde comme unique point de repère le président Macron." C'est ce qu'a déclaré Abdelmadjid Tebboune le 23 mars lors d'une interview avec des journalistes de médias publics, retransmise par la télévision algérienne. Le différend entre l'Algérie et la France serait "totalement artificiel", le président français reste son "principal interlocuteur", a encore ajouté le président, dont la déclaration n'est pas passée inaperçue. "Tebboune joue subtilement la carte de la désescalade", note le site d'information tunisien **L'Économiste maghrébin**.

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec



Courrier
international





—La Maison des reporters,
extraits (Dakar)

Ilest midi à Sicap Baobab, un quartier près de l'avenue Bourguiba, à Dakar. Dans son appartement, où elle vient à peine d'emménager, Lissa Diop a du mal à se frayer un chemin dans ce désordre. Le 7 février 2022, alors que le pays tout entier s'apprête à accueillir ses champions d'Afrique de football pour la première fois de son histoire, Lissa est avec un groupe d'amies parmi ces foules en effervescence. La jeune femme de teint clair, responsable de communication pour une société locale, était loin de s'imaginer qu'elle serait agressée.

"Au début, je pensais que c'était juste un vol. Mais ils ont commencé à déchirer mes vêtements, certains à toucher mon corps. Au début, j'ai réussi à résister. Je vais beaucoup taper, beaucoup mordre. Je fais de la boxe. Par réflexe, je décide de me défendre, de rester debout au maximum. Je ne sais combien de temps cela dure, mais cela devient violent; il y a des coups qui viennent de partout, je sens leurs mains sur mon corps, sur mes parties intimes. Au bout d'un moment, je commence à perdre des forces, mais j'essaie de m'accrocher", raconte-t-elle, encore affectée par cette mauvaise expérience.

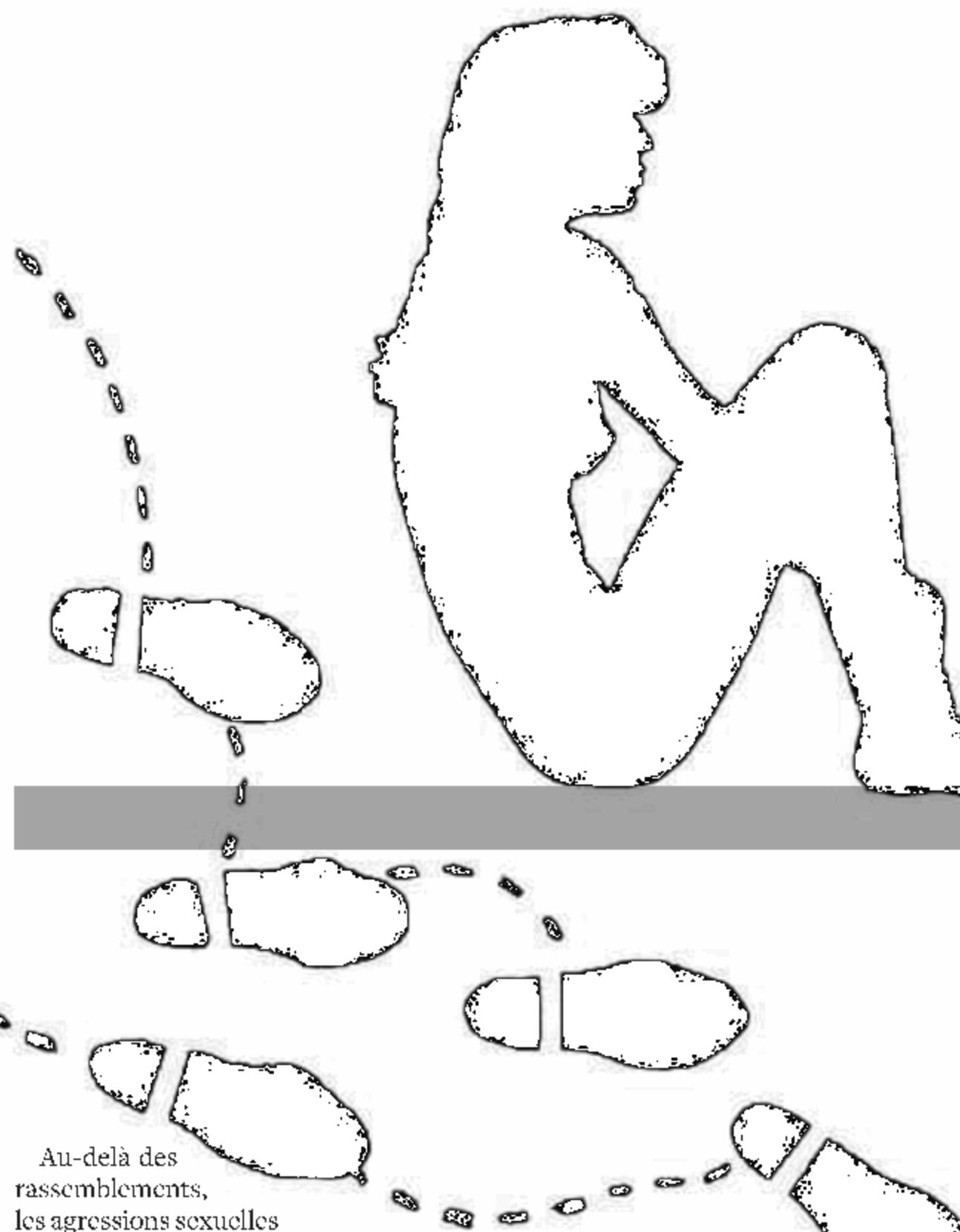
Rentrée ce soir-là, elle avoue n'avoir pas pu dormir de la nuit et ne se souvient pas du visage de ses agresseurs.

Coin sombre. "C'était assez sordide; tu les vois, mais tu ne les reconnaîtras pas pour autant. Ils m'ont mise à l'écart dans un petit coin sombre. Ils étaient au moins dix et plus grands que moi. J'avais l'impression d'être une proie face à des animaux affamés. Sincèrement, je croyais que j'allais mourir. J'ai commencé à hurler, pas par peur, mais par colère, lâche-t-elle calmement. Ce n'était pas ma première agression, mais là, c'était violent. À ce moment-là, je crois qu'une personne a entendu mes cris et cette personne s'appelle Omar, que je n'ai jamais retrouvé d'ailleurs après cette nuit. Il est parvenu à les chasser, à me tirer et à me ramener dans la foule."

"Je me suis douchée pendant au moins trente minutes. Je me sentais tellement sale alors que je n'avais rien fait. Quand je suis sortie, je vois ma tête dans le miroir : j'ai un énorme œil au beurre noir et des blessures sur le visage et le corps. Quand ma mère m'a vue, elle était complètement paniquée. J'ai posté un message sur mon Instagram et de là tout le monde a été informé de mon histoire", se souvient-elle encore.

Sénégal. "J'avais l'impression d'être une proie face à des animaux affamés"

Bien que courantes dans l'espace public, les violences sexuelles sont encore trop souvent occultées ou passées sous silence. Des Sénégalaises s'indignent devant cette double peine.



Au-delà des rassemblements, les agressions sexuelles

se poursuivent jusque dans les rues, mais aussi dans les transports publics.

Étudiante en troisième année à la faculté de médecine, Fanta Ndiaye, une jeune femme de 21 ans, est encore tourmentée par un incident malencontreux qui lui a valu la phobie des transports publics. "Il s'est frotté à moi. J'ai senti son sexe faire littéralement des va-et-vient sur mes fesses; immédiatement, j'ai su. J'étais perplexe;

je ne savais pas quoi faire : devais-je crier ou le gifler? Dans ma tête, je repensais à mes amies qui ont été insultées parce qu'elles ont osé dénoncer ces comportements inappropriés dans les transports publics", fait savoir Fanta Ndiaye.

Voice blanc sur la tête, elle jette parfois un coup d'œil à sa pile de cahiers. Le regard hagard, Fanta réajuste sa longue

jupe noire tombante. Confortablement vêtue d'un sweat-shirt, elle ne s'imaginait pas vivre ce genre de situation un jour. "Je suis une fille voilée; à chaque fois que je sors, je m'assure de porter des habits décents. Pour moi, il n'y avait pas de raison que ce genre de choses m'arrive."

Au Sénégal, les transports publics – cars, bus et véhicules dits "clandos" – constituent le principal moyen de déplacement de la population. La majeure partie des besoins est satisfaite par des opérateurs privés, notamment les minibus Aftu, plus connus sous le nom de "tata", les cars rapides et les taxis clandos, ainsi que par Dakar Dem Dikk, l'opérateur public de transports en commun par bus.

Pas de scandale. Les services de Dem Dikk sont souvent décriés par les usagers en raison des longues attentes aux arrêts et de l'insuffisance des places assises à bord. Ce manque de places est la raison principale des agressions perpétrées dans les transports publics, affirme Bintou Ka, victime d'agressions sexuelles à plusieurs reprises dans les "tatas".

Elle se souvient d'une agression particulièrement marquante : "Ce jour-là, je portais une burqa noire; il s'est rapproché de moi; j'ai senti son sexe; je me suis retournée et lui ai lancé un regard noir croyant qu'il allait arrêter, mais il a continué", dit-elle. Pour ne pas créer de "scandale", elle se déplace et va à l'avant du bus. "Évidemment, c'est gênant et énervant de savoir que, malgré notre habillement, nos précautions, notre voile, cela ne suffit pas", affirme-t-elle, découragée par cette situation.

Mame Séga Lo est étudiante en master au département d'anglais de l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar. Elle a été victime de la même situation, accompagnée de ses deux sœurs, lors d'une course. Au retour, dans le

bus, la jeune femme sent un homme la palper. "Quand je lui ai demandé d'arrêter ce qu'il faisait, il a commencé à crier sur moi, disant que je l'accusais de me toucher et immédiatement des personnes dans le bus ont commencé à prendre sa défense. J'ai été choquée : c'est moi qui ai été agressée et c'est moi qu'on insulte!"

Heureusement pour elle, ses deux sœurs étaient là. "Le bus était devenu un vrai champ de bataille; mes sœurs et une partie des passagers me défendaient, tandis qu'une autre partie était avec mon agresseur. Insultes, cris et larmes étaient au rendez-vous,

"Mes sœurs et une partie des passagers du bus me défendaient, tandis qu'une autre partie était avec mon agresseur."

Mame Séga Lo,
ÉTUDIANTE EN MASTER D'ANGLAIS

raconte-t-elle. Mon agresseur est descendu un peu plus tôt, à Poste Thiaroye. Nous sommes rentrés à Rufisque, mais une dame dans le bus a continué à nous insulter et à nous traiter de menteuses, faisant même des remarques sur nos habits, affirmant que, si nous avions été agressées, c'était de notre faute."

"Et aujourd'hui, en rentrant de l'université, j'ai encore été agressée par un homme dans le bus, déplore Mame Séga. La remarque est que ce genre de personne profite de la situation pour accuser les autres ou dire que c'est à cause du bus qui est plein qu'ils nous touchent", dit-elle, indignée. Elle ajoute que la solution, c'est de ne pas se laisser faire, sinon vous devenez une proie facile.

Dieynaba Tall, 22 ans, a vécu une histoire similaire sur certains points. Rentrant chez elle après un week-end à Sicap Mbao [dans la banlieue de Dakar], elle a été agressée dans un taxi. "J'avais l'impression que c'était ma faute, que j'avais fait quelque chose pour mériter ça." De petite taille, l'étudiante en deuxième année à la faculté des sciences économiques et de gestion (Faseg) de l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar est drapée dans une robe wax qui camoufle à peine sa silhouette.

"Dès que je suis montée, il a commencé à me dire : 'Peux-tu me rendre un service ? Tu sais, nous les hommes, on a des envies et on aimerait qu'elles soient satisfaites.' Puis il a ouvert sa braguette et a dit : 'Est-ce que tu peux me sucer ? Imaginez l'expression de mon visage ; j'étais stupéfaite et dominée par la peur", lâche-t-elle dégoûtée. Étonnée, la jeune femme croit vivre un cauchemar. "Il me suppliait de m'exécuter en agitant sans gêne son pénis devant moi", dit-elle, frappée par un fou rire nerveux. Paniquée, elle ne savait plus quoi faire. "J'étais choquée ; il faisait tard et en plus je ne connaissais pas le chemin par lequel nous passions", assure-t-elle, dos au mur dans sa chambre d'étudiante à Claudel.

Victimes stigmatisées. Alors que la voiture roulait à allure modérée, la jeune femme reste sans réaction et garde le silence, regardant devant elle. "Il continuait à dire qu'il avait besoin que je l'aide. Puis, sans hésiter, j'ai ouvert la portière et je me suis jetée dehors", se rappelle-t-elle. Par chance, il ne lui est rien arrivé ; une fois arrivée à la cité Alioune Sitoé Diatta, elle se contente de raconter cette histoire à ses amies, sans suite.

La question se pose dans les rues, les cars, mais aussi dans les écoles. Cependant, malgré sa notoriété, le harcèlement reste difficile à définir précisément ; chacune a sa propre conception. C'est "essayer de trouver du plaisir à l'insu d'une personne", affirme Bintou Ka, journaliste. "Dès lors que tu n'as pas le consentement

"Dans les rares cas où la violence est dénoncée, la femme victime n'a souvent aucun soutien."

Ndeye Coumba Kane,
AVOCATE

ou l'enthousiasme de la personne", selon Lissa Diop, ou encore "une violence exercée par une personne sur une autre dans le but de la blesser, mettre mal à l'aise ou minimiser", estime pour sa part Dior Dieng, qualiticienne.

Le Code pénal sénégalais, en son article 319 bis, définit le harcèlement ainsi : "Le fait de harceler autrui en usant d'ordres, [de] gestes, [de] menaces, [de] paroles, [d'] écrits ou [de] contraintes dans le but d'obtenir des faveurs sexuelles par une personne abusant [de l'autorité] que lui confèrent ses fonctions sera puni d'un emprisonnement allant de six mois jusqu'à trois ans ainsi que d'une amende allant de 50000 jusqu'à 500000 francs [de 76 à 762 euros.] Lorsque la victime est âgée de moins de 16 ans, le maximum sera prononcé."

Cette définition du harcèlement sexuel reste limitée, explique Ndeye Coumba

Kane, avocate : "Le Code pénal se concentre sur le harcèlement commis par une personne ayant autorité sur la victime dans un cadre professionnel, or nous constatons aussi des cas où il y a du harcèlement dans la rue ou ailleurs."

Les cas d'agressions dans les transports publics ou dans la rue peuvent être qualifiés d'attentat à la pudeur, nous dit Mme Kane.

L'attentat à la pudeur au Sénégal est un délit pénal qui concerne les agressions sexuelles sans violence physique, notamment envers les enfants et les jeunes. Selon le Code pénal sénégalais, cette infraction est punie de dix à vingt ans de réclusion, avec des peines aggravées pour les mineurs, allant de quinze à trente ans. Les peines varient en fonction des circonstances des faits et de l'âge de la victime.

À l'association des femmes juristes du Sénégal, le principal souci concernant le harcèlement sexuel au Sénégal est la banalisation du sort des victimes et le manque de dénonciation, nous dit Madjiguène Sarr, l'une des juristes : "Les violences faites aux femmes traduisent des rapports inégaux entre hommes et femmes, qui tiennent leur origine du système social basé sur le patriarcat. Ce système crée et perpétue des préjugés et stéréotypes sociaux néfastes envers les femmes, ce qui les maintient toujours dans une situation de domination quasi permanente."

"Pire, ces violences ne sont pas suffisamment dénoncées par la victime, qui est gardée sous silence sous l'emprise de la culpabilité, de la peur, des préjugés. Et, même dans les rares cas où la violence est dénoncée, la

femme victime n'a souvent aucun soutien, aucune aide, ou ne connaît pas les services disponibles. Les stéréotypes, pesanteurs et réalités socioculturelles de la société font qu'elle est souvent incriminée, stigmatisée."

De 2021 au premier trimestre 2024, les boutiques de droit de l'Association des juristes sénégalaises (AJS) ont reçu plus de 1132 dossiers de violences conjugales, avec une tranche d'âge variant de 18 à plus de 70 ans. Les cas de harcèlements insuffisamment dénoncés représentent juste 1 % des cas reçus et traités au niveau de leurs neuf boutiques de droit, qui sont des centres d'écoute et d'assistance juridico-judiciaire mis en place par l'AJS depuis 2009.

Et pourtant, selon une étude de l'ANSD [Agence nationale de la statistique et de la démographie], 17 % des femmes âgées de 15 ans ou plus ont subi des violences sexuelles hors du cadre conjugal au moins une fois dans leur vie. Les victimes sont toutefois rares à déposer plainte pour harcèlement ou à engager des poursuites ; la plupart de celles questionnées par nos soins expliquent que cela ne sert à rien.

— Fatoumata Bintou Ba,
publié le 14 janvier

SOURCE

LA MAISON DES REPORTERS

Dakar, Sénégal
lamaisondesreporters.sn

La Maison des reporters se présente comme un média exclusivement consacré à l'information. Le titre entend offrir aux journalistes un espace de liberté éditoriale et de collaboration entre journalistes. Il est financé par les dons provenant de son lectorat. Une garantie de liberté, affirme sa charte éditoriale. Ses articles mêlent reportages sociétaux et économiques.

← Dessin de Kopelnitsky,
États-Unis.



TÉMOIGNAGE

"Dès que je suis montée, il a commencé à me dire : 'Peux-tu me rendre un service ? Tu sais, nous les hommes, on a des envies et on aimerait qu'elles soient satisfaites.' Puis il a ouvert sa braguette et a dit : 'Est-ce que tu peux me sucer ? Imaginez l'expression de mon visage ; j'étais stupéfaite et dominée par la peur", lâche-t-elle dégoûtée.

Étonnée, la jeune femme croit vivre un cauchemar. "Il me suppliait de m'exécuter en agitant sans gêne son pénis devant moi", dit-elle, frappée par un fou rire nerveux. Paniquée, elle ne savait plus quoi faire. "J'étais choquée ; il faisait tard et en plus je ne connaissais pas le chemin par lequel nous passions", assure-t-elle, dos au mur dans sa chambre d'étudiante à Claudel.

Victimes stigmatisées. Alors que la voiture roulait à allure modérée, la jeune femme reste sans réaction et garde le silence, regardant devant elle. "Il continuait à dire qu'il avait besoin que je l'aide. Puis, sans hésiter, j'ai ouvert la portière et je me suis jetée dehors", se rappelle-t-elle. Par chance, il ne lui est rien arrivé ; une fois arrivée à la cité Alioune Sitoé Diatta, elle se contente de raconter cette histoire à ses amies, sans suite.

La question se pose dans les rues, les cars, mais aussi dans les écoles. Cependant, malgré sa notoriété, le harcèlement reste difficile à définir précisément ; chacune a sa propre conception. C'est "essayer de trouver du plaisir à l'insu d'une personne", affirme Bintou Ka, journaliste. "Dès lors que tu n'as pas le consentement



Les voix de l'art citoyen

Dans un monde qui bascule, l'artiste peut-il rester un médiateur ?

RENCONTRE

Jeudi 3 avril | 19h

Mucem - Marseille

AVEC

Thierry Boutonnier
Artiste arboricole.

Geneviève Flaven
Directrice artistique du projet
99 Soignant.e.s présenté
au théâtre de La Criée.

Cécile Robert
Neuropsychologue au Centre
hôpitalier Aiguille-Queyras,
en charge des projets culturels.

ANIMÉE PAR

Olivier Milot Grand reporter culture Télérama.

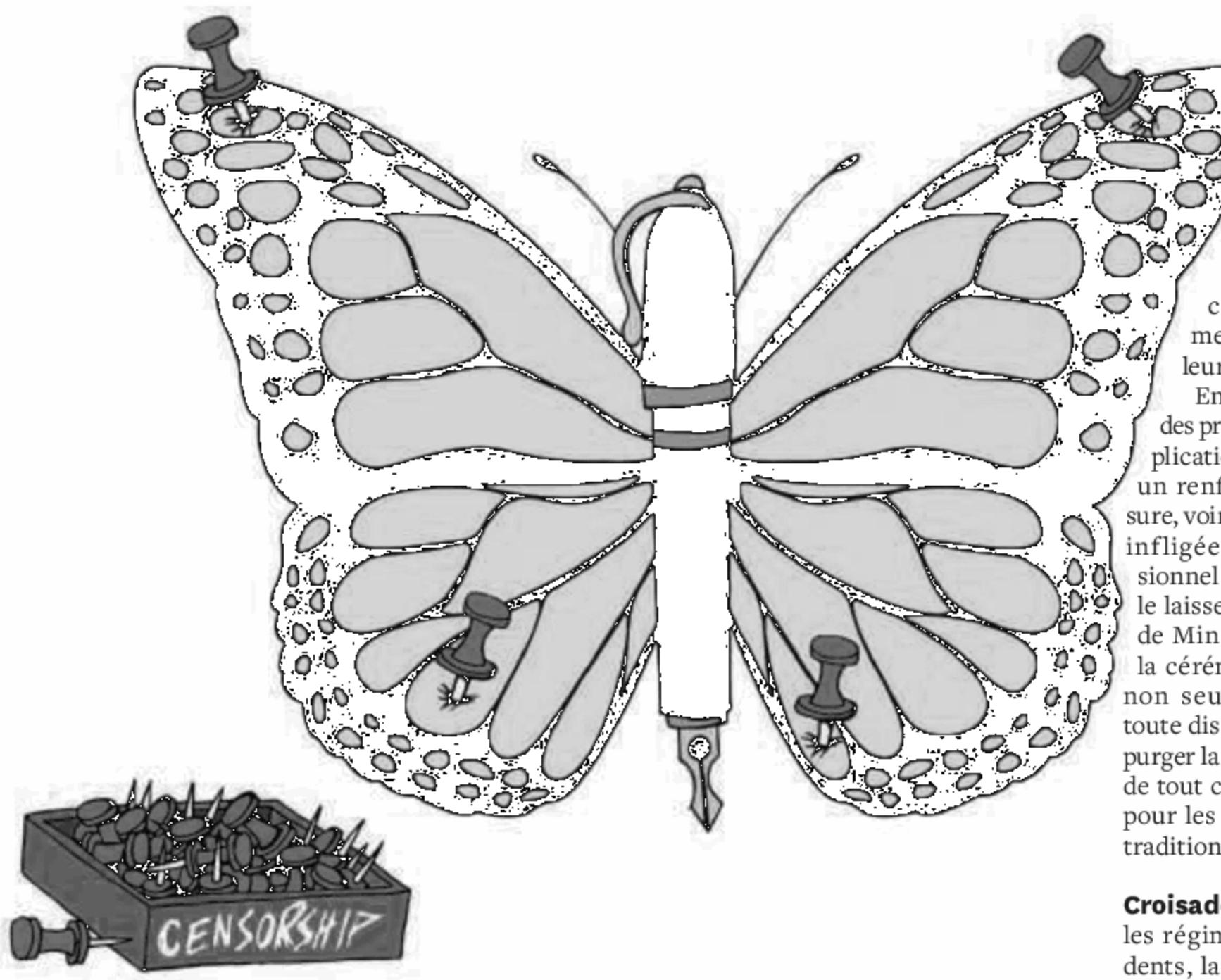
GRATUIT SUR RÉSERVATION

Auditorium du Mucem
7 promenade Robert Laffont,
13002 Marseille.

Un événement

Télérama avec Carasso Daniel & Nina

Partenariat avec l'Agence de la Fondation de France



Birmanie. Un saccage de la création artistique

La censure imposée par la junte militaire muselle les artistes.
Son objectif : garantir une pseudo-pureté de la culture birmane.
Un grave retour en arrière après une décennie de liberté d'expression.

—Frontier Myanmar,
extraits (en exil)

Lors de la cérémonie de remise des prix dite des "Oscars de Birmanie", le 9 février, les dirigeants de la junte sont apparus vêtus de *longyi* [une jupe unisex] et de splendides vêtements en soie.

S'ils avaient troqué leurs uniformes contre cette tenue traditionnelle pour l'occasion, c'était pour montrer que, en dépit de la perte de contrôle d'une partie du territoire par l'armée face à la résistance, ils pouvaient encore organiser un spectacle de propagande.

Dans la soirée, le chef de la junte, le général Min Aung Hlaing, a inauguré cette cérémonie des récompenses de l'Académie du film birman par un discours de vingt minutes empreint de nationalisme religieux : "Je tiens à vous adresser une requête particulière, a-t-il annoncé. Lorsque vous réalisez des films, veillez à lutter contre l'affaiblissement et la disparition des coutumes et traditions birmanes, en empêchant l'invasion des cultures étrangères. Dans l'intérêt de notre pays et de notre peuple, merci de mettre vos compétences et vos talents au service de la nation !" L'industrie cinématographique

doit s'efforcer de contrer l'influence qu'ont "les réseaux sociaux et les médias peu scrupuleux" sur les jeunes, a-t-il ajouté, faisant allusion, de manière à peine voilée, aux organes d'information et aux militants en exil.

Ce soir-là, les numéros qui se sont succédé sur scène ont dressé le tableau d'une Birmanie heureuse et prospère – un contraste saisissant avec la réalité des combats qui déchirent le pays et la crise économique déclenchée par le coup d'État de [février] 2021.

Cette cérémonie, très tape-à-l'œil, a mis en évidence les profondes divisions politiques et culturelles. De nombreux acteurs

et réalisateurs travaillent désormais en exil. Ils remportent des prix, tout en soutenant la résistance. Parallèlement, ceux qui sont restés en Birmanie seraient contraints, sous la menace, de démontrer leur loyauté à la junte.

En marge de cette remise des prix, on constate la multiplication des sanctions, avec un renforcement de la censure, voire des peines de prison infligées à certains professionnels du cinéma. Comme le laisse entendre le discours de Min Aung Hlaing lors de la cérémonie, la junte tente non seulement d'éradiquer toute dissidence, mais aussi de purger la vie culturelle birmane de tout ce qu'elle juge nuisible pour les valeurs bouddhiques traditionnelles.

Croisade culturelle. Comme les régimes militaires précédents, la junte actuelle considère cette croisade comme essentielle pour sa légitimité. Elle se place ainsi dans les pas des anciens rois Bamar [qui ont dominé la Birmanie centrale entre le IX^e siècle et la colonisation britannique au XIX^e siècle], protecteurs du bouddhisme et de la morale bouddhique dans le royaume. La répression qui en découle touche aussi bien le cinéma que l'édition de livres ou le mannequinat.

Une affaire a notamment fait grand bruit : celle des mannequins Thinzar Wint Kyaw et Nang Mwe San, inculpées en août 2022 pour avoir mis en ligne des contenus sexuellement explicites, en vertu de l'article 33.a de la loi sur les transactions électroniques. Cet article de loi, adopté en 2004, sanctionne entre autres tout acte jugé "préjudiciable à la culture nationale". Quelques mois plus tard, Thinzar Wint Kyaw et Nang Mwe San ont été condamnées respectivement à cinq et six ans de prison. Si la première a été libérée à la faveur d'une amnistie en janvier, la seconde est toujours derrière les barreaux.

Pourtant, la junte semble prête à fermer les yeux sur les contenus explicites des artistes dès lors qu'ils acceptent de participer à

Sur la boîte d'épingles :
Censure. Dessin de Nayer
Talal Nayer, Éthiopie.

Contexte

UNE DÉCENNIE DE LIBERTÉ

À partir de 2011, après le départ de l'armée du pouvoir, la censure sur les journaux et l'édition est levée. Les spectacles comiques ne sont plus interdits. La censure s'assouplit également pour les films et les productions musicales. Les galeries d'art se développent, donnant à voir l'effervescence créatrice d'une jeune génération d'artistes. La vie artistique se déploie très rapidement avec notamment, en février 2013, le premier festival international de littérature.

Quelques mois plus tard a lieu le premier festival de films consacrés aux droits humains. Cette vitalité culturelle est brutalement interrompue par le coup d'État militaire du 1^{er} février 2021. Les artistes utilisent alors leur créativité pour dénoncer les militaires.

Nombreux sont ceux qui partent en exil, sont emprisonnés ou tués comme le poète Khet Thi, mort sous la torture en mai 2021.

ses propres cérémonies publiques et de soutenir sa propagande.

En exil depuis le coup d'État, le cinéaste et auteur Thorn Nay Soe estime que le régime fait preuve d'une profonde hypocrisie en s'assignant comme mission d'éradiquer le vice et de promouvoir la vertu : "Ils prennent des mesures contre les vidéos musicales trop sexy mais ne font rien contre leurs propres soldats qui agressent et torturent des jeunes filles, en particulier lors des interrogatoires."

Celui qui est aujourd'hui directeur adjoint de l'Académie du film du printemps, un organisme reconnu par le gouvernement d'unité nationale

"Ils s'assurent que les films n'abordent pas de sujet politique, puis ils vérifient les tenues des actrices."

UN CINÉASTE QUI PRÉFÈRE GARDER L'ANONYMAT

(NUG), parallèle à celui de la junte, ajoute : *"Ils se pavent pour cacher leur caractère de monstre."*

La décennie de réformes politiques [entre 2011 et 2021] qui a précédé le coup d'État a été marquée par une libéralisation spectaculaire de la vie culturelle. La censure avant publication avait été levée pour la presse écrite en 2012 et, bien qu'elle fût maintenue pour le cinéma et la télévision, les censeurs étaient devenus plus tolérants.

Aujourd'hui, Min Aung Hlaing fait machine arrière, revenant au temps de la junte du général Than Shwe (1992-2011). À cette époque, il était interdit aux chanteurs portant des cheveux longs de monter sur scène, et aux femmes de découvrir leurs jambes au-dessus des chevilles.

Le bureau de la censure est maintenant "un ramassis de larbins au service des militaires", dénonce de façon anonyme un cinéaste de Rangoon, la plus grande ville du pays. Même s'il n'y a pas d'obligation officielle, les réalisateurs préfèrent soumettre aux censeurs leurs scénarios avant de commencer un tournage. Par précaution, pour éviter tout gaspillage.

Promotion du bouddhisme. Un nouveau passage par le bureau de la censure est ensuite nécessaire avant la sortie du film. Les censeurs ordonnent souvent que des scènes soient coupées ou modifiées, et ils ont le pouvoir d'interdire la diffusion. "Ils s'assurent que les films n'abordent pas de sujet politique, puis ils vérifient les tenues des actrices, explique le cinéaste. Si une robe est trop courte, ils nous demandent de la retoucher ou de la flouter." En revanche, les contenus à caractère raciste, sexiste ou homophobe sont en général acceptés.

Le cinéma fait depuis longtemps preuve d'une grande étroitesse d'esprit, avec des réalisateurs véhiculant les préjugés les plus répandus à l'encontre

des groupes minoritaires. Cela ne dérange ni la junte ni ses censeurs – qui, de l'avis du cinéaste, ne se soucient que de protéger et de promouvoir le bouddhisme. [La Birmanie reconnaît officiellement 132 ethnies sur son territoire, excluant les Rohingyas. Les jentes qui se sont succédé depuis l'indépendance du pays défendent la primauté de l'ethnie bamar, majoritaire.]

Ce chauvinisme est profondément ancré dans le régime militaire. Si le bouddhisme n'a pas officiellement le statut de religion d'État, la Constitution de 2008, rédigée par les militaires, lui confère une "position spéciale" en tant que religion "pratiquée par la grande majorité des citoyens" birmans.

Au nom de la protection des valeurs bouddhiques traditionnelles, le régime revient également sur les progrès réalisés en matière de droits des minorités sexuelles durant les années qui ont précédé le coup d'État. Le secteur de l'édition en souffre particulièrement, avec l'interdiction par le ministère de l'Information de onze livres jugés "obscènes" et la radiation de dix maisons d'édition et imprimeries.

Les onze livres censurés étaient tous des romans racontant les relations amoureuses de jeunes homosexuels. Des ouvrages qualifiés par la junte de "cochons" et susceptibles de faire naître des "pensées déviantes" dans la tête des jeunes lecteurs.

"Cela me fait de la peine de voir de bons livres disparaître à cause de la vision conservatrice et étroite du régime, confie un lecteur assidu. Car, grâce à ces livres, on pouvait promouvoir l'éducation à la diversité. L'arrivée de la junte au pouvoir a mis un terme à ce genre d'espoirs."

"L'expression 'incompatible avec la culture' sert à justifier la censure et les interdictions", explique Ye Yint Linkar, président de la Fédération des jeunes poètes de Birmanie. *"L'art ne peut exister sans liberté de créer, renchérit Thorn Nay Soe. On le tue quand on essaie de le soumettre à des contraintes. Si l'on encercle un arbre avec des fils de fer, il restera rabougri, tel un bonsai. Sous la junte, rien ne peut se développer. L'art comme tout le reste!"* —

Publié le 25 février



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Dans la guerre de résistance contre la junte birmane, les poètes montent en première ligne

En Birmanie, les poètes ont toujours été aux avant-postes des combats politiques. Fidèle à cette lignée, Maung Saungkha, 31 ans, a même troqué sa plume contre un fusil. À la tête d'un millier de combattants, il espère renverser la junte militaire. **The New York Times** l'a rencontré dans sa base, en pleine jungle de l'État Karen.

SOURCE

FRONTIER MYANMAR

En exil, Birmanie

frontiermyanmar.net/en

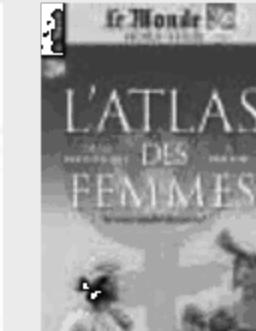
Fondé en juillet 2015, durant la période de démocratisation de la Birmanie, entre 2011 et 2021, *Frontier Myanmar* a d'abord été un magazine bimensuel. Il a été fondé par Sonny Swe, un journaliste aguerri qui a passé plusieurs années en prison pour son travail de reporter sous la dictature militaire durant les années 2000. *"Frontier"* a été l'un des premiers organes de presse du secteur privé à proposer des informations indépendantes depuis l'intérieur du pays, après que le gouvernement de Thein Sein a aboli le régime de censure en 2012. Après le retour de la junte au pouvoir en février 2021, la rédaction a été décimée par l'arrestation de plusieurs journalistes. *Frontier Myanmar* poursuit désormais son travail d'information avec des journalistes en exil et une équipe de reporters qui travaillent clandestinement à l'intérieur de la Birmanie.

DÉCOUVREZ LA SÉLECTION COURRIER INTERNATIONAL

NOS HORS-SÉRIES



LES ATLAS

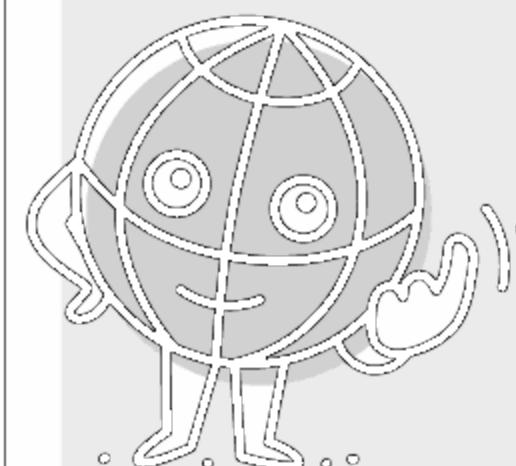
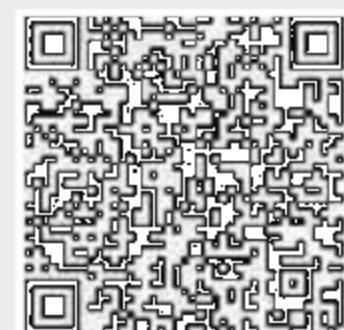


LIVRES ET BD



ET AUSSI DVD, PUBLICATIONS NUMÉRIQUES, NOS NOUVEAUTÉS

POUR COMMANDER, SCANEZ LE CODE QR



OU RENDEZ-VOUS SUR NOTRE SITE :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com>

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

à la une

RÉINVENTER L'AIDE INTERNATIONALE



Au premier jour de son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump s'est empressé de suspendre les programmes de l'Agence des États-Unis pour le développement international [USAID]. Au début de février,

Elon Musk, à la tête de son "département de l'efficacité gouvernementale" [Doge], a fermé l'agence.

Un choc mondial : ses financements représentaient près du tiers de l'aide planétaire en 2024. Le système de l'aide internationale pourra-t-il s'en remettre ? Le *Financial Times* semble en douter. Mais des voix appellent à saisir cette occasion pour repenser le modèle qui prévalait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

—Financial Times, extraits (Londres)

Soixante ans avant que, aux États-Unis, Elon Musk ne décide de passer à la “broyeuse” l’Agence des États-Unis pour le développement international [USAID, voir encadré ci-contre] et que, au Royaume-Uni, le Premier ministre [travailliste], Keir Starmer, n’annonce de profondes coupes dans le budget d’aide internationale déjà exsangue, les pays riches remettaient déjà en question l’efficacité – et tout bonnement l’intérêt – de l’aide internationale.

En 1961, selon un rapport de l’USAID, la Corée du Sud, qui constitue aujourd’hui une des économies les plus développées au monde, était un “trou à rats”, un “puits sans fond” engloutissant les aides internationales. Quelques années plus tard, en 1968, un grand rapport commandé par la Banque mondiale, dont le premier chapitre s’intitulait “L’aide en crise”, arrivait à cette conclusion : l’adhésion des donateurs et des bénéficiaires [aux programmes d’aide] va s’amenuisant. Plus récemment, en 2009, l’économiste zambienne Dambisa Moyo expliquait dans son livre *Dead Aid* [“Aide morte”, inédit en français] que l’Afrique était “accro aux aides” et que “l’idée selon laquelle ces aides permettent de lutter contre la pauvreté systémique est un mythe”.

De nos jours, les États-Unis de Donald Trump rechignent à donner ce qu’un petit coup de pouce à d’autres pays. Et avant même que l’administration Trump ne décide de liquider l’USAID, le vice-président américain, J. D. Vance, déclarait à Fox News : “Nous devons d’abord aimer notre famille, puis nos voisins, puis notre communauté, puis notre pays, et seulement après prendre en compte les intérêts du reste du monde.”

Priorités locales. Puisant dans le langage des guerres culturelles, Musk attaque l’USAID sans faire dans la dentelle : c’est à ses yeux un “nœud de vipères de marxistes de la gauche radicale” qui œuvre contre les intérêts américains.

Du côté de l’Europe, qui compte parmi les autres donateurs avec une poignée de pays riches de l’OCDE, l’aide internationale est également sous pression. Comprimés par le ralentissement de la croissance, les budgets d’aide européens sont alloués à des priorités locales, telles que l’hébergement des demandeurs d’asile et l’aide humanitaire à l’Ukraine.

Avant même que Keir Starmer ne ratatine le budget britannique à 0,3 % du PIB, le précédent gouvernement conservateur avait renoncé à maintenir le budget de l’aide internationale à 0,7 % du PIB. En 2020, il avait même fermé le renommé ministère du Développement international pour regrouper ses activités au sein du ministère des Affaires étrangères.

Ce désengagement occidental soulève plusieurs questions, en premier lieu sur ses répercussions pour les populations les plus pauvres de la planète, mais aussi sur ses conséquences pour la santé et la sécurité mondiale.

Qui plus est, l’influence occidentale dans le “Sud global” pourrait prendre un rude coup dans l’aile, en particulier si la Chine, la Russie

et d’autres pays cherchent à combler le vide laissé par l’Occident. D’une manière générale, la question se pose également de savoir quelle forme prendra cette aide, alors que les gouvernements revoient leurs priorités et risquent de vouloir avant tout défendre leurs intérêts commerciaux et géopolitiques.

Comme le rappelle Stefan Dercon, ancien économiste en chef du ministère du Développement international britannique, au lendemain de la chute du mur de Berlin, l’aide a cessé d’être un instrument géopolitique. Aujourd’hui, il pense au contraire qu’elle le devient de plus en plus : “On supprime de l’aide la notion de générosité.”

D’aucuns espèrent pourtant que le démantèlement de nos vieilles structures d’aide au développement pourrait être l’occasion de réimaginer l’aide internationale au xxie siècle. “Trump est en train de mettre en pièces quelque chose d’essentiel pour certaines des populations les plus vulnérables

Pour Elon Musk, l’USAID représente un “nœud de vipères de marxistes de la gauche radicale”.

du monde”, déplore Ylva Lindberg, vice-présidente exécutive de Norfund, le fonds norvégien d’investissement destiné aux pays en développement. “Cela dit, l’organisation et le financement de l’aide internationale doivent impérativement être repensés. Tout le chaos que sème Trump nous poussera peut-être à revoir notre conception de l’aide internationale.”

Depuis toujours, l’aide internationale est un équilibre entre trois éléments : l’aide humanitaire, le développement à long terme et l’influence. C’est d’ailleurs ce qui la rend difficile à accepter d’un côté par les contribuables, de l’autre par les pays bénéficiaires, qui contestent souvent l’idée selon laquelle ces aides sont fondamentalement altruistes.

L’actuel désengagement occidental inquiète évidemment ceux qui sont convaincus que l’aide internationale fait beaucoup plus de bien que de mal. Selon la Banque mondiale, la part de la population mondiale vivant dans un état d’extrême pauvreté – sous le seuil de 2,15 dollars par jour – est passée de 38 % en 1990 à 8,5 % en 2024. Approximativement au cours de la même période, le nombre d’enfants mourant avant leur cinquième anniversaire a chuté de 12,5 à 4,9 millions.

“Au compte-gouttes”. Ces progrès sont notamment dus à la croissance rapide de la Chine, de l’Inde et d’autres économies émergentes. Mais aussi à l’aide internationale, soulignent les experts, en particulier en Afrique, en Asie du Sud et dans les zones les plus pauvres de l’Amérique latine.

D’après Bright Simons, directeur de recherche au sein du groupe de réflexion Imani, à Accra, au Ghana, rares sont en effet les pays à être sortis de la pauvreté sans l’aide d’autres pays. La Chine, souligne-t-il, a elle-même bénéficié de milliards de dollars de prêts japonais à

✓ Dans l’immense camp de Balukhali-Kutupalong, qui accueille des réfugiés rohingyas, à Cox’s Bazar, dans le sud du Bangladesh.
Photo Gabriele Cecconi

Contexte

L’USAID taillée en pièces

●●● “Il est temps qu’elle disparaisse”, a déclaré Elon Musk. L’Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) est devenue l’une des premières cibles de son “département de l’efficacité gouvernementale” (Doge). Début février, son siège a été fermé, l’accès à la boîte e-mail coupé pour une grande partie du personnel, tandis que le secrétaire d’État, Marco Rubio, mettait sous tutelle l’agence indépendante. En quelques jours, la plupart des contractuels et employés ont été placés en congé. Et ce alors que Donald Trump avait ordonné dès janvier un gel de toute l’aide à l’étranger – même si des initiatives “sauvant des vies” ont finalement été préservées. Le 18 mars, un tribunal fédéral a estimé que le démantèlement de l’agence par Musk et son Doge avait “probablement violé la Constitution”. Le juge Theodore Chuang a ordonné de rétablir l’accès du personnel aux courriels et aux locaux, “même si ce répit ne sera sans doute que provisoire” selon **The New York Times**. Après avoir passé en revue les activités de l’USAID, le gouvernement Trump a déclaré éliminer 83 % de ses programmes. Le reste pourrait faire l’objet d’une profonde réorganisation; c’est du moins ce que propose une note interne obtenue par **Politico**. Il y est question de transformer l’USAID en une “agence pour l’assistance humanitaire internationale” sous la houlette du département d’État. De quoi servir davantage les intérêts géopolitiques de Washington.



SOURCE

FINANCIAL TIMES

Londres, Royaume-Uni

Quotidien

ft.com

Fondé en 1888,

le *Financial Times*

est aujourd’hui

le quotidien financier

et économique

de référence en

Europe. Il n’y a

pas une institution

financière ou banque

digne de ce nom

qui ne reçoive

un exemplaire de

ce journal britannique

reconnaissable à son

papier rose saumon.

Il a été racheté par

le groupe japonais

Nikkei en 2015.

des conditions préférentielles, prêts qui lui ont permis de construire des infrastructures, de stimuler sa croissance et de sortir de la pauvreté.

Pour Jeffrey Sachs, directeur du Centre pour le développement durable à l’université Columbia, le problème de l’aide internationale n’est pas qu’il y en a trop, mais pas assez : les pays pauvres reçoivent “des aides au compte-gouttes, si minimales qu’elles ne peuvent pas véritablement faire décoller leur économie”. “Pourquoi choisir entre la lutte contre le paludisme et l’éducation des enfants?” s’interroge-t-il. “Il serait très facile de financer ces deux causes à la fois si les autorités américaines, britanniques, européennes et autres le voulaient vraiment.”

Par la force des choses, l’aide internationale évolue en même temps que les réalités géopolitiques. Dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis consacraient 3 % de leur PIB à l’aide internationale, soit plus de dix fois plus qu’aujourd’hui. Une grande partie

de ces fonds a alors été injectée dans le plan Marshall [1948], qui a permis de reconstruire le Japon, ainsi que l'industrie et les infrastructures d'Europe.

Dans les années 1980 et 1990, les pays occidentaux se sont servi de l'aide internationale pour inciter les pays en développement, en particulier les pays d'Afrique qui s'étaient convertis au socialisme, à adopter des réformes pour ouvrir leurs marchés. Après l'effondrement du communisme, cette politique a été élargie à l'Europe de l'Est.

Au XXI^e siècle, la guerre froide étant derrière nous, les grandes priorités sont devenues la lutte contre la pauvreté et la défense des droits des populations les plus pauvres. C'est ce que reflètent notamment les objectifs du millénaire pour le développement [2000] et les objectifs de développement durable [2015] des Nations unies.

La fermeture de l'USAID en février, du jour au lendemain, a des retentissements dans le monde entier. Avec un budget de 44 milliards de dollars par an, l'agence gérait plus de la moitié des quelque 70 milliards de dollars que les États-Unis consacrent au développement international, notamment sous la forme d'aide militaire.

“L'aide internationale? Nous [Africains] devons y penser comme à quelque chose qui appartient au passé.”

Ngozi Okonjo-Iweala,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'OMC

En 2023, l'aide américaine représentait près de 30 % de l'aide internationale mondiale versée par 24 pays membres de l'OCDE, laquelle s'élève à quelque 223,3 milliards de dollars. À noter que l'aide de la Chine, apportée principalement sous la forme de prêts destinés à la construction de routes, de ports et d'aéroports dans le cadre de son programme des nouvelles routes de la soie, n'est pas prise en compte dans les chiffres de l'OCDE.

Samedi 1^{er} février, lorsque le site Internet de l'USAID a été désactivé, les travailleurs de l'aide internationale, qu'ils distribuent de la nourriture dans le Soudan ravagé par la guerre, assurent l'éducation des filles dans l'Afghanistan des talibans ou luttent contre les ravages de la drogue en Colombie, se sont préparés au pire. Et même quand le secrétaire d'État, Marco Rubio, a émis une dérogation pour les programmes qui fournissent une assistance vitale, bon nombre d'organisations sont restées fermées.

Alimenter les migrations. Les coupes budgétaires actuelles mettent en évidence à quel point certains pays dépendent des aides, notamment dans le domaine de la santé. Francisca Mutapi, spécialiste de santé mondiale à l'université d'Édimbourg, rapporte qu'en 2021 un tiers du budget de la santé de la moitié des pays africains dépendait de financements externes.

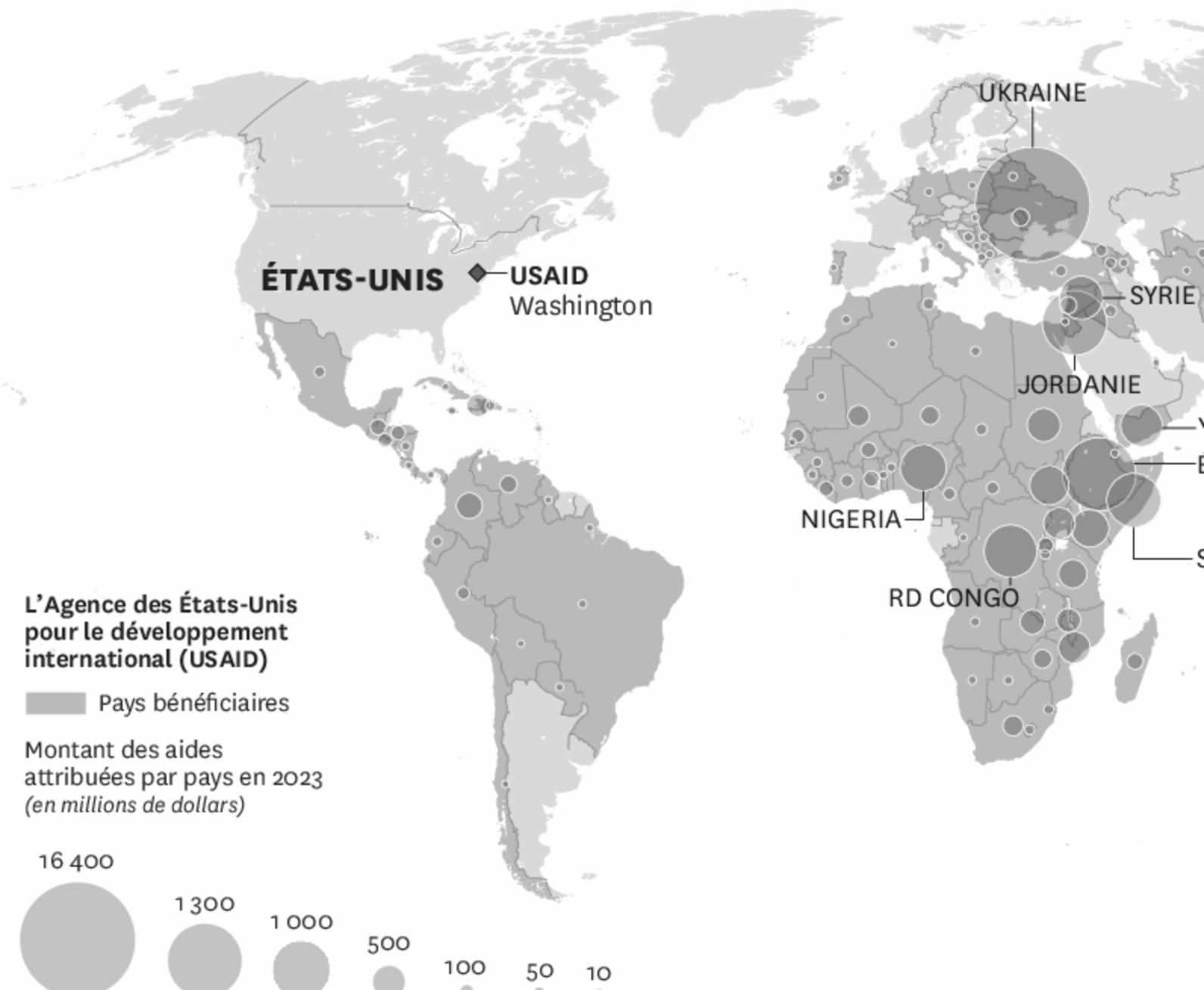
Chris Coons, sénateur démocrate du Delaware et ancien président du sous-comité sur l'Afrique de la commission des affaires étrangères de la

Rencontre

RENDEZ-VOUS À SÉVILLE

Dix ans après Addis-Abeba, Séville accueillera, du 30 juin au 3 juillet, la 4^e Conférence internationale sur le financement du développement. Le gel de l'aide américaine s'invitera certainement à l'ordre du jour, mais ce sera la dette des pays en développement qui occupera le cœur des débats. Comme le souligne **El País** en s'appuyant sur des chiffres du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), “56 pays consacrent 10 % de leur budget au paiement des intérêts, soit près de deux fois plus qu'il y a dix ans, et cela au détriment de l'éducation, de la santé et des services publics”. Une des solutions, préconisées notamment par l'Espagne, est la pratique des “échanges dette-nature”, qui consistent à réduire la dette d'un État contre son engagement à conduire des projets de développement ou de lutte contre le réchauffement climatique, par exemple.

Gel de l'aide internationale américaine : une crise globale



Chambre des représentants, explique que certains républicains sont choqués par l'ampleur des réductions budgétaires : “Ils voulaient en finir avec le côté woke. Remanier un peu les choses, mais certainement pas laisser mourir de faim des enfants.”

Les réactions des pays bénéficiaires de ces aides se font pour l'heure plus discrètes. “Les gens pleurent, ils se plaignent que Trump ne nous donne plus d'argent”, commentait Uhuru Kenyatta, ancien président du Kenya, lors d'un sommet régional sur la santé à Mombasa en janvier. “Mais au lieu de pleurer, nous devons nous demander : ‘Que pouvons-nous faire pour subvenir à nos besoins?’” Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), abonde en son sens : “En Afrique, nous devons changer de mentalité. L'aide internationale? Nous devons y penser comme à quelque chose qui appartient au passé.”

Reste que les pays concernés ne pourront pas s'adapter en un claquement de doigts, réagit Ken Opalo, professeur associé à l'université de Georgetown, à Washington. “Jusqu'à présent, les gouvernements africains ne semblent pas avoir élaboré de plan sérieux en cas d'urgence. Ils sont purement et simplement dépendants des aides.”

Pour évaluer les répercussions de la suppression des aides, il faut commencer par déterminer leur utilité réelle. Or, selon Bright Simons, du groupe de réflexion Imani, elles avaient de moins en moins d'effets. Alors qu'auparavant les

pays riches cherchaient à stimuler la croissance des pays pauvres jusqu'à ce qu'elle atteigne un niveau qui leur permette de se transformer, ces derniers temps, estime-t-il, leurs objectifs ont été dilués. La bureaucratie qui se trouve derrière l'aide internationale – pensons aux 17 objectifs de développement durable des Nations unies, déclinés en 169 cibles – “s'affaisse sous son propre poids et se perd dans sa propre complexité”.

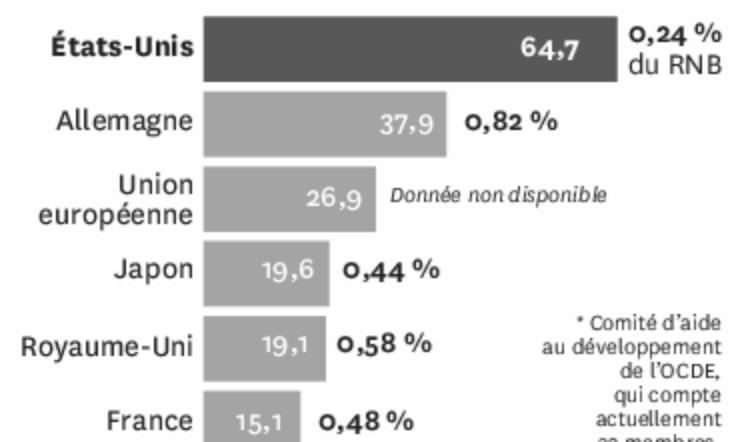
James Robinson, coauteur du livre *Why Nations Fail* [“Pourquoi les nations échouent”, inédit en français, 2012] et corécipiendaire du prix Nobel d'économie 2024, rejette ces critiques. “Je ne pense pas que l'aide internationale soit le problème, ni même la solution, dit-il. Si un puits est creusé dans une région rurale de Madagascar, c'est magnifique. Si un toit est installé sur une école de Sierra Leone, ce n'est pas un problème : c'est utile aux gens.” Les coupes actuelles, ajoute-t-il, ne feront qu'aggraver la pauvreté et l'insécurité, et alimenter les migrations. “Que risque-t-il de se passer si on coupe les vivres à des populations pauvres? Elles seront encore plus désespérées et enclines à partir.”

L'Occident pourrait par ailleurs perdre de son influence, avertissent les experts. Lorsqu'il a créé l'USAID, en 1961, en pleine guerre froide, le président John F. Kennedy y voyait ouvertement un précieux outil diplomatique. “C'est une puissante source de pouvoir pour nous, avait-il déclaré au personnel recruté pour l'agence. Quand nous ne voulons pas envoyer de troupes américaines dans

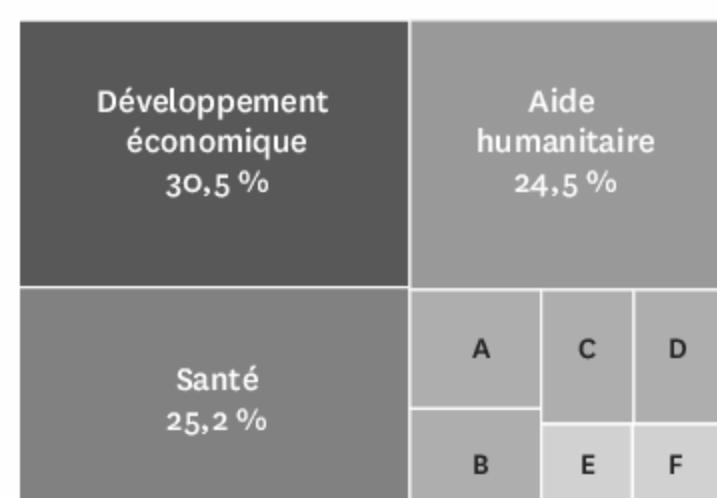


Principaux fournisseurs de l'aide publique au développement

(membres du CAD*, 2023, en milliards de dollars et en % du revenu national brut [RNB])



Répartition de l'aide étrangère versée par les États-Unis (au cours de l'exercice 2023, par catégorie)



A Projets multisectoriels 4,5 %. B Assistance (logistique, administratif, technique...) aux différents programmes mis en place 3,8 %. C Démocratie et droits humains 3,6 %. D Missions de maintien de la paix et de sécurité 3,4 %. E Éducation et services sociaux 2,2 %. F Environnement 2,2 %.

SOURCES : AGENCE DES ÉTATS-UNIS POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (USAID), FOREIGNASSISTANCE.GOV, OCDE, "THE NEW YORK TIMES".

ment aux autres cercles.

les nombreuses zones où la liberté se trouve menacée, c'est vous que nous envoyons."

Même si ces aides ne suffisent pas toujours à conquérir les coeurs et les esprits, le fait est qu'elles y parviennent parfois. Le Pepfar, le plan d'aide d'urgence à la lutte contre le sida à l'étranger lancé par George W. Bush en 2003, a sauvé la vie de pas moins de 26 millions de personnes, ce qui lui a valu d'être couvert d'éloges.

Le sénateur Chris Coons explique que, dans le domaine de la santé mondiale, les programmes financés par les États-Unis aident les pays les plus pauvres du monde à gérer des épidémies de maladies infectieuses comme Ebola, Marburg ou la variole du singe [mpox], et évitent qu'elles ne se propagent dans le monde entier. Chris Coons ajoute que le travail d'ONG financées par les États-Unis contribue par ailleurs à dissuader les hommes jeunes avec peu de perspectives économiques de rejoindre des groupes terroristes ou des organisations de trafic d'êtres humains. En les supprimant, redoute-t-il, on risque de "créer un grand vide" qui laissera la voie libre "à la Chine, à la Russie, aux trafiquants et aux terroristes".

Du reste, l'Occident ne peut tout simplement pas se couper des problèmes du monde, estime Ayoade Alakija, spécialiste nigériane de la santé mondiale. Qui cite un proverbe yoruba : "Quand on lance une pierre sur un marché, il faut être prudent, car on risque de frapper un parent."

Dorénavant, les aides ont de plus en plus de chances d'être soumises à des conditions, dans le cadre de négociations commerciales ou autres, prévoit Stefan Dercon, cet ancien membre du ministère du Développement international britannique qui enseigne à présent à l'école d'administration Blavatnik, à l'université d'Oxford. Le monde en a eu un avant-goût pendant la pandémie de Covid-19, lorsque la Chine, la Russie, les États-Unis et l'Europe ont cherché, souvent en vain, à se faire des amis dans les pays en développement avec ce que l'on a alors appelé la "diplomatie du vaccin".

Nouveau type d'assistance. Mais Bright Simons trouve "naïf" d'imaginer que les pays pauvres pourront se tourner vers la Chine ou d'autres puissances pour combler le vide laissé par l'Occident. "Les puissances géopolitiques montantes, comme les Brics, ne voient pas l'intérêt de soutenir le système d'aide internationale classique", souligne-t-il.

Ylva Lindberg, de Norfund, prédit un autre scénario : les subventions vont laisser place à des investissements à but lucratif dans des entreprises. Chaque année, Norfund investit déjà quelque 7,7 milliards de couronnes (soit 670 millions d'euros) dans des entreprises étrangères – depuis une ferme solaire en Inde jusqu'à une exploitation laitière au Malawi, en passant par une banque au Honduras. Comme

ses homologues au Royaume-Uni, en France ou en Allemagne, ce fonds injecte des capitaux dans des entreprises qui peinent autrement à accéder à des financements. Si ces investissements représentent aujourd'hui moins de 2 % des aides des pays de l'OCDE, selon Ylva Lindberg, ce chiffre pourrait bien doubler, voire tripler.

Les États-Unis aussi semblent être en train de prendre cette direction. Lors de son premier mandat, Trump a créé l'US International Development Finance Corporation (DFC), dotée d'un budget de 60 milliards de dollars pour investir dans divers projets menés dans des pays avec

Selon Ylva Lindberg, du fonds d'investissement Norfund, les subventions vont laisser place à des investissements dans des entreprises.

des revenus intermédiaires à faibles. Même si le démarrage de la DFC a été lent, sous le mandat Biden, elle a financé un consortium de télécommunication en Éthiopie, une mine de graphite au Mozambique et un complexe plan de refinancement de la dette en Équateur.

Soulignons que la DFC a également approuvé un prêt de 553 millions de dollars au corridor de Lobito, une initiative majeure, menée par les Américains, pour construire une voie ferrée reliant les mines de Zambie et du Congo avec le port angolais de Lobito, sur la côte atlantique. Aux yeux des responsables américains, ce gigantesque chantier constitue un exemple de ce nouveau type d'assistance qui combine les intérêts stratégiques américains – en l'occurrence la lutte contre la mainmise chinoise sur des minéraux critiques – et le développement des pays bénéficiaires.

"Plutôt que d'exporter des matières premières vers la Chine, qui peut profiter de sa place dans la chaîne d'approvisionnement mondiale pour faire chanter les autres pays, c'est une solution gagnant-gagnant pour les Africains et les Américains", résume Peter Pham, un spécialiste de l'Afrique qui travaille actuellement à l'Atlantic Council, à Washington, et qui, selon certains, pourrait prochainement jouer un rôle de premier plan dans la nouvelle administration Trump.

En février, Trump a signé un décret présidentiel pour créer un fonds souverain, laissant spéculer que la DFC pourrait être intégrée à cette nouvelle organisation. "Au lieu d'être une institution de financement du développement, il s'agira sans doute davantage d'un instrument géopolitique", présume Ylva Lindberg. Les investissements commerciaux, ajoute-t-elle, ne remplaceront jamais les projets purement humanitaires comme la gestion d'urgence des catastrophes naturelles ou des crises migratoires. Aussi les choses vont-elles se durcir dans le domaine de l'aide internationale. "Je ne dirais pas que l'altruisme est mort", conclut-elle. Mais en règle générale, les intérêts nationaux occuperont beaucoup plus de place."

—David Pilling,
publié le 4 mars



Un effondrement planétaire



VU DE...

Tuberculose au Kenya, instruction pour les filles afghanes, soutien au journalisme indépendant... Partout dans le monde, des programmes risquent de disparaître après le gel de l'aide internationale des États-Unis.

Ukraine. Les anciens combattants livrés à eux-mêmes

La hotline mise en place par l'ONG Veteran Hub fonctionnait 24 heures sur 24, raconte **The Kyiv Independent**. Chaque mois, elle recevait plus de 1 300 appels. «Pour les anciens combattants et leurs familles, il est crucial de savoir qu'ils peuvent compter sur quelqu'un à tout moment», explique l'une de ses responsables, Olha Koutcher. La hotline est désormais fermée. Dostoupno travaillait quant à elle depuis des années avec des personnes handicapées et, notamment, des soldats blessés depuis l'invasion du pays par la Russie, explique **Radio Free Europe/Radio Liberty**. Elle les aidait à retourner à la vie civile et leur dispensait un soutien psychologique. Tous ces programmes sont désormais en suspens et Nataliya Parkhitko, directrice par intérim de Dostoupno, dit remuer ciel et terre pour sauver son équipe de huit salariés.

Indonésie. La fin du journalisme d'investigation

La suppression de 270 millions de dollars d'aide américaine pour soutenir le journalisme indépendant à travers le monde a porté un coup sévère aux médias d'investigation. Exemple en Indonésie où, selon le site Internet **Mongabay**, des médias comme *Remotivi*, *New Naratif* ou *Project Multatuli* ont vu leurs enquêtes sur des sujets environnementaux sensibles, peu traités par les médias de masse, interrompues : prolifération des mines de nickel dans l'est du pays sous l'afflux d'investissements chinois ou encore déforestation massive de terres pour accueillir la future capitale à Kalimantan. «Nous avions conscience que nous devrions un jour nous affranchir des grands bailleurs», explique le directeur de *Remotivi*. «Les coupes ne font qu'accélérer l'urgence de réinventer notre modèle économique», confie la cofondatrice de *Project Multatuli*.

↑ Une infirmière vient d'effectuer un prélèvement sur Dalvin Modore, un Kenyan atteint de tuberculose, le 28 février 2025. Photo Brian Otieno/The New York Times

↗ Des employées du Programme alimentaire mondial à Kaboul auprès de femmes afghanes, le 16 juin 2022. Photo Kiana Hayeri/The New York Times

Eswatini. Les serpents vont tuer à nouveau

À la différence des autres pays d'Afrique sub-saharienne, où les morsures de serpent ont causé 20 000 décès en 2023, l'Eswatini (appelé Swaziland jusqu'en 2018) n'en a enregistré aucun. Et ce grâce à un hôpital, The Luke Commission, spécialisé dans la prise en charge des victimes de morsure. «Maintenant nous n'avons plus nulle part où les envoyer. Nous allons revenir en arrière, quand il y avait plus de 60 morts chaque année», se désespère Thea Litschka-Koen, experte des morsures de serpent, auprès du **Mail & Guardian**. L'hôpital a en effet été contraint de fermer ses portes le 6 février à la plupart des patients en raison, notamment, de l'arrêt des financements de l'USAID.

Kenya. Les oubliés de la tuberculose

Dalvin Modore a 40 ans et il est atteint de tuberculose. Il fait partie «des milliers de Kényans et des centaines de milliers de personnes atteintes à travers le monde qui ont perdu l'accès aux traitements et aux tests de diagnostic» depuis le gel de l'aide américaine, raconte **The New York Times**. En outre, les cas contacts n'ont plus accès à des médicaments préventifs et les patients avec une forme résistante à des thérapies innovantes. Une partie des programmes pourrait finalement reprendre, mais entre-temps, les États-Unis auront «gelé le système». Le journal américain redoute un effondrement de l'ensemble du système de recherche, de diagnostic et de traitement de cette maladie «qui tue plus de personnes dans le monde que toute autre maladie infectieuse».



Afghanistan. Coup fatal à l'éducation des filles

En Afghanistan, depuis le retour au pouvoir des talibans en 2021, l'éducation des filles passe par des écoles clandestines qui scolarisent 5 000 fillettes et adolescentes et emploient plus de 100 enseignants, indique la radio américaine **NPR**. Comme les programmes qui assuraient leur existence sont contraints de cesser, ces "secret schools" vont fermer. Abandonner leurs études, c'est peut-être aussi le sort qui attend les 82 Afghanes étudiant à Oman. "Le 28 février, elles ont été informées que leurs bourses [financées par l'USAID] s'arrêtaient et qu'elles seraient renvoyées en Afghanistan dans les deux semaines, une annonce qu'elles avaient laissées 'sous le choc et en larmes'", rapporte la **BBC**. Non seulement ces jeunes Afghanes devaient abandonner leurs études mais, en plus, elles craignaient pour leur vie. Finalement, le département d'État américain a indiqué au média britannique que les bourses seraient maintenues jusqu'au 25 juin. Mais que se passera-t-il ensuite ?

Colombie. Le processus de paix en lambeaux

La suspension de l'aide extérieure américaine "compromet la mise en œuvre de l'accord de paix" signé en 2016 avec la guérilla des Farc et "la lutte contre le narcotrafic", affirme le quotidien **El Colombiano**. Longtemps considérée comme un fidèle allié des États-Unis, la Colombie est le principal bénéficiaire d'USAID en Amérique latine, avec plus de 400 millions de dollars de fonds alloués chaque année, selon **El País America**. Au départ destinée à l'achat

Vu de Turquie

LA FIN DE LA "PERVERSION"

La presse turque progouvernementale applaudit la fin des financements de l'USAID, qui bénéficiaient à de nombreuses initiatives de la société civile. L'organisation est accusée d'avoir financé des médias indépendants aux positions parfois critiques du pouvoir, mais surtout d'avoir soutenu ce que cette presse nomme la "perversion LGBTQI". Le journal nationaliste **Aydinlik** affirme que "l'USAID servait à financer des activités contre la Turquie" qui "embourbaient [sa] jeunesse dans le marécage LGBT". Même son de cloche chez **Yeni Safak**, quotidien islam-nationaliste qui se réjouit : "Plus d'argent pour les LGBT!" Le journal dénonce "le plan des mondialistes pour changer les sociétés par l'intermédiaire de l'USAID", arguant que quelques dizaines de milliers de dollars auraient été alloués à des projets turcs d'étude sur les minorités LGBTQI ou de lutte contre l'homophobie.

d'armement, l'assistance américaine a évolué avec le temps, permettant notamment de financer la substitution de plantations de feuilles de coca par des produits légaux, ainsi que la réinsertion sociale d'ex-guerilleros ayant déposé les armes pour se consacrer à l'écotourisme ou à des plantations de café et de cacao.

Syrie. Et l'eau potable est devenue hors de prix

Dans le camp de réfugiés de Qah, dans la province d'Idlib, l'arrêt des financements américains a eu pour conséquence immédiate de rendre l'eau potable payante. "On dépense 15 dollars par mois", se lamente Hussein Al-Nahlawi, un habitant du camp qui en gagne 80 mensuellement. Sans compter que "les ordures, à l'origine d'odeurs nauséabondes, s'accumulent et font planer la menace de maladies", rapporte le site **SciDev.Net**, dont un journaliste s'est rendu sur place. La survie des personnes déplacées, ayant fui les zones de combat ou dont la maison a été détruite par la guerre, et qui se sont massées pendant plus d'une décennie dans les camps du nord de la Syrie, dépend d'ONG assurant l'assainissement, la gestion des déchets, la distribution alimentaire ou encore l'accès aux soins.

Cambodge. Le déminage entre parenthèses

"Je pensais que c'était une pièce de métal et j'ai joué avec", confie Yeath Saly sur son lit d'hôpital au quotidien australien **The Age**. L'objet ramassé par le garçon de 11 ans était en fait un des millions d'engins explosifs jonchant encore le sol cambodgien. Ce sont des résidus des décennies de guerre civile (1967-1998), mais aussi une partie des obus provenant des bombardements américains entre 1965 et 1970, période durant laquelle plus de bombes ont été larguées sur le Cambodge que durant la Seconde Guerre mondiale en Allemagne. Depuis 1993, les États-Unis ont consacré près de 190 millions de dollars pour déminer l'ensemble du pays. Un soutien suspendu, tout comme l'emploi

de 210 Cambodgiens. "C'est comme une voiture lancée à plein régime qui doit s'arrêter brutalement", confie au journal Heng Ratana, directeur de l'organisme de déminage Cambodian Mine Action Centre.

République démocratique du Congo. Vers une propagation de la mpox?

À Kinshasa, une campagne de porte-à-porte permettant de sensibiliser les habitants à l'épidémie de mpox (variole du singe) en cours dans le pays, les incitant à surveiller l'apparition de symptômes et à se faire vacciner, est en sursis. L'association américaine qui a mis en place ce programme a perdu sa subvention de l'USAID. Citée par **The Baltimore Banner**, Debora Freitas Lopez, sa directrice, affirme que "si on n'arrête pas cette dangereuse souche de mpox qui se propage en Afrique, non seulement il y a des morts qui [ne seront plus] évitées [dans cette région], mais le virus pourrait revenir aux États-Unis. C'est pourquoi le travail que nous faisons est si important." Le site d'information rappelle que "l'épidémie de mpox de 2022 qui avait commencé en Afrique avait touché 32 000 personnes – en tuant 58 – aux États-Unis".

Bangladesh. Les Rohingyas rationnés

Après avoir fui des persécutions en Birmanie, plus de 1 million de réfugiés rohingyas vivent dans la région de Cox's Bazar au Bangladesh. "L'arrêt de l'aide américaine conduit au sous-financement de programmes vitaux qui manquent déjà de fonds et agravera la vulnérabilité des réfugiés", avertit dans **The Diplomat** un photожournaliste rohingya. Le retrait des États-Unis, un donateur indispensable pour subvenir aux besoins en nourriture et faciliter l'accès aux soins, à l'éducation et à l'eau des réfugiés, plonge dans le désespoir cette population abandonnée par la communauté internationale. Le Programme alimentaire mondial a annoncé que les rations alimentaires mensuelles passeraient, à partir d'avril, de 11 à 5 euros par personne. —

500 000

MORTS, c'est, en Afrique du Sud, le nombre de décès supplémentaires du VIH dans les dix années à venir qui seront imputables à la disparition des fonds de l'USAID. Ces projections réalisées par la Fondation Desmond Tutu ont été relayées par le site **News24**. L'Afrique du Sud est le premier foyer au monde de l'épidémie de VIH, avec plus de 16 % de la population adulte vivant avec le virus. Si le gouvernement finance l'essentiel du programme de lutte contre le VIH, les fonds américains restent essentiels et, sans eux, le suivi et le dépistage seront affaiblis. Le désengagement américain dans la lutte contre le sida touche de nombreux autres pays, comme l'Inde, où un programme de traçabilité des cas contacts s'est arrêté, et le Kenya où, depuis le gel de l'USAID, les prostituées sont obligées de réutiliser des préservatifs, raconte le quotidien **Nation**.

“Une belle occasion” pour repenser le modèle?

Partout, on redoute des conséquences catastrophiques après la suspension de l'aide américaine. Pourtant, certains, en Afrique notamment, y voient l'occasion de s'affranchir d'une trop forte dépendance vis-à-vis des pays donateurs.

Partout dans le monde le constat, pour ne pas dire l'effarement, a été le même : comment survivre au gel des financements de l'USAID ?

Le Péruvien Asier Hernando Malax-Echevarria, fondateur de la plateforme Acápacá et ancien directeur d'Oxfam pour l'Amérique latine et les Caraïbes, tirait la sonnette d'alarme dans une tribune publiée dans **El País America** : “Cette mesure est un séisme sans précédent qui met en péril le système d'aide internationale mis en place depuis 1945 et préservé par tous les présidents américains jusque-là, ainsi que par tous les autres dirigeants du monde entier.”

De fait, souligne sur le site **Semafor Africa** le Kényan Ken Opalo, professeur à l'université de Georgetown, à Washington, “les exemples ne manquent pas sur la façon dont l'aide humanitaire a permis d'améliorer les conditions de vie de la population à grande échelle et dans le monde entier. Des maladies qui tuaient des centaines de milliers d'enfants par an ont été éradiquées ou contenues, et des millions de personnes ont été sauvées et ont pu retrouver une espérance de vie normale grâce à des initiatives comme le Plan présidentiel d'urgence pour la lutte contre le sida (Pepfar).” À elle seule, l'Afrique subsaharienne a reçu, en 2023, 12,1 milliards de dollars de l'USAID “dans le but d'améliorer les soins de santé, d'apporter une aide alimentaire et de renforcer la sécurité”, rappelle le chroniqueur zimbabwéen Tafi Mhaka sur le site d'**Al-Jazeera**.

Pourtant, en dépit de ces montants colossaux, un grand nombre de voix s'élèvent aujourd'hui pour affirmer que la décision brutale de l'administration Trump pourrait être une chance pour les pays les plus pauvres. Outout au moins “un déclic pour l'Afrique”, comme l'assène Tafi Mhaka. “Pour certains Africains, cette suspension de l'aide américaine offre une occasion en or à nos pays qui en dépendent de repenser les politiques et stratégies nationales de réponse aux



besoins essentiels des populations”, abonde le média malien **Bamada.net**.

Sur le média participatif haïtien **Rezonodwes**, l'écrivain haïtien Patrick Prézeau Stephenson va dans le même sens. Certes, note-t-il, pour son pays, le gel de l'aide américaine (400 millions de dollars environ chaque année) “représente une crise existentielle pour des millions de citoyens qui dépendent de cette aide pour la sécurité alimentaire, les soins de santé et la stabilité économique”.

Mais, ajoute-t-il aussitôt, “cette coupure brute oblige également Haïti à se confronter à une réalité souvent éludée : la nécessité de repenser son modèle de développement et de réduire sa dépendance à l'aide extérieure”. Et de lister, en

s'appuyant sur les travaux de Jake Johnston, du Center for Economic and Policy Research, “les effets pervers sur le long terme” de la dépendance à l'USAID, “l'aide américaine [ayant] souvent servi les intérêts économiques des États-Unis plutôt que ceux d'Haïti”: “sabotage de l'agriculture locale, l'USAID [ayant] inondé le marché haïtien de produits agricoles subventionnés par les États-Unis”; “érosion de la souveraineté”, l'USAID ayant “contourn[é] les institutions gouvernementales haïtiennes au profit de sous-traitants étrangers”; “projets de développement ratés”, l'USAID ayant “financé des initiatives qui ont parfois causé plus de tort que de bien”.

Idéologie perverse. Dans leurs accusations contre l'aide au développement, d'autres vont plus loin. L'anthropologue sud-africaine Kathryn Mathers, qui déplore pourtant la fin de l'aide américaine, estime, sur le site **Africa Is a Country**, que “l'aide humanitaire s'est toujours inscrite au sein d'un projet néocolonial”. Le journaliste kényan Patrick Gathara va dans le même sens dans une tribune publiée par *Al-Jazeera*. À ceux qui mettent en avant “l'âme humaniste” de ces aides, il rétorque qu’“en réalité le système d'aide internationale est un outil de contrôle géopolitique qui a servi à perpétuer les inégalités plutôt qu'à les effacer, et ce grâce au contrôle de l'extraction des ressources à l'origine de ces mêmes inégalités”. Et d'enfoncer le clou : “L'industrie de l'aide a, de fait, hérité de la ‘mission civilisatrice’ du colonialisme.”

Adepte de la litote, Ken Opalo reconnaît lui aussi que “de toute évidence, le modèle archaïque de



l'aide internationale était très loin d'être parfait”. Placés sous perfusion, ces pays, argumente-t-il, ont été dans l'incapacité de s'émanciper politiquement, de consolider leurs institutions ou encore de mettre sur pied des services publics dignes de ce nom. Et ils ont été contraints d'ouvrir la porte à des ingérences extérieures. Résultat, assène Patrick Gathara : “Malgré la multiplication des agences d'aide humanitaire et d'aide au développement, l'ordre mondial racial reste en place sans que les profondes inégalités entre les nations n'aient été résolues.”

Au-delà de ces constats et condamnations, ces pays, comme l'écrit Patrick Prézeau Stephenson pour Haïti, sauront-ils “transformer cette crise en une occasion de renouveau, ou [sombreront-ils] encore plus profondément dans le chaos?” Ken Opalo veut croire à de “futurs modèles d'aide au développement qui profitent à tous, sans créer de dépendance à l'égard de ces aides et sans servir de prétexte à des interférences étrangères dans les pays plus pauvres”. Patrick Gathara est nettement plus radical et défend l'idée de “commencer à construire un monde sans aides” : “Cela ne veut pas dire que ce serait un monde hobbesien [où sévit la loi du plus fort] et sans solidarité. Au contraire, ce serait un monde où la charité ne sert plus à rendre acceptables les injustices mondiales. Nous devrions voir la fin de l'aide comme la fin du ‘développement’, cette idéologie perverse qui part du principe que le ‘monde développé’, dont la prospérité repose sur la ruine des autres sociétés et de la planète tout entière, est un exemple à suivre.”

— Courrier international

“L'industrie de l'aide a hérité de la ‘mission civilisatrice’ du colonialisme”.

PATRICK GATHARA,
JOURNALISTE KÉNYAN DANS AL-JAZEERA



L'exemple émirati à Rio

Début mars, des investisseurs des Émirats arabes unis ont confirmé vouloir moderniser deux favelas de Rio en y injectant des milliards de dollars. Cette démarche est loin d'être philanthropique, car les "bienfaiteurs" espèrent un retour sur investissement rapide.

—Die Welt (Berlin)

Près de 3 millions de personnes vivent dans la Baixada Fluminense, dans l'agglomération de Rio de Janeiro. Ces faubourgs sont frappés par une extrême pauvreté, et une grande partie des habitants ne vivent – ou plutôt ne survivent – qu'avec l'équivalent de 250 euros par mois. C'est la région des laissés-pour-compte.

Dans la Baixada Fluminense, il n'y a ni tram ni métro. Nombre de routes ne sont pas goudronnées, se rendre en bus à la plage ou dans le centre-ville est un parcours du combattant.

Cet enclavement, beaucoup l'attribuent en partie aux responsables politiques et aux entrepreneurs influents des quartiers cossus de Rio – Copacabana, Ipanema, Barra da Tijuca –, qui essaieraient d'empêcher les populations les plus pauvres, généralement issues des minorités africaines-brésiliennes, d'accéder aux plus belles parties de la ville.

Ajoutez à cela les inondations qui frappent régulièrement la zone depuis quelques années en raison de la multiplication des épisodes de pluies diluviales, avec des conséquences dramatiques, et vous comprendrez que la plupart des habitants n'aspirent qu'à une chose : partir loin d'ici.

Mais tout cela ne sera peut-être bientôt plus qu'un lointain souvenir. Car Zayed bin Aweidha, directeur général du Groupe d'investissement d'Abu Dhabi (Adig), a annoncé il y a quelques jours des investissements de plusieurs milliards de dollars dans les infrastructures de la région. Et l'annonce a fait grand bruit.

Seconde chance. On parle ici de 19 milliards de dollars [près de 17,5 milliards d'euros] destinés à la rénovation des favelas de Baixada Fluminense et São Gonçalo. Le projet comprend notamment le prolongement de la ligne de métro 4 jusque dans ces quartiers et son raccordement au réseau de transport actuellement circonscrit aux quartiers les plus favorisés. Des aménagements dont les habitants des favelas espéraient déjà bénéficier à la suite de la candidature du Brésil pour l'organisation de la Coupe du monde de football de 2014 et des Jeux olympiques de 2016. Mais à l'époque, les investissements avaient essentiellement servi à financer la corruption et la construction de stades au budget exorbitant.

Ce nouveau projet prend aujourd'hui des allures de seconde chance pour le gouvernement de gauche du président Lula. L'occasion de montrer que la corruption n'est pas une fatalité. Les mandats présidentiels remportés par le Parti des travailleurs (PT) – d'abord sous la houlette de Lula, de 2002 à 2010, puis de Dilma Rousseff, de 2010 à 2016 – ont en effet été entachés par le scandale des pots-de-vin de l'entreprise de BTP Odebrecht, mis au jour lors de l'opération anti-corruption "Lava Jato" ["lavage express"]. De nombreuses zones d'ombre restent à éclaircir. Cette affaire a valu au pays d'être classé 107^e [sur 180 pays] dans l'indice de perception de la corruption de l'ONG Transparency International.

L'investissement des Émirats dans la "réurbanisation" des favelas témoigne d'une approche particulière de l'aide au développement. Car, avec ce projet, Adig attend un retour sur investissement grâce aux millions d'usagers qui, avec les nouvelles stations de métro, n'auront plus à faire deux heures de bus, avec trois ou quatre correspondances à la clé, pour arriver dans l'hypercentre. Les arcanes de l'administration et la corruption pourraient néanmoins causer quelques difficultés aux Émiratis.

"J'ai évoqué [avec le gouverneur de Rio] la possibilité de réaménager les zones urbaines avec des lignes de métro et des trains à grande vitesse, et de proposer de nouvelles solutions d'hébergement

"J'ai évoqué la possibilité de réaménager les zones urbaines avec des lignes de métro et des trains à grande vitesse."

Zayed bin Aweidha, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE D'INVESTISSEMENT ADIG

aux habitants des favelas", a expliqué Zayed bin Aweidha au journal brésilien O Estado. Il est possible, selon lui, de redessiner et de mieux desservir les villes proches de Rio.

Ces déclarations illustrent la conception particulière qu'ont les Émiratis de l'aide au développement, très différente de celle des Allemands, par exemple, qui préfèrent miser sur la formation politique ou les ONG. *"Les investisseurs désireux de diversifier leur activité se tournent vers le Brésil"*, assure Mohamed Mourad, secrétaire général de la chambre de commerce arabo-brésilienne de São Paulo.

Ces investisseurs arabes veulent optimiser leurs rendements, poursuit-il, ils cherchent des occasions à saisir. *"Mais ils ne veulent pas s'impliquer dans la vie politique ni profiter de leurs importantes ressources comme d'un moyen de pression pour exercer une quelconque influence."* Pour lui, ce projet montre simplement que le Brésil est un pays aux multiples possibilités, un pays doté d'institutions fortes et qui offre des garanties aux investisseurs étrangers.

Voilà qui semble prometteur – du moins si tout se déroule comme prévu. Car, pour l'heure, les exemples de projets similaires sont bien rares. *"Nous avons réussi à construire Putrajaya, la nouvelle capitale administrative de Malaisie, en quatre ans"*, se félicite toutefois Mohamed Mourad. Pour peu que l'État soutienne le projet, tout pourrait également aller très vite à Rio, assure-t-il. Il cite les exemples d'Abou Dhabi et de Dubaï, qui ont connu une véritable révolution avec un développement éclair et d'importants changements. Et il conclut : *"Ce projet pourrait faire entrer la région de Rio dans une nouvelle dimension."*

—Tobias Käufner,
publié le 12 mars



trans-versales.

économie

À Gabès, la révolte gronde contre l'hydrogène vert

Énergie. Dans ce port tunisien déjà très industrialisé, la population se mobilise contre un projet de production d'hydrogène vert destiné au marché européen.

— Nawaat, extraits (Tunis)

On a réclamé plus d'oxygène, ils nous ont envoyé de l'ammoniac et de l'hydrogène", peut-on lire sur une banderole brandie par un groupe de jeunes ultras (des supporters de football) de Gabès. Ils étaient une vingtaine rassemblés à proximité du Groupe chimique tunisien (GCT) alors que l'usine crachait derrière eux son habituelle fumée毒ue. Épaisse et dense.

Quelques jours auparavant, ils s'étaient retrouvés dans le centre-ville, munis de pancartes sur lesquelles était inscrit "Non à l'hydrogène vert à Gabès", "Gwabseya Lives Matter", "Loading: Chernobyl 2 in Gabes". Dans un communiqué publié sur leur page Facebook, ils affirment qu'"après toutes les catastrophes environnementales dont [fut] victime Gabès, un nouveau projet colonial, sous le nom d'hydrogène vert, va détruire des milliers d'hectares de terre [...] et puiser dans nos ressources hydriques déjà rares". Mais de quoi s'agit-il précisément?

Contrairement au gaz, au pétrole ou au charbon, l'hydrogène vert n'engendre pas, ou très peu, de CO₂ lors de la production. Générée par l'électrolyse de l'eau, la molécule est fabriquée à partir d'électricité renouvelable. La guerre en Ukraine, couplée à l'urgence climatique, a amené l'Union européenne, et en particulier l'Allemagne, à

faire de l'hydrogène "bas carbone" une priorité absolue. Mais pour répondre aux besoins énergétiques colossaux du Vieux Continent, le plan européen prévoit d'étendre sa production au-delà de ses frontières, et notamment en Afrique du Nord.

Encouragée par les agences de coopération, les bailleurs de fonds, les institutions financières et les investisseurs privés, la Tunisie s'active pour se positionner comme un pôle central dans la production d'hydrogène vert. Comme l'indique la Stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène vert et ses dérivés, la Tunisie prévoit de produire plus de 8 millions de tonnes d'hydrogène vert d'ici à 2050, dont plus des trois quarts seront acheminés vers l'Europe.

Ce qui pose plusieurs problèmes majeurs. Le développement d'infrastructures nécessaires à la production

Environnement ... 36
Signaux 37



c'est toujours Gabès qui doit payer?" s'indigne un quinquagénaire, en sirotant son express. "Si les Européens ont besoin d'hydrogène vert, qu'ils le produisent chez eux, pourquoi utiliser notre eau et nos terres?" poursuit son voisin de table, un ancien syndicaliste. Le serveur, sollicité de toutes parts, prend quelques secondes pour écouter la conversation et lance : "Des traîtres ! Le problème, ce n'est pas les Européens, mais des Tunisiens comme toi et moi qui vendent notre pays !"

La colère gronde. Et ce n'est que le début. À l'occasion du sermon de la prière du vendredi, un imam dénonce "une énième volonté de sacrifier Gabès". Sur les réseaux sociaux, les fils de discussions sur l'hydrogène vert sont quotidiens et la municipalité de Gabès est régulièrement prise à partie, accusée, une fois encore, de faciliter des projets mettant en danger la santé des habitants.

Et pour cause, les choses se sont incroyablement accélérées depuis la publication, en mai 2024, de la Stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène vert et ses dérivés, élaborée avec la GIZ [l'agence de coopération internationale allemande pour le développement] : signature à tour de bras d'accords avec des entreprises étrangères (TotalEnergies [française], Acwa Power [saoudienne], TuNur [tuniso-britannique], Aker Horizons [norvégienne], Verbund [autrichienne], etc.), université d'été sur l'hydrogène vert à la faculté de Manar [à Tunis], rencontre internationale à Gabès et création du cluster "Tunisie hydrogène renouvelable et ses dérivés" en présence de l'ambassadrice de France et de plusieurs entreprises françaises, débat organisé par la chambre de commerce tuniso-belgo-luxembourgeoise et le conseil de gouvernance économique belgo-tunisien, en présence de l'ambassadeur de Belgique.

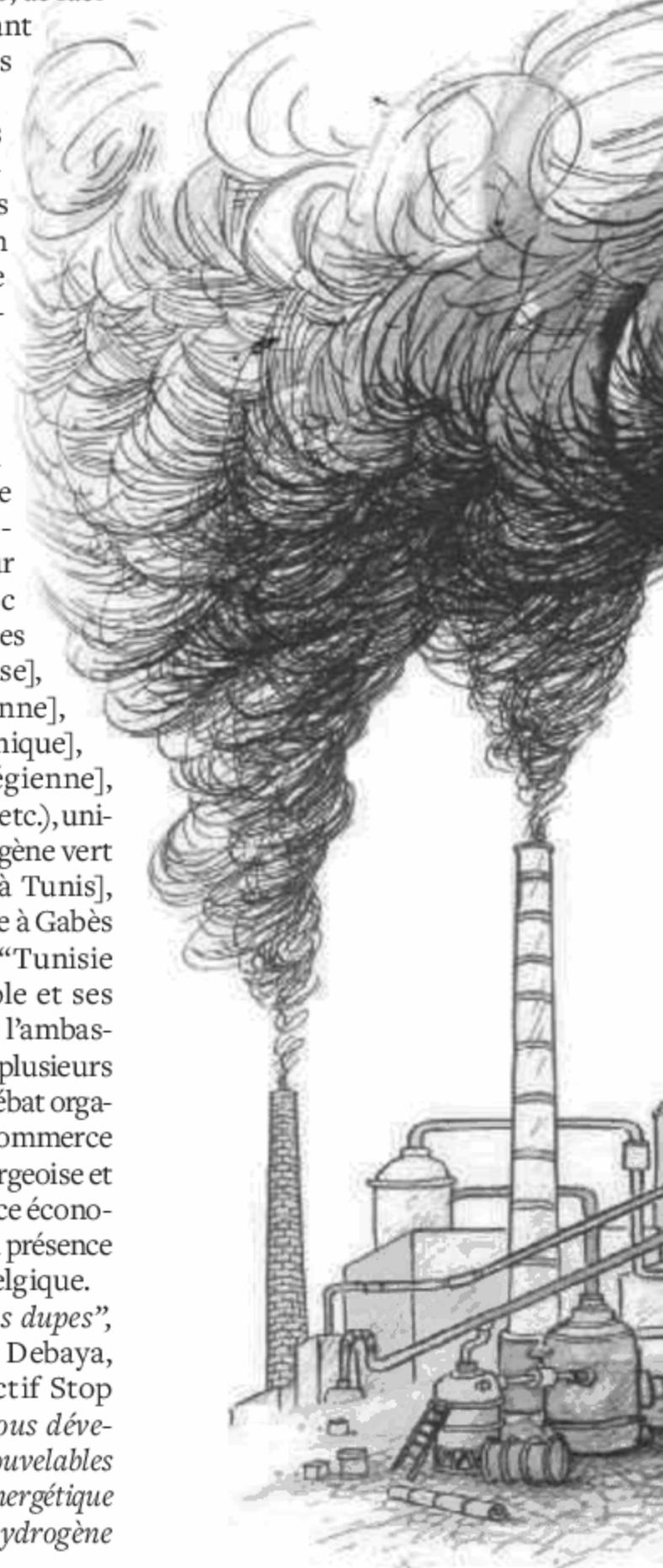
"Nous ne sommes pas dupes", prévient Khayreddine Debaya, cofondateur du collectif Stop Pollution en 2012. "Nous développons les énergies renouvelables pour notre souveraineté énergétique ou pour produire de l'hydrogène

"Si les Européens ont besoin d'hydrogène vert, qu'ils le produisent chez eux."

UN ANCIEN SYNDICALISTE

destiné à l'Europe ?" Plusieurs études ont alerté sur les répercussions négatives de tels projets. En effet, pour produire de l'hydrogène vert, la Tunisie devra développer des sites de production d'énergies renouvelables qui exploiteront les ressources foncières avec pour conséquence le déplacement des populations et la dégradation de terres.

Quant aux ressources hydriques, la Stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène vert prévoit "le dessalement de l'eau de mer comme source principale d'eau [...] : aucune goutte d'eau douce ne



↓ Dessin de Pavel Constantin,
Roumanie.

sera utilisée". Or le dessalement n'est pas une solution miracle. "Dessaler l'eau de mer est un procédé cher, énergivore et qui rejette des quantités importantes de gaz à effet de serre dans la plupart des pays dotés d'un mix électrique très intensif en CO₂", peut-on lire dans un rapport publié par l'Institut français des relations internationales. Par ailleurs, l'ONU a tiré la sonnette d'alarme en 2019 sur les rejets de saumures dans les océans ou les mers, [qui causent]

une augmentation de la salinité de l'eau, perturbant les écosystèmes marins. Pour produire un litre d'eau consommable, il faut rejeter un litre et demi de saumure.

La Tunisie est-elle destinée à être une arrière-cour servile et un réservoir d'énergie pour l'Europe, perpétuant ainsi les mécanismes d'exploitation coloniale ? Hamza Hamouchene, chercheur [en biologie] et militant algérien, responsable du programme Afrique du Nord du [groupe de réflexion] Transnational Institute, dénonce "un colonialisme vert" qui pille les ressources locales.

Une réalité d'autant plus éprouvante pour les 130 000 habitants de Gabès qui vivent cette exploitation dans leur chair. Cancers, insuffisances respiratoires, ostéoporose, infertilité,

handicaps... De nombreux experts ont alerté sur les répercussions sanitaires de l'industrie chimique. En octobre 2023, des écoliers ont été précipitamment évacués de leur classe à la suite d'une fuite de gaz émanant d'une des usines avoisinantes. Plusieurs enfants ont été transportés en urgence à l'hôpital. À Chott Salem, le quartier le plus proche du GCT, la population est à bout de souffle. L'implantation d'une usine d'ammoniac est vécue comme un coup de massue.

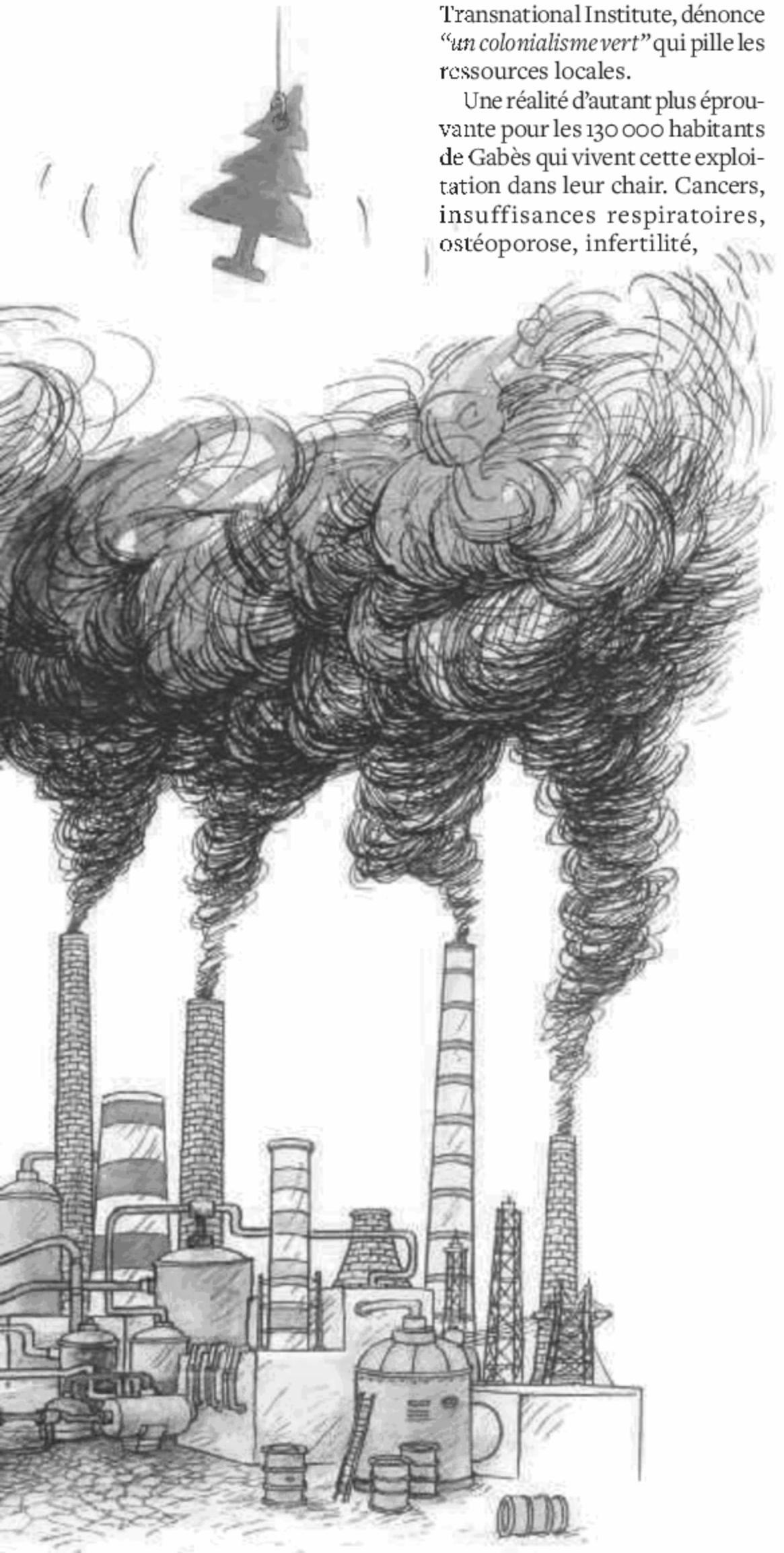
Nouveaux emplois. Nous retrouvons le serveur du café, Imed. Il est né dans ce quartier, à l'époque où s'installaient les premières unités de production. "Ces immenses cheminées qui crachent jour et nuit une fumée toxique font partie du paysage depuis mon enfance, observe-t-il. Mais à l'époque, les habitants n'avaient pas conscience des risques sanitaires et environnementaux, tout ce qu'ils voyaient, ce sont les nouveaux emplois que le Groupe chimique allait créer."

Aujourd'hui, la création d'une usine d'ammoniac, aussi verte soit-elle, ne passe pas. Khayreddine Debaya interroge : "Quand l'eau est utilisée à des fins industrielles plutôt que pour servir les populations locales, que reste-t-il à espérer ? Le gouvernement a annoncé en 2017 la délocalisation du Groupe chimique, nous sommes en 2024 et rien n'a été fait ! Pire, il prévoit d'installer de nouvelles usines qui vont continuer à puiser dans nos ressources et à polluer nos sols, nos eaux et notre air."

Des données de l'Agence nationale de protection de l'environnement attestent des dépassements des seuils fixés par l'Organisation mondiale de la santé pour la qualité de l'air, sans que cela semble émouvoir les autorités. "Nous ne laisserons pas l'État reproduire les mêmes crimes environnementaux", affirme avec aplomb le cofondateur de Stop Pollution.

À la mi-décembre, une dizaine d'élèves et d'enseignants de l'Institut supérieur des langues de Gabès se sont rassemblés pour dénoncer l'implantation d'une usine d'ammoniac et la production d'hydrogène vert dans leur ville. Une génération cette fois-ci consciente que c'est aujourd'hui qui se joue son avenir.

—Teycir Ben Naser,
publié le 8 janvier



LA LETTRE TECH



PHILIPPE COSTE, à New York

Tous les quinze jours,
l'actualité de la Silicon
Valley vue des États-Unis

L'IA repompe les grands auteurs, et les fonctionnaires virés se parlent sur Reddit

Il faut croire que ChatGPT a des talents d'écrivain. Ses concurrents chez Llaama, le prototype d'intelligence artificielle (IA) de Meta, alias Facebook, étaient si inquiets de l'avance du rival qu'ils ont tenté de rattraper leur retard en éduquant leur grand modèle de langage avec les meilleures sources littéraires. En piquant dans les bibliothèques. *The Atlantic*

nous confirme, grâce aux documents produits dans un procès en cours, que les ingénieurs de Mark Zuckerberg ont puisé à pleine brassée dans Libgen, le plus grand dépôt de livres piratés au monde, contenant 7,5 millions d'ouvrages et 81 millions d'articles et de rapports académiques sous-traités aux droits d'auteur et à la propriété artistique. Ce pillage aurait même été mûrement réfléchi et prémedité. La voie légale était semble-t-il trop lente, trop chère et sujette à trop de tracasseries légales pour le goût de l'empereur des Gafam.

Le rendez-vous des virés
Il y a bien des manifestations, et des cris de rage sur YouTube, mais les centaines de milliers de fonctionnaires américains virés du jour au lendemain par Donald Trump et Elon Musk préfèrent panser leurs plaies en silence, de crainte de représailles ou de compromettre leur réembauche si un juge,

au milieu du chaos, venait à annuler l'ordre de licenciement qui les concerne. Pour les suivre, comprendre un peu l'ampleur humaine du désastre, je leur rends visite dans la communauté Fednews de Reddit, un réseau social vieux de vingt ans toujours apprécié comme le plus utile

et constructif de la jungle d'Internet. Mais je découvre aussi, grâce au reportage du *New York Times* sur cette plate-forme, toutes les subtilités et l'art de la modération d'un autre groupe de victimes de l'ère Trump, en l'occurrence "Veterans Affairs", regroupant les anciens combattants, une communauté dont proviennent un tiers des fonctionnaires sur le carreau.

Les anciens militaires, pour beaucoup conservateurs, ont voté en majorité pour le gouvernement qui les évince aujourd'hui de la fonction publique comme des manants, par des courriels de masse suintant de reproches injustes sur leurs compétences et leur utilité. Plus encore : l'administration qui régit leur vie civile depuis leur départ des forces armées, pour leurs soins médicaux, leurs aides au logement et leurs pensions, est elle-même soumise à des coupes gigantesques. D'où le travail délicat des modérateurs bénévoles, tous issus du même groupe, pour éviter que "Veterans Affairs" ne tourne à la baston fratricide. Les débats purement politiques y sont bannis, comme les mots "Trump", "Musk", et même "orange", référence à la couleur du bronzage artificiel de... qui vous savez.—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi
La Lettre tech.

ENVIRONNEMENT



Comment rafraîchir la ville

Urbanisme. Paris, Phoenix, Singapour... Partout dans le monde, les grandes agglomérations tentent de s'adapter à la hausse des températures.

—Financial Times (Londres)

Dans les rues de Paris, des milliers d'arbres sont en train d'être plantés, les toits de zinc gris caractéristiques de la ville font peau neuve, et des ouvriers installent des fontaines d'eau potable qui font aussi fonction de brumisateurs. Ces changements s'inscrivent dans le cadre de la "lutte contre la canicule" menée par la capitale, explique le premier adjoint à la maire, Patrick Bloche. "La chaleur pose de plus en plus un problème à Paris."

La capitale française fait partie de ces nombreuses villes qui, dans le monde entier, sont à la recherche de solutions pour concevoir des zones urbaines mieux adaptées aux vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses que le dérèglement climatique entraîne, mettant des vies en danger et touchant de plein fouet la production économique.

Morts évitables. Selon l'Institut international pour l'environnement et le développement, le nombre de jours où la température a atteint 35 °C dans les vingt capitales les plus peuplées du monde a augmenté de 52 % ces trente dernières années. Il en résulte davantage de stress thermique et de morts liées à la chaleur, et ce n'est pas près de s'arrêter.

Une étude publiée en janvier dans *Nature Medicine* prévoit une hausse de 50 % des morts liées à la température dans les villes européennes d'ici à la fin du siècle, si aucune mesure n'est prise pour atténuer les effets du dérèglement climatique. Les agglomérations urbaines du sud de l'Europe seraient les plus touchées.

Dimple Rana, spécialiste des problèmes de chaleur urbaine chez Arup, un bureau britannique d'études et de conseils en ingénierie et urbanisme, affirme

que la façon dont les villes ont été conçues ne fait qu'aggraver les choses. Le béton et l'asphalte absorbent la chaleur, d'où la création d'"îlots de chaleur urbains" : il fait plus chaud dans les villes que dans leurs alentours. D'autre part, à l'intérieur d'une même ville, les températures peuvent varier de plusieurs degrés en fonction de la proximité de sources de rafraîchissement que sont les arbres, la terre nue ou les étendues d'eau.

Les chercheurs du Centre commun de recherche de la Commission européenne ont constaté en 2022 que les températures de surface dans les villes étaient parfois supérieures de 10 à 15 °C à celles des campagnes environnantes.

De son côté, Arup avait déjà observé que le centre de Madrid présentait un écart de chaleur de + 8,5 °C par rapport aux zones rurales alentour, contre + 7 °C à Bombay et + 4,5 °C à New York et à Londres. "Nous construisons en béton et nous construisons en hauteur, ce qui a pour effet d'emprisonner la chaleur pendant la journée, déplore Dimple Rana. Notre manière de concevoir les réseaux de transport, la place accrue de la climatisation, tout cela ajoute de nouvelles sources de chaleur. La chaleur torride qui règne dans la journée se retrouve piégée et se dégage encore durant toute la nuit."

Selon Mark Watts, directeur exécutif de C40 Cities, un réseau mondial de villes dont l'objectif est de lutter contre le dérèglement climatique, les responsables locaux se montrent de plus en plus préoccupés par les effets de la chaleur. "Quand je m'entretiens avec des maires membres du

C40 et que je leur demande quel est leur principal sujet de préoccupation aujourd'hui, la chaleur arrive en tête des réponses, alors qu'il y a seulement deux ans, cela n'aurait pas du tout été le cas. La chaleur et l'humidité compliquent le fonctionnement économique."

La chaleur extrême met à mal certaines infrastructures comme les trains, dont le fonctionnement est perturbé, et fait baisser la productivité des travailleurs. D'après une étude de l'Organisation internationale du travail, une agence des Nations unies, d'ici à 2030, on pourrait perdre chaque année l'équivalent de plus de 2 % du nombre total d'heures de travail dans le monde à cause de la chaleur excessive rendant tout travail impossible ou imposant un rythme plus lent.

À Paris, la ville a pris une série de mesures expérimentales pour protéger les habitants. Ainsi, dans les écoles, le béton et l'asphalte sont remplacés par des plantations, ce qui contribue à faire baisser les températures de 2 à 3 °C par rapport aux zones environnantes. Toute nouvelle construction devra être beaucoup mieux isolée contre la chaleur. Les bâtiments existants font également l'objet d'une rénovation.



À Londres, dans la City, des coulées vertes permettent de se promener plus au frais.

"Paris est célèbre pour ses toits en zinc", rappelle Patrick Bloche, mais ils ont besoin d'être adaptés. Certains vont devenir des toits végétalisés, ainsi, ils accumuleront moins de chaleur.

Dans le monde entier, des villes prennent le même genre de mesures. Phoenix, en Arizona, qui a connu cent treize jours consécutifs de températures égales ou supérieures à 37,8 °C en 2024, a mis en place des "chaussées fraîches" pour abaisser les températures. Il s'agit de chaussées enduites d'un revêtement qui réfléchit les rayons du soleil. Grâce à elles, l'effet d'îlot de chaleur urbain est diminué, et l'on peut constater un abaissement des températures pouvant aller jusqu'à 6,6 °C aux heures les plus chaudes de la journée, selon C40 Cities.

Barcelone et Buenos Aires ont, quant à elles, déployé des "refuges climatiques", où les gens peuvent venir se mettre au frais en période de canicule.

Même Londres se prépare à affronter des températures plus élevées. Dans la City, le quartier financier historique de la capitale du Royaume-Uni, des coulées vertes sont tracées, où la présence de plantes et d'arbres permet de se promener plus au frais. Selon les pouvoirs publics, certaines plantations ont fait baisser la température de l'air de 3 à 8 °C pendant les vagues de chaleur.

D'autres responsables font pression pour que les villes passent aux "toits frais", peints en blanc. Une solution qui, si elle avait été mise en œuvre à Londres, aurait permis d'éviter la mort de 249 personnes durant l'été 2018, ont calculé des chercheurs de l'University College de Londres (UCL) et de l'université d'Exeter.

Par ailleurs, les pouvoirs publics s'appuient sur des outils technologiques pour connaître les quartiers touchés par les plus

✓ Dessin de Boligan paru dans *El Universal*, Mexico.

fortes amplitudes thermiques. Anthony Baker, directeur général de SatVu, dit que son entreprise a été sollicitée par plusieurs villes, dont Darwin, en Australie, pour cartographier les différences de température à l'aide de caméras infrarouges installées à bord de satellites. "Nous sommes capables de désigner les bâtiments ou les parkings qui contribuent le plus à augmenter la chaleur d'un quartier, explique-t-il. Lorsqu'on observe une grande ville, on constate que ce sont les zones les plus aisées qui sont les plus végétalisées."

Solutions locales. Dimple Rana estime, pour sa part, que les villes jusque-là moins touchées par la chaleur feraient bien de prendre exemple sur d'autres davantage habituées aux canicules pour savoir comment s'adapter. Elles pourraient s'inspirer notamment de Singapour, qui utilise depuis longtemps la végétalisation et les auvents. Selon la spécialiste, il est essentiel de réfléchir aux effets de la chaleur avec une perspective d'ensemble. "Si chacun ne pense qu'à sa propre maison ou à son propre bureau, ce sont ses voisins qui en pâtiront."

Ainsi, le recours accru à des climatiseurs, qui transfèrent la chaleur de l'intérieur des bâtiments vers l'extérieur, aboutit à une hausse des températures à proximité. Le centre fortement peuplé de Londres se réchaufferait de 1 °C à cause de cela, d'après les chercheurs de l'UCL.

Mais pour Ruth Engel, chargée des problèmes de chaleur urbaine au World Resources Institute (une organisation [américaine] à but non lucratif), les meilleures solutions ne sont bien souvent pas les mêmes d'une ville à l'autre.

Par exemple, les chaussées fraîches de Phoenix ne conviendraient pas aux zones urbaines européennes, davantage fréquentées par des piétons, car les surfaces réfléchissantes augmentent le risque de coup de chaleur. Et dans les villes qui manquent d'eau, il peut s'avérer plus judicieux d'installer des auvents que de planter des arbres.

La clé du problème sera de trouver des solutions locales, souligne Ruth Engel. "Il est difficile de reconstruire toute une ville. Mais on peut lutter contre la chaleur."

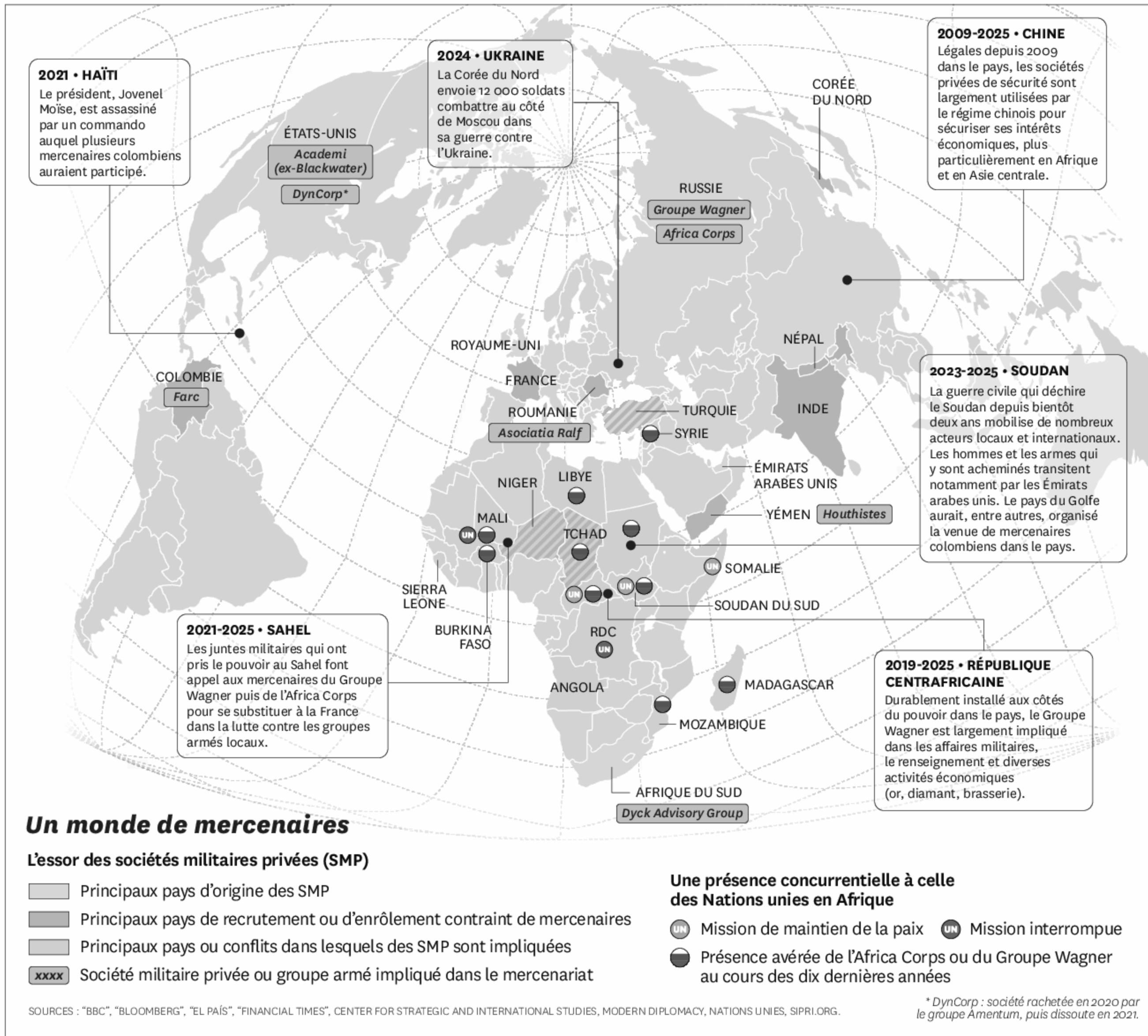
—Attracta Mooney,
publié le 11 février



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Les mercenaires s'en vont en guerre

De l'Ukraine au Soudan en passant par la RDC, le recours aux sociétés de sécurité privées s'est largement accru ces dernières années.



Un monde de mercenaires

L'essor des sociétés militaires privées (SMP)

- Principaux pays d'origine des SMP
- Principaux pays de recrutement ou d'enrôlement contraint de mercenaires
- Principaux pays ou conflits dans lesquels des SMP sont impliquées
- Société militaire privée ou groupe armé impliqué dans le mercenariat

Une présence concurrentielle à celle des Nations unies en Afrique

- | | | | |
|----|---|----|---------------------|
| UN | Mission de maintien de la paix | UN | Mission interrompue |
| ● | Présence avérée de l'Africa Corps ou du Groupe Wagner au cours des dix dernières années | | |

SOURCES : "BBC", "BLOOMBERG", "EL PAÍS", "FINANCIAL TIMES", CENTER FOR STRATEGIC AND INTERNATIONAL STUDIES, MODERN DIPLOMACY, NATIONS UNIES, SIPRI.ORG.

*DynCorp : société rachetée en 2020 par le groupe Amentum, puis dissoute en 2021.



COURRIER INTERNATIONAL. Cette carte a été conçue et réalisée par Hassina Mechaï et Paul Gallet – respectivement chef du service Afrique et cartographe – pour notre hors-série *Le Nouvel Âge des empires*, en kiosque à partir du 26 mars. Elle montre les pays dans lesquels opèrent des sociétés militaires et

réfère ainsi l'ampleur du phénomène de privatisation et la sous-traitance de la guerre à des entreprises tierces. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), 70 % de ces sociétés de droit privé sont originaires des États-Unis, du Royaume-Uni, de Chine et d'Afrique du Sud.

360



MAGAZINE

- | | |
|---|----|
| Marajó, entre Amazone et océan • Voyage | 42 |
| La pop africaine conquiert le monde • Culture ... | 44 |
| La révolte des paysans allemands • Histoire | 46 |

Le Caravage

Ce peintre maudit qui nous fascine

Longtemps relégué au second plan, derrière Léonard de Vinci, Titien ou encore Raphaël, ce génie du clair-obscur est cette année célébré à Rome, dans une exposition d'une ampleur inédite. L'écrivaine italienne Melania Mazzucco s'en réjouit et analyse les ressorts de ce retour en grâce.—*La Repubblica*, extraits [Rome, Italie]

Il avait la peau brune, les yeux sombres, les cils et les cheveux noirs, et c'est naturellement ainsi qu'il apparaît dans ses peintures.” Ce ténébreux portrait que livre Giovan Pietro Bellori [un historien et critique d'art romain du xvii^e siècle] est un chef-d'œuvre de psychologie chromatique. La couleur noire est toujours, dans l'imaginaire occidental, associée au mal, à l'absence de grâce. Dans sa *Vie du Caravage* [publié en 1672 et traduit chez Gallimard], Bellori prend le contre-pied des éloges dont le peintre faisait l'objet dans sa jeunesse, et fixe pour longtemps une image stéréotypée de l'artiste.

Lorsqu'il écrit ces lignes, le Caravage est mort depuis des décennies : le 18 juillet 1610, à Porto Ercole – après s'être fait arrêter une énième fois, alors qu'il tentait de rejoindre Rome, lors d'une odyssée désespérée le long de la côte du Latium, à la poursuite de la felouque qui transportait ses affaires. Ses adeptes se sont dispersés et d'autres courants artistiques prennent le dessus. La vision classiciste de l'art s'impose. Et Poussin [le peintre français Nicolas Poussin, 1594-1665] a déjà tranché : le

Caravage est “venu au monde pour tuer la peinture”. Ses personnages aux traits sombres, sa mauvaise vie (“cet esprit trouble et querelleur”, “ses penchants tourmentés”), finissent de dévaloriser ses œuvres et donnent le coup de grâce à sa réputation.

C'est ainsi que le souvenir du maître milanais, arrivé à Rome dans la dernière décennie du xv^e siècle avec l'ambition de s'y affirmer et d'y subvertir toute règle, protégé des cardinaux et des aristocrates, admiré des collectionneurs les plus raffinés, vénéré et imité par les peintres plus jeunes, s'est vite éclipsé. Quand, de 1786 à 1788, [le grand poète et écrivain allemand] Goethe accomplit son Grand Tour en Italie, personne ne lui conseille de voir ses toiles. Mais quelques-unes sont encore visibles dans les églises romaines, malgré les protestations. Aujourd'hui, ces églises (San Luigi dei Francesi, Santa Maria del Popolo, Sant'Agostino) sont les plus visitées de la capitale.

Bien que le Caravage conserve des admirateurs au siècle des Lumières (même si [Francesco] Algarotti, écrivain et critique d'art vénitien, doit parler de lui comme du “Rembrandt italien” pour convaincre les sceptiques), [le romancier français] Stendhal est le premier à le redécouvrir, timidement, admirant à Berlin ses tableaux refusés parce que trop laids, à Rome sa *Madone de Loreto*. Pourtant, Stendhal n'a pas senti le potentiel narratif → 40



↑ Le tableau *Ecce Homo* (ensemble et détails) aurait été peint par le Caravage entre 1606 et 1609, après que le peintre eut fui Rome, où il était recherché pour meurtre. Collezione Privata © Icon Trust

SOURCE



LA REPUBBLICA

Rome, Italie

Quotidien

repubblica.it

Né en 1976, le titre se veut le journal de l'élite intellectuelle du pays. Orienté à gauche, avec une sympathie affichée

pour le Parti démocrate, c'est un des quotidiens les plus vendus en Italie. Le journal *La Repubblica* est réputé pour ses grandes "plumes". Le titre propose de nombreux suppléments, dont un hebdomadaire de grande qualité, *Il Venerdì*, qui paraît le vendredi.



Biographie

Une vie tumultueuse

La vie brève et sulfureuse du Caravage fascine autant que son œuvre, raconte le magazine britannique

The New Statesman.

Né en 1571 à Milan, c'est à Rome que le jeune peintre s'établit, après avoir fait son apprentissage chez le Lombard Simone Peterzano, élève du Titien. Son talent lui vaut rapidement la protection de mécènes tels que la famille Sforza, les cardinaux Borgia et Del Monte, et l'admiration de nombreux artistes.

"Mais, en mai 1606, sa vie dissipée finit par le ratrapper", écrit l'hebdomadaire, quand il tue en duel le proxénète Ranuccio Tomassoni, après une dispute qui aurait porté sur la femme de ce dernier ou sur la courtisane Fillide Melandroni, modèle de l'artiste. À l'époque, le peintre était *"déjà accusé d'une longue liste de délits"*. Ses frasques – port d'épée sans permis, bagarres et agressions – sont *"consignées dans les archives romaines"*.

Recherché pour meurtre, Michelangelo Merisi da Caravaggio (son nom complet) fuit vers Naples, alors territoire espagnol, où sa renommée le précède. Sa production y est prolifique. En 1607, il part pour Malte avec l'aide de la famille Sforza, et devient sur l'île chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem (l'ordre des Hospitaliers), dans l'espoir que cela lui permette de rentrer à Rome sans être inquiété. Mais il blesse un autre chevalier, est emprisonné et s'échappe vers la Sicile. Il retourne à Naples en 1609, où il est agressé au sortir d'une taverne. Une vengeance, semble-t-il, du chevalier maltais. *Le Martyre de sainte Ursule*, sa dernière toile, représente une scène de meurtre, dans laquelle il apparaît. *"L'homme très pâle à la bouche ouverte qui se tient derrière sainte Ursule au moment de sa mort est sans doute le dernier autoportrait de ce peintre génial et provocateur."* Alors qu'il se dirige vers Rome, où le pape vient de lui accorder sa grâce, il meurt à seulement 38 ans, a priori des suites de blessures infligées durant une bagarre. *"Il n'a laissé ni dessins ni atelier, mais son influence a été immédiate et considérable."* —



↑ ▷ *Les Tricheurs* (ensemble et détails), exécuté vers 1595. Cette toile a inspiré beaucoup d'autres peintres, dont le Français Georges de La Tour (1593-1652). © Kimbell Art Museum, Fort Worth, Texas



38 ← du personnage (qui aurait été parfait pour ses *Chroniques italiennes* [1855]). Et le romantisme n'en a pas fait son héros. Dans les années 1830 et 1840, quand dans les théâtres d'Italie et de France triomphent des drames sur la vie de peintres (Raphaël, Titien, le Tintoret), ceux sur Michelangelo Merisi da Caravaggio passent pratiquement inaperçus.

Un siècle plus tard, le cinéaste romain Goffredo Alessandrini tourne *Michel-Ange de Caravage, le peintre maudit*, avec Amedeo Nazzari : à la sortie du film, en 1941, la critique salue le travail d'acteur et la mise en scène, mais elle ne comprend pas pourquoi il faudrait réhabiliter un artiste aussi arrogant. Quant au public, il est trop occupé par la guerre pour se passionner pour ses déboires.

Il faudra le travail acharné d'un Roberto Longhi pour comprendre l'ampleur de la révolution artistique caravagesque. [Ce célèbre historien de l'art italien (1890-1970)] a consacré sa vie à l'étude du Caravage, depuis son imposant mémoire universitaire en 1911 jusqu'à l'exposition historique qu'il a organisée au Palais royal de Milan en 1951, en passant par la monographie qu'il a réécrite jusqu'à sa mort [*Le Caravage*, rééditée en 2024 aux éditions du Regard].

La Rai, qui en 1967 produit un feuilleton en trois parties de Silverio Blasi, avec l'acteur Gian Maria Volonté, témoigne [alors] de la popularité retrouvée du peintre. Mais il faut attendre la fin du xx^e siècle pour que le Caravage devienne un mythe à même de détrôner Giotto,

Vinci, Michel-Ange, ou Raphaël. En 1986, le réalisateur britannique Derek Jarman lui consacre un film [intitulé *Caravaggio*] aussi scandaleux qu'austère (c'est la période où l'on exalte sa présumée homosexualité). Habitué des tavernes et des prostituées, bagarreur, impudent, transgressif : les vices, qui, dans la Rome des papes, ont fini par provoquer l'exil du peintre, sa maladie et sa mort, puis son oubli, sont devenus des vertus. Le xx^e siècle adule les artistes tourmentés qui meurent jeunes.

In nos jours, on ne compte plus les expositions, romans graphiques, bandes dessinées, biographies et romans "historiques" dont le titre mentionne le nom du Caravage : autant de thrillers qui tournent autour de crimes et de délits (pas nécessairement les siens). Les mots qui reviennent le plus souvent : "conspiration", "assassin", "mystère", "noir", "jaune". Même les personnes qu'il lui sont liées, comme la courtisane Maddalena Antognetti, font également l'objet de biographies documentaires et romancées. En 2008, la Rai diffuse une nouvelle minisérie avec Alessio Boni ; en 2022, Michele Placido sort un film avec Riccardo Scamarcio. Une série d'essais et d'études scientifiques, ainsi que la découverte de documents d'archives, permettent de dissiper les imprécisions chronologiques, de faire la lumière sur la première partie de sa carrière, et de dépasser les dogmes de Roberto Longhi. Plusieurs monographies

se penchent sur certains de ses tableaux (comme *The Lost Painting* de Jonathan Harr ["Le Tableau perdu", inédit en français], qui raconte comment on a retrouvé *L'Arrestation du Christ*, ou bien *La Natività di Palermo* de Michele Cuppone ["La Nativité de Palerme", inédit en français], sur cette toile volée en 1969), et même sur l'exposition de 1951 [montée par Roberto Longhi à Milan].

Le triomphe du Caravage est tout à fait singulier. Parce que – même si Roberto Longhi aurait volontiers jeté au bûcher les principales biographies de l'artiste –, aujourd'hui, on l'aime autant pour sa peinture que pour sa vie orageuse. La sombre légende qui l'entoure, loin de l'avilir, dit son intransigeance et sa volonté de dépeindre la vérité ("Son pinceau a pour seul objet la nature" : c'est par cette formule admirable que le marquis Vincenzo Giustiniani [1564-1637], grand collectionneur du Caravage, synthétisait son idée de la peinture). Et ce qui déconcertait ou dégoûtait ses contemporains – la nudité crue des choses, le soin égal avec lequel il peint objets, fleurs et personnages, l'absence de décorum et d'enjolivements, le rejet des accessoires sacrés, le choix de représenter aussi bien des gens ordinaires que la lie de la société, le mépris du beau au profit de l'imperfection des corps, des gestes et des sentiments, l'intensité du clair et de l'obscur – fait que ses tableaux touchent nos yeux d'aujourd'hui.

Nul besoin de connaître la mythologie pour saisir la nouveauté du *Petit Bacchus malade* ou du *Narcisse*, la solitude de saint Jean-Baptiste, le naturel de sainte



**Quand, de 1786 à 1788,
Goethe voyage
en Italie, personne
ne lui conseille de voir
les toiles du Caravage.**

Catherine, de Marthe et Marie-Madeleine, d'Ursule ; ni d'être familier des écritures saintes pour comprendre le drame de *L'Arrestation du Christ* (1602) ou du *Souper à Emmaüs* (1601) et, surtout, du dernier tableau en date à lui avoir été attribué, l'*Ecce Homo* : l'histoire de cette toile retrouvée en 2021 dans une salle des ventes madrilène où, attribuée à l'école de Ribera, elle avait été mise en vente pour 1 500 euros, pourrait constituer l'intrigue d'un de ces innombrables romans sur l'artiste maudit.

Pour le visiteur, l'exposition "Caravaggio 2025" [présentée ci-contre] est un pur bonheur. On y voit rassemblés tous les chefs-d'œuvre du Caravage, accrochés dans les salles du palais Barberini [à Rome] comme dans les chapitres d'un livre. Certaines de ces œuvres, peintes à Rome, ou pour des collections romaines, sont de retour au pays (et voir, exceptionnellement réunis, des tableaux de jeunesse aujourd'hui "américains", *Les Tricheurs*, *Les Musiciens*, *L'Extase de saint François*, venus de Fort Worth, de New York ou de Hartford, est un privilège sans prix).

Ce pécheur de génie, trop humain, vaincu par la société mais aussi par ses démons, nous a quittés il y a plus de quatre siècles. Et pourtant, le cadrage serré de ses compositions, leur essentialité, l'immédiateté des gestes, l'authenticité des visages, des choses, des espaces n'ont rien perdu de leur force originelle. Jamais comme en ce violent printemps je ne sens le Caravage si proche – si vivant.

— **Melania Mazzucco,**
publié le 6 mars

À Rome, une exposition "pharaonique"

**En Italie, c'est l'événement artistique de l'année.
Lancée le 7 mars, l'exposition "Caravaggio 2025" réunit
24 œuvres du peintre et enthousiasme la presse.**

Pharaonique" et "sans égal" pour de longues années à venir : c'est comme cela que le commissaire Thomas Clement Salomon qualifie l'exposition "Caravaggio 2025", lancée au palais Barberini, le 7 mars. Et son enthousiasme "est absolument justifié", appuie **La Stampa**, tant l'événement, qui a lieu en plein Jubilé du Vatican, est bien parti pour faire date.

Le musée romain, qui avait déjà écoulé plus de 60 000 billets en prévente, prévoit jusqu'à 300 000 entrées d'ici au 6 juillet 2025, date de fin. Une affluence qui s'explique notamment par le fait que "beaucoup de choses ont changé ces quinze dernières années", depuis une autre exposition historique aux Écuries du Quirinal, également à Rome. Et si celle-ci avait réuni quinze toiles du maestro du clair-obscur pour marquer le 400^e anniversaire de la mort du Caravage (1571-1610), le palais Barberini, autre grande institution de Rome, frappe plus fort encore.

Ce sont 24 toiles que le public italien a cette fois la chance de pouvoir contempler, parmi lesquelles *Le Martyre de sainte Ursule* (1610), venu de Naples, considéré comme le dernier tableau du peintre. Les célèbres chefs-d'œuvre de la galerie Borghèse ont aussi traversé Rome pour les besoins de "Caravaggio 2025". Et certaines œuvres ont été prêtées à titre exceptionnel, parmi lesquelles quatre peintures venues des États-Unis, rarement exposées sur le continent européen, dont *Les Tricheurs*.

"Mais ce n'est pas tout : outre l'*Ecce Homo*, récemment découvert à Madrid et exposé pour la première fois au palais Barberini, il y a aussi un portrait de Maffeo Barberini, sorti d'une collection privée, qui suscite encore la polémique parmi les spécialistes [quant à l'identité de son modèle]", ajoute **Il Foglio**. Ces deux toiles sont le clou du spectacle. "Il n'y avait pas eu d'exposition avec de nouvelles œuvres du Caravage depuis les années 1980. Il était donc parfaitement logique et stratégique d'organiser celle-ci l'année du Jubilé", s'exclame **La Repubblica**, alors que Rome est le théâtre d'une succession de célébrations comme le Vatican en organise tous les vingt-cinq ans.

**Réapparu en 2021
dans des conditions
rocamboléesques, le tableau
Ecco Homo est l'un
des clous de l'exposition.**

C'est Roberto Longhi (1890-1970), célèbre historien de l'art italien, spécialiste du Caravage, qui avait découvert au début des années 1960, dans la boutique d'un antiquaire de Florence, le portrait de l'évêque Maffeo Barberini, appelé à devenir par la suite le pape Urbain VIII (1623-1644). Quant à l'*Ecce Homo*, qui représente le Christ après la flagellation, il est réapparu après un demi-siècle d'oubli dans des conditions rocambolesques en 2021, lors d'une vente aux enchères à Madrid. Il était alors attribué à l'école du peintre espagnol José de Ribera (1591-1652), mais la vente a vite été mise en suspens, et le tableau attribué finalement par les spécialistes au Caravage. Sa venue à Rome "est un événement extraordinaire qui va permettre à de nombreux spécialistes de pouvoir enfin l'analyser. Et de mieux le situer chronologiquement, entre le premier et le second séjour napolitain du peintre", explique à *La Repubblica* Maria Cristina Terzaghi, cocommisaire de l'exposition.

Certains restent toutefois sur leurs gardes devant le miracle de l'*Ecce Homo*. À l'image du critique d'art Maurizio Cecchetti, qui s'interroge dans *La Stampa* sur la rapidité du "consensus presque unanime, qui en soi est assez étrange", autour de la paternité du tableau. "Caravaggio 2025" constitue donc aussi un événement particulièrement intéressant au regard de l'iconographie du peintre, qui a suscité d'après débats scientifiques au fil du temps, à l'image de celui portant sur *Narcisse*, parfois attribué à l'artiste italien Spadarino (1585-1652). "Le champ des études sur le Caravage n'a jamais été aussi fertile. Et cette exposition tient à nous le démontrer", assure Maurizio Cecchetti. Pour mieux saisir cette ambition, il conseille aux visiteurs de s'attarder sur les notes et le catalogue de l'exposition, qui semble "avoir été conçue afin de permettre des rapprochements iconographiques et stylistiques".

Le Caravage aura-t-il encore d'autres surprises à nous révéler ? s'interroge *La Repubblica*. Tout est possible, selon Thomas Clement Salomon. "Il y aura forcément d'autres découvertes. Nous savons qu'il a peint de nombreux portraits [qui sont aujourd'hui] introuvable[s] ; les études se poursuivent, et de nouveaux documents apparaissent."

— **Courrier international**



Marajó, en suspens entre Amazone et océan

Cette île du nord du Brésil recèle des plages de rêve et une faune surprenante, incluant ibis et buffles. Visite guidée.

—Folha de São Paulo (São Paulo)

Sur l'île de Marajó, dans l'État du Pará, le temps s'écoule plus lentement. Tout semble contribuer à ralentir les horloges, dès le matin, avec ce petit-déjeuner typique fait de lait et de fromage de bufflonne sur un petit pain maison, en passant par les longues promenades sur la plage tandis que s'envolent les *guarás* [ibis rouges], jusqu'au dîner dans une douce lumière, devant un steak au fromage ou un poisson d'eau douce grillé, accompagné d'une sauce fraîche au citron vert.

Nous sommes à trois heures de bateau de Belém, dans ce qui est considéré comme le plus grand archipel entre fleuve et océan : 50 000 km², soit plus que la Suisse ou le Danemark. Dans une nature presque intacte, entre paysages sublimes, plages de rêve, cultures inondées et bras d'eau qu'on appelle ici *igarapés*, l'île de Marajó comprend 16 communes, dont deux en particulier attirent les visiteurs : Soure et Salvaterra.

Soure, la capitale officieuse de Marajó, est forte de 24 200 habitants d'après le dernier recensement, mais surtout de quatre grandes plages : Barra Velha, Pesqueiro, Céu et Caju-una, toutes baignées d'eaux à la température clément. Par ici, les marées bouleversent sans cesse les paysages et en révèlent toutes les beautés. La

plage du Céu, à 16 kilomètres du centre-ville de Soure, est l'une des plus remarquables. À marée basse, ce long ruban de sable voit se former de petites lagunes dans lesquelles vient se refléter le ciel [*o céu* en portugais] – d'où son nom. Pour ne rien gâcher, le site abrite deux restaurants où déguster de la cuisine locale (poissons et crustacés essentiellement) et des boissons fraîches.

La petite communauté a conservé une architecture typique : dans les maisons en bois, pour certaines sur pilotis, des familles entières travaillent et subsistent



↳ Mangrove sur la plage de Barra Velha, sur l'île de Marajó.

Photo Ricardo Lima/Getty Images

grâce aux ressources naturelles environnantes, ou bien observent le va-et-vient des touristes [dans cette région qui compte parmi les plus pauvres du Brésil]. Pour rejoindre la plage du Céu, plusieurs moyens s'offrent au visiteur : moto-taxi, voiture, navette d'une agence de tourisme ou encore vélo.

La plage de la Barra Velha est la plus proche de la ville, à moins de 4 kilomètres. À marée haute, l'eau vient presque lécher les planches des restaurants, et il arrive qu'elle déracine des arbres. Le site ravira les photographes, et les gourmands pourront savourer par ici un *caldo de turú*, une soupe de taret, un mollusque qui vit dans le bois des mangroves.

La troisième plage de Soure, celle du Pesqueiro [“pêcheur”], est parmi les plus jolies, quoi qu'elle ait subi, lors des dernières crues, un phénomène d'érosion qui en a modifié le paysage. Elle compte plusieurs gargotes, où l'on s'installe sous de petits kiosques au toit de feuilles de palmier. La plage de Caju-una, enfin, fait avec ses cocotiers un site de choix pour de belles photos.

Ananas savoureux. Depuis la plage du Pesqueiro, des promenades en bateau sur les rivières et les bras d'eau sont proposées, dans des paysages préservés qui révèlent toute la beauté de l'Amazonie. Ce peut être l'occasion, pour les plus chanceux, d'admirer une volée d'ibis, oiseaux à long bec qui doivent leur plumage rouge à leur alimentation, à base de petits crustacés, crevettes et crabes de mangrove.

La route jusqu'à la plage du Céu recèle d'autres attractions, dont ses fermes d'élevage de buffles et de confection de fromage. Le fromage de bufflonne de l'île de Marajó possède depuis 2021 une indication géographique protégée, qui l'attache officiellement à sa région d'origine. Certaines des fermes proposent des balades à dos de buffle et des goûters à base de douceurs locales.

En ville, des cafés servent aussi des spécialités régionales. Là, on en profite pour aller voir des artisans et leur acheter de belles céramiques *marajoaras*, apprécier l'architecture religieuse et faire un peu de shopping. Les soirées se font souvent en musique, par exemple dans une ronde de *carimbó* [une musique typique du Pará, remontant à l'époque coloniale et mêlant des influences autochtones et afro-brésiliennes]. Le tout accompagné d'un verre de jus de fruits du cru.

Autre grande ville de l'île de Marajó, Salvaterra compte elle aussi

24 000 habitants et se trouve juste en face de Soure, de l'autre côté de la rivière Paracauari. Par ici, il faut se promener le long des *igarapés* et se rendre aux divers points de baignade – durant l'été amazonien, lors du deuxième semestre de l'année, ils font le plein.

Mais le véritable atout de Salvaterra est la plage de Joanes. Les eaux de la baie de Marajó invitent à la baignade, que l'on combine idéalement à un délicieux déjeuner à l'ombre des frondaisons – à la carte, les poissons et fruits de mer l'emportent, mais les carnivores ne sont pas oubliés.

Les marées bouleversent sans cesse les paysages et en révèlent toutes les beautés.

Non loin se trouve l'un des sites les plus photographiés de Salvaterra, les ruines de l'église jésuite de Nossa Senhora do Rosário, qui témoignent de la présence, jadis, de cet ordre religieux. Le coucher du soleil y est magique.

Comme à Soure, l'élevage de buffles est l'une des activités principales à Salvaterra. Mais il y a aussi la culture de l'ananas, qui se révèle particulièrement doux par ici. Pour conclure en beauté, ne manquez pas la plage de la Pousada dos Guarás, nommée d'après un hôtel, et la plage Grande. Et tout cela bien équipé : crème solaire, couvre-chef, vêtements légers et eau en quantité sont impératifs.

—Venceslau Borlina Filho,
publié le 15 janvier



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Japon : à la découverte des fabuleux jardins d'Okinawa

Un reportage du **Japan Times** (mai 2022).

J'ai joué à Robinson sur l'île de Kornat

Un journaliste relate dans **Die Zeit** son séjour sur cet îlot quasi désert, au large de la Croatie (février 2022).

Saint-Matthieu, l'île qui voulait rester sauvage
Hakai Magazine a exploré cette île noyée dans les brouillards, entre Alaska et Sibérie (novembre 2020).

ABONNEZ-VOUS À COURRIER INTERNATIONAL

Illustrations : © Véronique Cottin



14,55 € / mois
au lieu de 25,58 € sans engagement.

Je remplis le mandat Sepa ci-dessous.

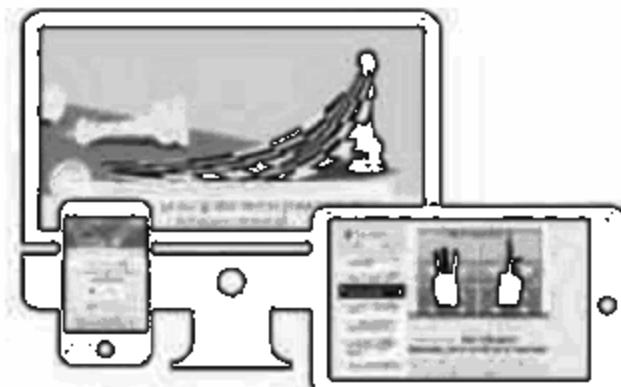
OU



175 € pour 1 AN
(soit 52 n° + 6 hors-séries)
au lieu de 306,40 €.

Je règle par chèque bancaire
à l'ordre de Courrier international.

43%*
de réduction



Le magazine papier
livré chaque semaine.

Tous les deux mois, recevez un hors-série
qui décrypte une grande thématique.
Une collection à conserver !

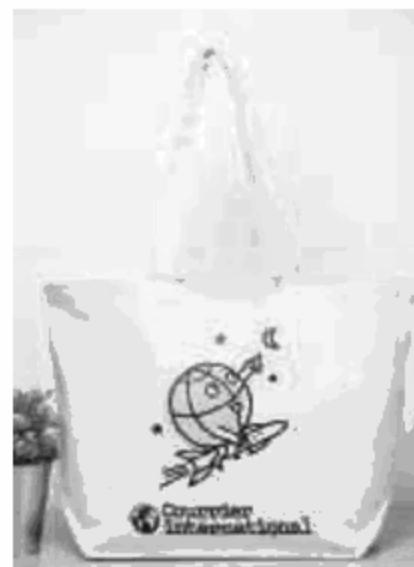
L'accès au site Internet en illimité
sur tous les supports numériques.

+ EN CADEAU

LE TOTE BAG COURRIER INTERNATIONAL

Ce grand sac en coton personnalisé aux couleurs du magazine vous accompagnera partout.

- Certifié Oekotex
- Biodégradable et recyclable
- Dimension : 58L X 38H cms



BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : Courrier international - Service abonnements A2100 - 62066 Arras Cedex 9

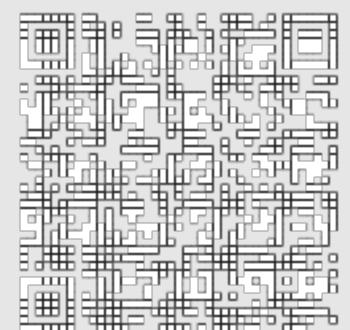
+ SIMPLE

+ RAPIDE



Abonnez-vous directement sur le site Internet :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/auto4>
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ
CE CODE QR.



RCO25BA04

JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, J'INDIQUE MES COORDONNÉES ET JE JOINS UN CHÈQUE.

MONSIEUR MADAME

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CP :

VILLE : E-MAIL :

J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international. J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. Vous recevrez votre cadeau dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

La pop africaine à la conquête du monde

De la Sud-Africaine Tyla aux Nigérians Davido et Burna Boy, les artistes africains font danser la planète. Mais il leur reste à recevoir une juste rétribution pour leur créativité.

—New Lines Magazine,
extraits (Washington)

Tout a commencé en 2023, par une danse. Dans un langoureux balancement, ses bras ondoient tels des vagues et ses pieds vont et viennent au rythme de l'amapiano, pendant qu'elle se verse de l'eau le long du dos. "Fais-moi transpirer, fais-moi m'embrasser, fais-moi perdre mon souffle, fais-moi jouir."

C'est en 2023 que Tyla, 21 ans, étoile montante de la musique sud-africaine, s'est propulsée au rang d'artiste internationale, rafiant les cœurs sur TikTok avec sa manière de bouger hypnotisante et sa voix à couper le souffle. Avec son tube *Water*, Tyla a redéfini le son de l'amapiano. Mot zoulou signifiant "piano", l'amapiano est une fusion de jazz, de house et de kwaito (sorte de house africaine), qui se caractérise par ses mélodies au piano, ses rythmes zoulous et ses lignes de basse entêtantes. *Water* est devenu un hymne international, envoûtant les fans de Johannesburg jusqu'à New York, en passant par Lagos, Londres, Kampala et Berlin.

Le succès de Tyla n'est pas seulement le succès d'une artiste : c'est le symbole de la montée en puissance de la musique africaine, en passe de conquérir la planète. Les sons du continent déferlent sur le monde occidental comme jamais auparavant, pour refaçonner l'ensemble de l'industrie musicale. Certains artistes se plaignent pourtant des royalties et des contrats médiocres qu'on leur propose et, alors même que leur musique fait tourner la tête au monde entier, la question demeure : les artistes et cultures derrière ces musiques tirent-ils un bénéfice de ce succès ou bien le système mondial de l'industrie musicale prend-il plus qu'il ne donne ?

Il n'y a pas que l'amapiano, né à l'extrême sud du continent, qui séduit de nouveaux auditeurs au-delà des frontières africaines. Né en Afrique de l'Ouest, l'afrobeat, ce genre créé dans les années 1960

par le légendaire Fela Kuti [1938-1997], continue de faire des vagues dans le monde entier. Le trompettiste de jazz américain Miles Davis [1926-1991] a dit un jour de Fela que c'était un artiste qui avait changé sa vie. Le "Black President" a fusionné le blues, le jazz et le funk américains avec la musique traditionnelle yoruba : l'afrobeat a fait l'effet d'une bombe culturelle au Nigeria, avant de susciter l'enthousiasme du monde entier.

Renaissance musicale. Nul doute que le triomphe d'artistes africains comme Fela Kuti a ouvert la voie à la nouvelle vague actuelle. Parmi les représentants [nigérians] de l'afrobeat [un terme regroupant des styles variés de la pop africaine contemporaine] qui déferle aujourd'hui sur le monde, citons Burna Boy, qui est entré dans l'histoire en remportant un Grammy Award avec son album *Twice as Tall*, ou encore Wizkid, qui s'est imposé comme une star internationale avec l'album *Made in Lagos*. Tems, pour sa part, collabore avec des titans planétaires comme Drake et Rihanna. Quant à Davido [américano-nigérien], il a produit des tubes comme *Fall* et *If*, qui envoûtent les publics aux quatre coins du monde.

Les plateformes comme Spotify et Apple Music contribuent significativement au succès mondial de la musique africaine en permettant aux artistes de toucher des publics éloignés de leur propre pays. Cerise sur le gâteau, en créant des listes de lecture comme Africa Heat, Africa Now et Amapiano Grooves, elles mettent à l'honneur des artistes comme Burna Boy et Wizkid aux côtés de supers-tars mondiales.

Aussi, selon les chiffres de Spotify, l'amapiano, qui n'a que dix ans, affiche une croissance remarquable. En 2023, il a totalisé 1,4 milliard d'écoutes ; pour l'année 2024, en juin, il dépassait déjà 855 millions d'écoutes à l'échelle mondiale. Les streams d'afrobeat ont [quant à eux] augmenté de 34 % en 2024. La plateforme



rapporte par ailleurs une croissance de 114 % de la consommation de musique en Afrique subsaharienne, une croissance supérieure à celle des autres régions, qui pourrait être le reflet d'une renaissance musicale du continent.

Si ces chiffres disent l'essor de la musique africaine sur la planète, ils soulèvent aussi des questions. Légende de la musique sud-africaine, surnommée la "princesse d'Afrique", Yvonne Chaka Chaka s'engage depuis des années pour défendre les droits des artistes. Elle s'insurge contre le fait que les artistes africains ne récoltent pas toujours les fruits qui devraient leur revenir dans le monde lucratif de l'industrie musicale occidentale. "Si la musique africaine est diffusée dans le monde, il faut que l'argent de cette diffusion revienne dans les poches des musiciens africains. Or, la plupart du temps, ce n'est pas le cas, explique Yvonne Chaka Chaka. Des artistes africains meurent chaque jour comme des indigents par manque de politiques adaptées, de gouvernance adéquate. Leurs morceaux sont joués, téléchargés, mais ils n'ont pas la moindre idée de quel organisme collecte leurs droits d'auteur. C'est un scandale !"

Les disparités de rémunération sont criantes entre l'Afrique et l'Occident, mais aussi entre les pays africains eux-mêmes.

Le rôle des organismes de gestion collective (OGC) est de collecter les droits d'auteur au nom des musiciens et de négocier les licences avec les plateformes numériques. De leur côté, les plateformes versent des redevances aux OGC, lesquels les redistribuent aux musiciens et autres ayants droit. L'Afrique compte plusieurs OGC à l'échelle nationale et régionale. Les conflits sur le mode de calcul des droits d'auteur ne manquent pas, plusieurs artistes et organismes reprochant aux plateformes de diffusion d'imposer des rémunérations trop basses.

Pas un centime. Outre ces plateformes musicales, les réseaux sociaux aussi jouent un rôle majeur dans ce boom de la musique africaine. Grâce à Instagram, YouTube, Facebook, TikTok et autres, des titres comme *Jerusalema* [sorti en 2019 par les Sud-Africains Master KG et Nomcebo Zikode] font découvrir la musique africaine à des millions de personnes qui ne l'auraient peut-être jamais connue autrement.

Les réseaux sociaux aident les artistes d'Afrique non seulement à diffuser leur musique auprès d'un public plus vaste, mais aussi à établir un contact direct avec lui. C'est le cas du chanteur tanzanien Diamond Platnumz, un des plus grands musiciens vivants du continent. Avec plus de 9 millions d'abonnés sur sa chaîne YouTube, il est aussi un des artistes africains les plus en vue de la plateforme. Celle-ci lui a permis de populariser le



↳ Lors d'un concert de Davido, star de l'afrobeats, à Lagos (Nigeria), le 23 avril 2023. Photo Hannah Reyes Morales/The New York Times



↓ La Sud-Africaine Tyla, nouvelle voix de l'amapiano, à New York (États-Unis), le 28 octobre 2024. Photo Lexie Moreland/WWD/Getty Images

genre angolais du bongo flava dans le monde entier et d'accéder directement à un public mondial.

Pourtant, les disparités financières restent criantes. *“Dans des pays comme le Nigeria, le Kenya, la Tanzanie et l'Afrique du Sud, les créateurs de contenu perçoivent une rémunération au titre de leur présence sur certains réseaux sociaux, mais la majorité sur le continent ne touche pas un sou. Par exemple, un Zambien qui cumule des millions de vues du Facebook, Instagram et TikTok ne gagne pas un centime, contrairement aux Occidentaux, qui peuvent se faire des millions en ligne”*, explique Davies Chirwa, un Zambien établi aux États-Unis, fondateur de la chaîne A TV à Seattle.

Et même s'ils sont rémunérés, les artistes du Nigeria, du Kenya, de Tanzanie et d'Afrique du Sud touchent des sommes dérisoires en comparaison de leurs confrères occidentaux. Un fossé qui tient notamment au fait que les tarifs publicitaires des sites de streaming sont moins élevés en Afrique. La démographie du public joue aussi ici un rôle : beaucoup de musiciens touchent un public avant tout dans leur propre pays, où le coût par clic d'une publicité est largement inférieur à son niveau aux États-Unis ou en Europe. Par ailleurs, les partenariats avec des marques et les contrats publicitaires sont généralement moins juteux, car les marques locales ont de plus petits budgets et que les marques internationales privilégient les marchés occidentaux.

Mais cet écart financier n'est qu'une pièce du puzzle. Quand les artistes africains tentent de se faire une place sur la scène mondiale, ils se heurtent à un autre obstacle : le risque de dilution culturelle. D'aucuns leur reprochent de fait de composer une musique au goût des publics occidentaux, au risque de la dépouiller de son authenticité.

Immense héritage. Un des plus influents musiciens du Zimbabwe, Jah Prayzah, a acquis une notoriété avec son mélange unique de rythmes shona [une des communautés du Zimbabwe], de reggae et d'influences pop. *“La musique africaine à l'état brut n'est plus populaire en Occident. Pendant la lutte [contre les gouvernements racistes de la Rhodésie (qui deviendra le Zimbabwe) et de l'Afrique du Sud de l'apartheid], certains musiciens comme [le Zimbabween] Thomas Mapfumo et Miriam Makeba [une icône sud-africaine, morte en 2008] ont entonné des chants de lutte, avec nos rythmes traditionnels, qui sont devenus populaires en Occident, indique Jah Prayzah. Je trouve regrettable qu'aujourd'hui l'amapiano et l'afrobeats s'éloignent de ces rythmes authentiques.”*

Les artistes africains d'aujourd'hui dénatureraient-ils donc leur musique pour séduire les oreilles occidentales ? La question divise. *“Je crois qu'ils cherchent avant tout à parvenir à un équilibre entre leur identité culturelle et le succès commercial, explique le critique musical français afro-descendant*

Thierry Ngombet. Pour moi, il ne s'agit pas de dilution. Burna Boy mélange de l'afrobeat avec du hip-hop, du reggae et du rock, mais il parle de sujets comme le panafricanisme. Davido et Wizkid utilisent des langues et des rythmes africains qu'ils combinent avec de la pop et du R'n'B occidentaux. Ces artistes ont bien le droit de mixer leurs traditions avec d'autres influences.”

Autre aspect de ce cocktail culturel, le nombre de collaborations entre artistes d'Afrique et d'Occident explose. Depuis dix ans, ces collaborations sont même devenues un trait caractéristique de l'industrie musicale actuelle. Depuis One Dance et Come Closer de Drake et Wizkid jusqu'à l'album Lion King. The Gift de Beyoncé, auquel ont entre autres participé [les Nigérians] Tekno, Mr Eazi, Burna Boy et Tiwa Savage, ces partenariats mettent en valeur les artistes africains. Autre exemple, Calm Down, de Rema [un autre artiste nigérian], cumulait au départ 600 millions d'écoutes sur Spotify ; depuis le remix avec [l'Américaine] Selena Gomez, les chiffres grimpent en flèche.

“Les collaborations actuelles entre les artistes d'Afrique et d'Occident reposent sur l'échange d'idées et de visions. Elles découlent d'un respect mutuel, et elles tirent souvent la musique africaine vers le haut, résume l'artiste zimbabwéen et musicologue MJ Wemoto sur sa chaîne YouTube. Les artistes occidentaux appellent des musiciens africains pour leur dire : ‘J'ai besoin de pimenter un peu ce morceau !’”

Cette nouvelle visibilité fait plus que propulser les talents africains dans les hit-parades occidentaux : elle ouvre une fenêtre sur l'immense héritage musical africain. Au Ghana, John Collins, ethnomusicologue et grande voix de la musique ouest-africaine depuis 1969, se réjouit de la popularité actuelle de l'afrobeats, une vague musicale à ses yeux bien plus puissante que celle l'afrobeat de l'ère de Fela. *“Cette vague fera sauter des verrous”*, dit-il, enthousiaste, en comparant son essor à celui du rock'n'roll.

“Les artistes ont bien le droit de mixer leurs traditions avec d'autres influences. Ce n'est pas de la dilution.”

Thierry Ngombet,
CRITIQUE MUSICAL

“Le rock est né du rhythm and blues. Au début, les gens le critiquaient en disant que c'était une version édulcorée du R'n'B, mais sa popularité a permis de renouveler l'intérêt pour les racines de ce genre musical, pour donner naissance à des collaborations entre de jeunes rockeurs et des musiciens de blues plus mûrs”, rappelle-t-il. Il est convaincu que l'afrobeats finira par éveiller la curiosité du public occidental pour toute une ribambelle de genres musicaux africains, depuis le highlife jusqu'au soukous.

La musique africaine jouit d'une reconnaissance croissante dans le monde. Et la création [en 2024] de la catégorie Meilleure performance musicale africaine aux Grammy Awards constitue un grand pas en avant en ce sens. Mais il faut aussi que les Africains touchent une part équitable des bénéfices qu'engendrent leur travail. Le monde danse sur les rythmes de l'Afrique. Il est grand temps de rémunérer à leur juste valeur les artistes sans qui tout cela ne serait pas possible.

—Kwangu Liwewe,
publié le 30 janvier



SOURCE

NEW LINES MAGAZINE
Washington, États-Unis
newlinesmag.com

Créé en 2020, ce site émane du think tank américain Newlines Institute for Strategy and Policy. Il se distingue par son désir de donner la parole à des journalistes qui connaissent intimement le sujet de leurs articles, partout dans le monde.

histoire.



Les doléances révolutionnaires des paysans allemands

Mars-mai 1525 — Empire germanique

Il y a cinq cents ans, des paysans révoltés prennent les armes. L'imprimerie donne un écho retentissant à leurs revendications, réunies sous forme de charte en douze articles.

—Die Welt, extraits (Berlin)

Les paysans qui se soulèvent au printemps 1525 en Souabe, en Franconie et en Thuringe, mais aussi [en Autriche] dans le Tyrol et à Salzbourg, veulent dénoncer leurs conditions d'existence et offrir une “contre-proposition à l'avarice et à la cupidité des seigneurs”. Ils se promettent soutien et fidélité

par le truchement d'un “serment fraternel et solennel”, sous la forme d'un document rédigé et imprimé au début du mois de mars 1525, baptisé les *Douze articles*.

L'un des originaux, conservé aux archives municipales de la ville de Memmingen [en Bavière], se compose d'environ 2 000 mots. Sans doute est-ce Sebastian Lotzer, artisan pelletier de son état dans la ville, qui couche par écrit ce texte à partir de doléances antérieures. Grâce à l'imprimerie et aux premiers “grands” tirages, le document provoque une véritable onde de choc. On estime ainsi que plus de 25 000 exemplaires sont tirés et lus aux analphabètes par les rares personnes qui savent lire, produisant un effet boule de neige.

Abolition du servage. En résumé, les *Douze articles* exigent que chaque commune soit libre de choisir son pasteur (article 1), que l'impôt soit ramené à un niveau supportable (article 2), que tous les hommes soient libres et que le servage soit aboli (article 3), que chacun soit libre de chasser, pêcher, piéger des oiseaux et ramasser du bois dans la forêt suivant ses besoins (articles 4 et 5), que les corvées restent dans les limites du raisonnable (articles 6 et 7), que les loyers des terres agricoles soient adaptés aux capacités financières des paysans (article 8), que les amendes soient équitables (article 9), que les biens communs le redeviennent [qu'ils ne soient plus accaparés par les seigneurs] (article 10) et que l'impôt de mainmorte [droit de succession] soit aboli (article 11). Le douzième article est une clause de sauvegarde pour le cas où l'une des revendications contreviendrait à la parole de Dieu. Tous les articles sont étayés d'ailleurs par des références au Nouveau Testament.

“Les Douze articles montrent comment une vision théologique globale, conforme aux idées radicales de la Réforme, a pu émerger à partir d'une kyrielle de doléances disparates et spécifiques contre certains seigneurs, écrit l'historienne australienne Lyndal Roper. Ce qui donne un mélange explosif.” Lyndal Roper, qui enseigne depuis des années à Oxford, revient dans son dernier ouvrage, *Un été de feu et de sang. La guerre des paysans allemands* [inédit en français], sur la lame de fond qui secoua l'Europe centrale plusieurs mois durant, il y a cinq cents ans, et sur le rôle prépondérant des *Douze articles*.

Sebastian Lotzer [leur auteur] avait déjà publié des écrits politico-théologiques, mais ce sont bien les *Douze articles* qui auront des répercussions considérables. À la fin de l'année 1524, Sebastian Lotzer se radicalise – “peut-être, suppose Lyndal Roper, sous l'effet d'une expérience religieuse marquante, [dont] on ne retrouve toutefois aucune trace dans les chroniques de l'époque”. Quoi qu'il en soit, il voit une justification dans une profanation d'église qui s'est produite à Noël dans la ville de Memmingen. Il y a de vrais disciples de l'Évangile, écrit Sebastian Lotzer, mais aussi des hypocrites animés par “la cupidité et la concupiscence charnelle”.

Dans les semaines qui suivent, Memmingen devient l'épicentre du mouvement paysan. Ces derniers convergent en masse vers la ville, qui

compte à l'époque quelque 6 000 âmes, munis pour beaucoup de listes de doléances (que l'on appelle à l'époque des “gravamina”). Le pasteur de Memmingen, Christoph Schappeler, et Sebastian Lotzer surtout, en feront douze articles – les avis des spécialistes de la guerre des paysans divergent ici quant à la part que chacun joue dans leur rédaction.

Toujours est-il que ce ne sont vraisemblablement pas Lotzer ni Schappeler, ni d'autres habitants de Memmingen, qui ajoutent les renvois au Nouveau Testament, précise Lyndal Roper. Ceux-ci font vraisemblablement “déjà partie des débats internes au mouvement paysan”. Il semblerait que ce soit Sebastian Lotzer qui donne ensuite aux revendications la forme d'une “prose claire et rythmée” et qui les divise en douze articles, comme il y a douze apôtres. Son texte est tout autant un “document théologique” qu'une “charte révolutionnaire”, souligne l'historienne.

De fait, la plupart des bandes paysannes qui vont écumer le sud-ouest de l'Allemagne jusqu'à la Thuringe dans les semaines qui suivent ont avec elles un exemplaire des *Douze articles*. Des seigneurs féodaux, des magistrats et des moines découvrent ainsi l'existence de ces revendications

“Les Douze articles montrent comment une vision théologique globale a pu émerger à partir d'une kyrielle de doléances disparates.”

Lyndal Roper,
HISTORIENNE AUSTRALIENNE

dont la plupart dénoncent leur domination. Et si les insurgés ne connaissent pas eux-mêmes le texte en détail, ils n'en exigent pas moins la reconnaissance officielle de leur charte.

Les paysans veulent être libres, mais ne rejettent pas pour autant toute forme d'autorité : “Ce n'est pas ce que Dieu nous enseigne.” Sa volonté serait plutôt que chacun fasse preuve de tempérance à l'égard d'autrui (et donc pas seulement à l'égard de l'autorité). Les événements du printemps 1525 n'ont aucune visée anarchique, comme se plaisent à le dire les détracteurs de l'époque (ou plus tardifs) de la guerre des paysans, et il ne s'agit pas non plus d'une “révolution prébourgeoise”, comme l'a soutenu l'idéologie marxiste en s'appuyant sur *La Guerre des paysans en Allemagne*, de Friedrich Engels.

Pour approcher la vérité historique, il convient de prendre en considération la combinaison de plusieurs facteurs : tout d'abord la Réforme, qui renverse les principes existants régissant les croyances et l'organisation de la société, ensuite les possibilités techniques qu'offre l'imprimerie depuis peu et, enfin, grâce à cette dernière, la diffusion d'un message globalement uniforme. Ces facteurs (et quelques autres) font des troubles qui éclatent un peu partout dans les campagnes allemandes une lame de fond qui balaiera plusieurs régions.

—Sven-Felix Kellerhoff,
publié le 12 mars

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

The cover features a caricature of a man with a large head and a crown made of barbed wire and maps of the United States and Russia. The title 'LE NOUVEL ÂGE DES EMPIRES' is written in large, bold letters across the center. A subtitle on the right reads: 'Comment les États-Unis, la Russie et la Chine se partagent le monde et le rendent plus dangereux. Les analyses de la presse étrangère.'

Courrier international
Hors - série Avril-mai 2025

Comment les États-Unis, la Russie et la Chine se partagent le monde et le rendent plus dangereux. Les analyses de la presse étrangère.

LE NOUVEL ÂGE DES EMPIRES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**



Pourquoi choisir Caisse d'Epargne pour épargner ? La réponse est dans la question.

Parce que l'épargne est notre métier, nous avons forcément une solution de placement qui vous convient : Assurance vie, Plan d'Epargne Retraite, Diversification Financière.



**CAISSE
D'EPARGNE**

Vous être utile.

Banque & Assurances

Investir sur les produits financiers vous expose à un risque de perte en capital.

Communication à caractère publicitaire.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 207 603 030 euros - Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - RCS PARIS N° 493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100 www.orias.fr - Contrat d'assurance distribué par votre Caisse d'Epargne - ALTMANN + PARTNERS - Crédit Photo : Coco Amardeil.